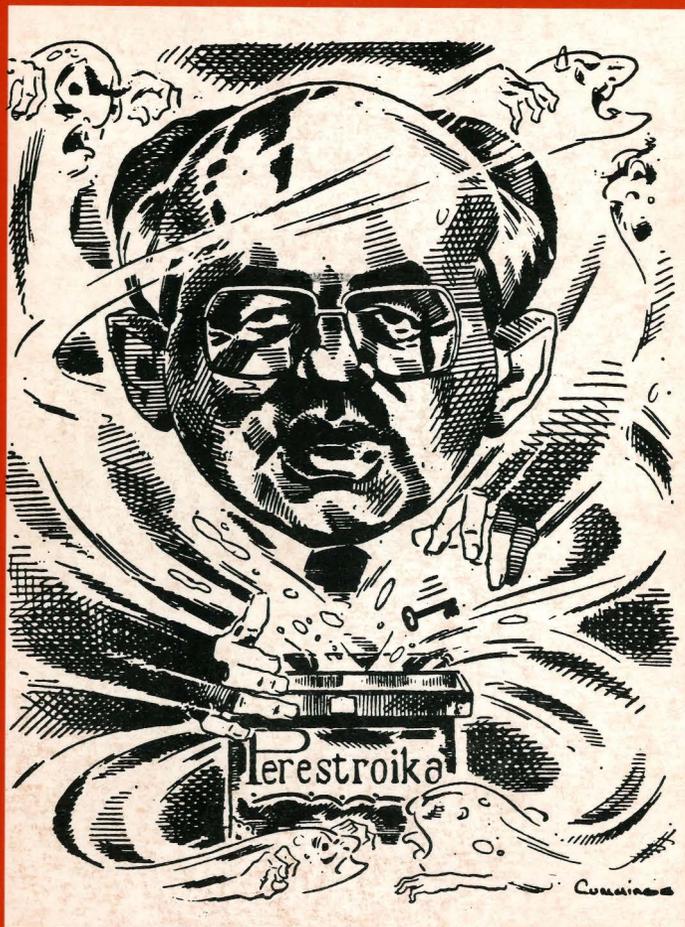


QUATRIÈME
INTERNATIONALE
PROLÉTAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !



BILAN D'UNE CRISE SYSTÉMIQUE :
URSS, Chine, Yougoslavie, Pologne

Q U A T R I E M E
i N T E R N A T I O N A L E

PROLETAIRES DE TOUS LES PAYS UNISSEZ-VOUS !

Sommaire

Introduction	5
Contradictions et faillite du gorbatchévisme <i>par David Seppo</i>	7
La Chine deux ans après Tian Anmen <i>par Livio Maitan</i>	29
Yougoslavie : questions pour un bilan <i>par Catherine Samary</i>	45
Réflexions sur la conscience de la classe ouvrière polonaise <i>par Jan Malevski</i>	57
Nouvelle organisation du travail : General Motors dans l'Etat espagnol ... <i>par Ramon Gorriz</i>	79
La IV ^e Internationale sur le coup d'Etat du 19 août en Union soviétique .. <i>secrétariat unifié de la IV^e Internationale</i>	89

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

A nos lecteurs et abonnés

Pendant six ans, notre revue a maintenu le même prix aussi bien pour la vente au numéro que pour les abonnements. Puisque les coûts de revient ont considérablement augmenté depuis 1985, nous sommes désormais obligés d'augmenter notre prix. Nous le ferons quand même dans une proportion largement inférieure aux augmentations auxquelles nous avons dû faire face nous-mêmes. Les numéros doubles sont donc désormais vendus au prix de 60 F ou 70 F en fonction du nombre de pages ; les numéros simples, comme celui-ci, sont vendus à 50 F. Nous sommes certains que nos lecteurs et abonnés comprendront.

Abonnements

France et Europe :

150 F pour un an

Autres pays :

160 F pour un an « surface » ; 200 F pour un an « par avion »

Plis fermés :

France : 190 F pour un an ; autres pays : 220 F pour un an

Abonnement de soutien :

300 F pour un an

Chèques bancaires et postaux libellés à l'ordre de PEC
à adresser à *Quatrième Internationale*
2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil-sous-Bois, France

Virements bancaires à PEC, BNP, agence Robespierre
153, rue de Paris, 93108 Montreuil-sous-Bois, France
compte n° 2301 79/90

Virements postaux à PEC, CCP n° 232242 T Paris

Introduction

Alors que nous publions ce numéro de notre revue, l'éclatement de l'Union soviétique a atteint un point de non-retour ; des territoires de l'ancienne Fédération yougoslave sont ravagés par la guerre, la Tchécoslovaquie risque d'être déchirée à son tour par des luttes nationales, la Pologne est en butte à une fragmentation politique extrême ; l'énumération pourrait continuer. La crise majeure généralisée des sociétés de transition bureaucratisées, éclatée à la fin des années quatre-vingt, s'approfondit chaque jour en multipliant conflits, affrontements et tendances centrifuges. Il serait absurde d'essayer d'en prévoir la dynamique et les aboutissements, même à court terme. En fait, rapports sociaux, mécanismes économiques et structures politiques sont bouleversés de fond en comble et nulle part on ne saurait entrevoir une quelconque stabilisation. Dans le domaine idéologico-culturel, le désarroi est total, des mystifications nouvelles ou prétendument nouvelles remplaçant les mystifications bureaucratiques d'antan. Des fantômes hideux réapparaissent et les idées et les sentiments les plus réactionnaires ont à nouveau droit de cité, parfois au niveau de larges masses. Ceux qui s'efforcent

d'affirmer la perspective d'une démocratie socialiste et de se battre dès maintenant pour défendre les intérêts des travailleurs, contre tous ceux qui prônent de plus en plus explicitement la restauration du capitalisme sous les auspices des institutions financières internationales, luttent contre le courant et disposent pour l'instant de forces extrêmement limitées. Il va de soi que c'est avec ces forces que les marxistes révolutionnaires doivent établir des liens à cette étape cruciale de leur combat à l'échelle mondiale.

Dans ce numéro de Quatrième Internationale nous publions trois articles de bilan. Le premier de David Seppo dresse un bilan d'ensemble du gorbatchévisme en remontant aux racines de la bureaucratisation de l'Union soviétique et en analysant le contexte actuel dans ses contradictions et sa dynamique. Le deuxième, écrit par Catherine Samary, explique les raisons de la faillite de l'expérience yougoslave pourtant si riche. Dans le troisième, Jan Malewski revient sur l'expérience de la Pologne sous l'angle de l'évolution de la conscience de classe d'un prolétariat qui a fait preuve à plusieurs reprises d'une combativité exceptionnelle et d'une capacité d'organisation incontestable. Finalement, Livio Maitan analyse la situation en Chine, où la stabilité relative apparente ne peut pas cacher les tensions et les contradictions qui non seulement subsistent, mais sous plusieurs aspects ont tendance à s'aggraver. Nous publions dans notre rubrique « Documents » une résolution, votée au mois d'octobre 1991 par le secrétariat unifié de la IV^e Internationale, sur la situation en Union soviétique après le coup d'Etat manqué du 19 août.

DAVID SEPPO

Contradictions et faillite du gorbatchévisme

Les changements politiques qui se sont produits en Union soviétique * depuis les élections du printemps 1990, considérablement accélérés par le coup d'État manqué du 19 août, ont marqué la fin du chapitre de la perestroïka ouvert par Mikhaïl Gorbatchev dans l'histoire de l'URSS. Il ne s'agit plus de « restructurer » le vieux système économique, mais de le remplacer dans son ensemble par celle qui est présentée comme une économie « normale », c'est-à-dire capitaliste. Ceux qui détiennent le pouvoir ne s'appellent plus « communistes » — le PCUS a été banni par décret — mais se présentent comme « démocrates ».

En dépit de ces changements spectaculaires, on est frappé quand même par les éléments de continuité entre les deux périodes. Le plus important de ces éléments est l'absence de débat démocratique et de contrôle en ce qui concerne les problèmes cruciaux de cette réforme économique, qui vise pourtant à remanier la structure même de la société et à en déterminer le chemin pour les futures décennies. Le projet officiel de réforme, qui a connu une évolution radicale au cours des deux dernières années, continue à être présenté comme le seul possible.

L'idée d'une solution alternative — ni capitaliste ni « administrative de commandement » (bureaucratique) — est rejetée unanimement avec mépris comme utopique et nuisible par les politiciens, les intellectuels « éminents » et les journalistes, qui se réfèrent sans cesse à l'expérience — réelle ou imaginaire — du monde « civilisé » pour défendre leurs conceptions. Pourtant, il n'y a pas longtemps, beaucoup de gens peignaient sous des couleurs sombres, avec la même assurance, le monde capitaliste et décrivait la société soviétique comme la réalisation victorieuse de la « théorie du socialisme scientifique ».

Bien que les médias et les politiciens libéraux de l'Occident persistent à considérer démocratie et « réforme de marché » (euphémisme pour ne pas dire capitalisme) comme des synonymes, beaucoup de leurs homologues soviétiques ont tiré depuis longtemps la conclusion que la transformation de leur économie dans un sens libéral exige un « pouvoir exécutif indépendant fort », capable d'imposer des « mesures dures et impopulaires ». Aujourd'hui, la tendance s'accroît à réintroduire des structures et des pratiques politiques autoritaires que les « démocrates » actuellement au gouvernail de l'Etat condamnaient vigoureusement lorsque les « communistes » étaient au pouvoir et qu'ils les regardaient du dehors.

L'illustre libéral Anatoli Sobchak, maire de Saint-Petersbourg, lance ses foudres contre « ceux qui empêchent notre travail », même si, encore récemment, il était lui-même à la tête de ces « empêcheurs ». Le mot d'ordre « Tout le pouvoir aux soviets ! », utilisé par de nombreux libéraux pour se faire élire au printemps 1990, aurait perdu tout son contenu progressiste, si l'on croit Ilya Zaslavsky, ancien président du soviet du district Octobre à Moscou. En acceptant cette révélation, Eltsine et ses alliés ont commencé à désigner des préfets et des gouverneurs, transformant, en fait, les soviets en appendices d'un pouvoir administratif incontrôlé. En ce qui concerne Zaslavsky, au printemps 1991, il a été chassé de son poste à la direction du soviet du district Octobre par les députés du soviet sous l'inculpation d'abus de pouvoir : lui et d'autres membres du soviet et de son comité exécutif avaient été impliqués dans un transfert de propriétés du district à des sociétés dont ils étaient les dirigeants. Gavril Popov, maire libéral de Moscou, avait ensuite dissous par décret les soviets de district de Moscou (les députés du district Octobre s'étaient barricadés dans les locaux lorsque la police était arrivée pour enlever meubles et documents) et il s'efforce maintenant de faire désigner Zaslavsky procureur en chef de Moscou.

Révolution « par en haut » contre révolution « par en bas »

On peut mieux comprendre cette continuité dans le changement en utilisant le concept de révolution « par en haut ». Le rôle historique de transformations d'une telle nature est de préserver le pouvoir et les privilèges d'une partie au moins de la vieille classe dominante, en l'occurrence de la bureaucratie du parti-Etat ou

« *nomenklatura* » (il s'agit plus d'une couche sociale que d'une classe historique ; en effet, elle cherche à l'étape actuelle à se transformer finalement en une classe propriétaire à plein titre). De telles transformations sont inaugurées par les éléments les plus clairvoyants des vieilles classes, qui se rendent compte que l'ancien mode de domination est épuisé et que toute persistance à le maintenir risque de provoquer une révolution « par en bas », c'est-à-dire une insurrection populaire réellement démocratique.

Bien que la situation ait évolué bien au-delà de ce que les initiateurs de la *perestroïka* avaient envisagé au début (un système bureaucratique rationalisé toujours essentiellement fondé sur la propriété étatique), son caractère fondamental de révolution « par en haut » antipopulaire se maintient. Des fractions importantes de la vieille couche bureaucratique se sont déplacées vers le secteur privé qui monte ou se sont intégrées dans les structures étatiques « démocratiques ». En même temps, des éléments nouveaux, qui proviennent surtout de l'« économie souterraine » (illégal) du passé et de secteurs « entreprenants » de l'intelligentsia (surtout ceux qui comptent sur des relations importantes) ont également occupé ouvertement des positions de pouvoir et de richesse plus ou moins légales.

Toutefois, même si elle a réalisé des progrès impressionnants, cette révolution « par en haut » est loin d'être achevée et son succès final n'est absolument pas assuré. Une révolution populaire, « par en bas », ne peut pas être exclue, bien qu'aujourd'hui elle ne soit que potentielle. A plus court terme, le développement le plus probable est celui d'une impasse politique, les forces populaires bloquant la révolution « par en haut » sans être capables pour autant de réaliser une transformation démocratique qui corresponde à leurs propres intérêts. Une telle impasse pourrait durer plusieurs années.

Le but de cet article est d'analyser les forces et les intérêts socio-politiques fondamentaux qui opèrent dans le cadre des deux révolutions — « par en haut » et « par en bas » — qui s'opposent. Il n'a absolument pas la prétention de dresser un tableau complet de la société soviétique dans cette période de transition tourmentée. Nous ne pouvons le faire, aussi bien à cause des limites d'espace que de l'insuffisance d'éléments d'information. Nous ne développerons pas, en particulier, une analyse de la question nationale, pourtant si importante. Nous allons nous référer surtout à la république russe, même si dans ses traits fondamentaux notre analyse est valable plus généralement pour tout le territoire de l'ancienne Union soviétique. Malgré ces limites, le cadre que nous proposons peut aider à comprendre la succession apparemment chaotique des événements.

Dans le contexte soviétique, une révolution « par en bas » comporterait une mobilisation des classes populaires, des ouvriers, des paysans et de l'essentiel de la masse de l'intelligentsia, c'est-à-dire de ceux qui aujourd'hui n'ont pas le pouvoir politique ni la propriété des moyens de production, afin de placer l'un et l'autre sous le contrôle démocratique. Elle comporterait aussi une union volontaire et démocratique de toutes les nationalités et de tous les groupes ethniques avec l'engagement que l'égalité sociale et politique soit établie entre eux. Une révolution populaire victorieuse serait, pour l'essentiel, une transformation du vieux système bureaucratique dans un sens socialiste.

Si le concept de révolution « par en bas » est relativement simple (sans minimiser les difficultés et les problèmes non résolus qui devraient être abordés dans sa réalisation éventuelle), il faut admettre que l'emploi du terme « révolution » pour définir le programme des forces socio-politiques qui prévalent actuellement en Union soviétique est ambigu. Il est employé ici par commodité sans aucune prétention de rigueur scientifique. Révolution signifie, au moins dans le langage marxiste, transformation socio-politique qualitative, progressiste, qui débouche sur une liberté humaine accrue. Il n'y a pas de doute que, si on les compare avec ce qui a précédé, la perestroïka et l'après-perestroïka ont eu, du moins jusqu'ici, une série d'aspects progressistes, notamment dans le domaine politique. En même temps, la condition socio-économique des masses populaires s'est détériorée et continuera à se détériorer dans le futur prévisible, si les forces de la révolution « par en haut » continuent à prévaloir.

On pourrait faire un parallèle, pour en rester à l'histoire russe, avec l'émancipation des serfs en 1861. Dans sa conception, c'était une réponse antipopulaire à la crise de l'ancien régime, une tentative avouée d'éviter une révolution « par en bas ». Néanmoins, malgré sa nature contradictoire et limitée, elle a eu comme conséquence d'améliorer dans l'immédiat la condition d'une grande partie des paysans (ceux-ci parlaient d'Alexandre II comme du « tsar libérateur »), même si en dernière analyse cette révolution « par en haut » a contribué directement à préparer les révolutions populaires de 1905 et 1917.

La perestroïka ou la « phase socialiste » de la révolution « par en haut »

A la fin de 1987, un secrétaire du comité central a affirmé dans une réunion dans la ville de Shakhty, dans le sud de la Russie, que, si le parti n'avait pas lancé à temps la perestroïka, le peuple serait descendu dans la rue. Il est difficile de juger dans quelle mesure la menace était à l'époque immédiate. Mais il n'y a pas de doute qu'en 1985 la profondeur du mécontentement populaire, à cause de la stagnation du niveau de vie et de la corruption infectant tous les niveaux du gouvernement, avait finalement convaincu la majorité de la direction politique que le système légué par Brejnev ne pouvait plus assurer la stabilité interne du régime ou le statut de grande puissance (la première considération ayant, de loin, le plus de poids).

Les racines de la crise résident dans la nature contradictoire de la bureaucratie elle-même, une couche dominante dont les intérêts sont en conflit avec la logique même du système socio-économique qu'elle gère. Ce n'est pas la révolution d'Octobre qui a créé la bureaucratie. La montée de la bureaucratie a été le produit non voulu de l'arriération de la société russe et de l'isolement de la révolution socialiste dans un monde capitaliste hostile. Toutefois, la dégénérescence extrême subie par la révolution dans les années vingt et trente, sous la direction bureaucra-

tique, n'a pas amené à la restauration du capitalisme, mais à l'instauration d'une « économie de commandement » et à une tentative totalitaire de contrôler tous les aspects de la vie sociale. Le problème est qu'un tel régime, une fois établi, tend à introduire une gestion intrinsèquement conservatrice et gaspilleuse et à se diviser selon des groupes fonctionnels, régionaux ou de mafia et de clan, chaque groupe défendant ses propres intérêts bornés aux dépens des buts nationaux. En outre, un régime qui se base sur une usurpation de pouvoir et l'appropriation illégitime de privilèges matériels a de la peine à contenir la corruption et les abus dans des limites « acceptables », puisque les fonctionnaires s'efforcent de tirer des bénéfices additionnels des activités dont ils sont responsables.

La poursuite effrénée de leurs intérêts de la part des bureaucrates a comme conséquence paradoxale de miner le pouvoir bureaucratique. La survivance d'un tel système exige un chef fort qui protège la bureaucratie d'elle-même. Staline a mis de l'ordre dans la bureaucratie — et dans la société — par le truchement d'un appareil terroriste qu'il contrôlait personnellement. Khrouchtchev a eu recours à des mesures non terroristes pour maintenir la bureaucratie dans l'insécurité alors qu'il tentait de se construire une base politique indépendante par un mélange d'orientations populistes et d'améliorations du niveau de vie. Cette stratégie a fait faillite et la bureaucratie l'a remplacé par son propre homme, Brejnev, qui s'est contenté de laisser aller les choses en s'inspirant du slogan : « après moi, le déluge ». Son régime a débouché sur la profonde crise systémique de la fin des années soixante-dix. Andropov s'est efforcé à ses débuts de rétablir une discipline sans changer fondamentalement la nature du système. Mais il est mort peu après son avènement au pouvoir et a été remplacé par Tchernenko, disciple de Brejnev, dont le règne a été encore plus bref.

Lorsque Gorbatchev a été choisi comme secrétaire général en 1985 par la poignée de vieux personnages qui composaient le politburo (officiellement, il a été élu par plusieurs centaines de membres du comité central, une instance de l'élite de la bureaucratie, dans une large mesure honorifique), on estimait que sa tâche était tout simplement celle de continuer l'œuvre inachevée d'Andropov. En conséquence, Gorbatchev lançait des campagnes contre la corruption et pour imposer la discipline, de même qu'un programme de restructuration (« accélération ») industrielle axé sur la métallurgie, conçu comme levier pour une modernisation technologique et économique rapide.

La portée relativement modeste de ces efforts initiaux était dictée par les intérêts de la bureaucratie qui, après tout, était la base sociale de Gorbatchev aussi bien que l'instrument de ses réformes. En tant que telles, ces réformes étaient condamnées d'avance, justement comme les plans quinquennaux des trois dernières décennies qui n'avaient pas atteint leurs objectifs principaux. Les indicateurs économiques de 1986 étaient relativement positifs, mais cela était dû dans une large mesure à l'enthousiasme populaire déclenché par la promesse d'un changement et par un style de direction plus populiste et plus ouvert, de même que par la peur que les campagnes de Gorbatchev avaient au début inspirée à la bureaucratie.

L'effet ne pouvait être que de courte durée et déjà, l'année suivante, les signes de stagnation réapparaissent.

Encore en été 1987, Gorbatchev assurait le comité central qu'il n'y aurait pas de réforme de marché. Mais, en réalité, il était déjà convaincu qu'il était nécessaire d'introduire un changement plus fondamental, une révolution « par en haut ». Or, la réforme de marché apparaissait comme le seul espoir d'obtenir un succès. Déjà, dans les années soixante, une telle réforme avait été ouvertement discutée en Union soviétique et avait été abordée sous une forme timorée avant d'être annulée par une réaction bureaucratique conservatrice. La réforme de marché a été aussi le choix fait par tous les régimes réformistes d'Europe orientale et par la Chine dans les années soixante-dix. En Union soviétique, la problématique de la réforme de marché continuait à hanter les instituts de sciences sociales. Dès que la glasnost et la perestroïka sont devenues politique officielle, les partisans de telles réformes ont commencé à occuper des places comme conseillers du gouvernement et à diffuser leurs idées par les médias.

Le principe inspirateur de la réforme de marché de la perestroïka était le remplacement de l'« économie de commandement » centralisée, qui en principe (dans la pratique, on était bien loin de cela) considérait toute l'économie comme une seule entreprise gigantesque, par une économie dans laquelle les rapports entre les entreprises ne se baseraient plus sur des ordres administratifs par en haut, mais sur des contrats librement réalisés. La coordination verticale par les gigantesques bureaucraties du parti-Etat aurait cédé sa place à une coordination économique horizontale par le marché. La planification et la réglementation d'ensemble seraient obtenues indirectement par des leviers économiques tels que les crédits, taux d'intérêts et la taxation, qui fixeraient les paramètres dans le cadre desquels des entreprises autonomes et concurrentielles prendraient leurs décisions. Le rôle économique central de l'Etat se limiterait à la réglementation du marché et à la planification à long terme, de même qu'à la gestion de secteurs comme la défense, la santé et l'éducation, qui ne pouvaient pas être abandonnées aux règles du marché.

A part la rhétorique officielle sur le « socialisme de marché », il a été assez vite clair qu'une telle conception de la réforme comportait un recul par rapport à la conception socialiste traditionnelle (encore une fois, en pratique les choses allaient différemment, même si l'idéologie avait quelque fondement dans la réalité) d'une société de plus en plus égalitaire avec des garanties socio-économiques solides pour tous ses membres. Les idéologues de la perestroïka déclaraient que ces idées étaient obsolètes et les condamnaient comme la cause fondamentale de l'inefficacité de l'ancien système de « commandement ». Selon eux, les tendances au nivellement devaient être abandonnées si on voulait stimuler les entreprises et les individus à produire avec efficacité des biens et des services que la société jugerait. Le marché était présenté comme le seul mécanisme expérimenté permettant à la société d'exprimer son jugement. En même temps, on supprimait les restrictions à l'activité économique privée de la part de particuliers et des coopératives. Le

développement d'un secteur privé aurait dû aider à surmonter les carences du secteur étatique dans la livraison de biens et de services.

Résistances bureaucratiques à la perestroïka

Indépendamment des problèmes purement économiques et techniques posés par la réforme, il y avait un obstacle politique majeur, à savoir l'absence d'un soutien significatif dans la société. L'une des contradictions centrales résidait dans le fait que la bureaucratie qui était appelée à gérer la réforme était massivement hostile à l'effort de Gorbatchev de la « sauver d'elle-même ». Il y avait des raisons qui justifiaient cette hostilité. Au niveau le plus général, des réformes structurelles comportent des risques dont on ne peut jamais prévoir toute la portée. La libéralisation politique limitée dans le cadre de la glasnost révélait déjà la profondeur et l'ampleur de l'hostilité populaire envers les « parasites bureaucratiques ». La réforme aurait pu comporter une menace pour le pouvoir bureaucratique lui-même, comme en Tchécoslovaquie en 1968. Il n'était pas évident, par ailleurs, que les meilleurs résultats économiques escomptés assureraient, en dernière analyse, une stabilité politique. Il est vrai que, dans d'autres sociétés du même type, la réforme de marché avait au début provoqué une croissance rapide ; mais, dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, la plupart d'entre elles s'étaient embourbées dans la dette extérieure, une inflation élevée et une nouvelle tendance à la stagnation.

L'instauration de l'« économie de commandement » vers la fin des années vingt avait été la réponse bureaucratique à la crise de l'économie mixte de la nouvelle politique économique (NEP). Par la suite, la gestion de l'« économie de commandement » était devenue la raison d'être de gigantesques appareils du parti et du gouvernement (selon certaines estimations, dix-huit millions de personnes en 1987). La réforme de marché telle qu'on la concevait officiellement comportait pour ces appareils la perspective d'une perte substantielle de pouvoir. De plus, des administrations tout entières, des centaines de milliers de postes devaient être supprimées. Les postes disponibles dans l'industrie et les services n'offraient ni un statut, ni des conditions, ni des rétributions comparables à ceux qu'on allait perdre.

Même pour ceux qui n'étaient pas directement menacés, la perestroïka ouvrait une période de grande insécurité. Les premières purges de Gorbatchev avaient été incontestablement saluées par les membres de la bureaucratie d'âge moyen ou jeunes, dont les carrières avaient été bloquées par la gérontocratie brejnévienne (le trait caractéristique de Brejnev avait toujours été le « respect envers les cadres »). Mais les fonctionnaires exigent nécessairement la sécurité de leur emploi. La perestroïka était dirigée contre cet intérêt fondamental. Le maintien de l'emploi allait dépendre d'évaluations rigoureuses et régulières du travail accompli. Ce qui représentait un stress encore plus grand, c'est que ces évaluations ne seraient plus faites seulement par les supérieurs administratifs, mais aussi par les ouvriers et les employés du rang. Même le plus honnête et le plus compétent des administrateurs

soviétiques sentait que la vérification et le contrôle publics ne pouvaient que compliquer un travail déjà difficile.

En fait, les administrateurs compétents et honnêtes étaient très peu nombreux. Le système, notamment sous Brejnev, était devenu très efficace dans l'œuvre de briser ces administrateurs ou, faute de pouvoir les briser, de les purger. En outre, même les privilèges liés aux fonctions administratives et officiellement sanctionnés par en haut — accès spécial au logement, aux services rares ou de haute qualité à bas prix — représentaient aux yeux de la population une forme de corruption. Cela était devenu tout à fait clair à la suite des lettres et des dénonciations publiées dans la presse libéralisée sous la glasnost. Le fait est que, à la différence de la bourgeoisie dans les sociétés capitalistes développées, les bureaucrates, obligés de jouer les héritiers et les gardiens de la révolution socialiste, s'étaient avérés incapables de légitimer leur pouvoir et leur condition privilégiée. C'est pourquoi ils ne pouvaient pas accepter de gaieté de cœur tout relâchement du contrôle bureaucratique sur la société.

Les mêmes attitudes et intérêts fondamentaux étaient partagés par les fonctionnaires des organes de répression de l'Etat, la police, l'armée et le KGB. En particulier, l'armée — de même que l'industrie militaire — devait s'attendre à des restrictions budgétaires très importantes. La « nouvelle pensée » de Gorbatchev impliquait une diminution du rôle de la force militaire en politique étrangère. En pratique, cela revenait le plus souvent à faire des concessions unilatérales aux Etats-Unis et à leurs alliés. Les critiques publiques à l'armée provoquaient un déclin de son prestige (très élevé sous Brejnev), notamment chez les jeunes, parmi lesquels le refus du service militaire devenait assez vite un problème sérieux. En ce qui concerne le KGB, il s'agissait d'une institution haïe en train d'être privée d'une de ses tâches principales, la répression contre la dissidence politique et culturelle. Les officiers des deux institutions étaient très alarmés du déclin de l'Union soviétique comme grande puissance et des menaces à son intégrité territoriale par les mouvements nationaux montants.

Pour toutes ces raisons, la perestroïka ne comptait que sur un soutien très limité dans les rangs de la bureaucratie. Certes, il y avait dans tous les secteurs de l'appareil du parti et de l'Etat des éléments très compétents, énergiques et clairvoyants, qui avaient compris la nécessité d'une vaste réforme et salué le défi. Mais nulle part ils ne représentaient une majorité. Les *managers* des entreprises, qui allaient être libérés de la tutelle bureaucratique, n'étaient pas toujours enthousiastes de la réforme eux non plus. Ceux qui avaient remporté des succès dans le passé étaient dans une large mesure redevables de leurs succès aux relations qu'ils entretenaient avec des supérieurs dans la bureaucratie de l'Etat et du parti. Une réforme de marché conséquente ôterait toute importance à ces relations et exigerait des qualités tout à fait différentes. Par ailleurs, il était désormais nécessaire de traiter avec des ouvriers en train de perdre leur respect et leur peur des directeurs. Même si l'autogestion ouvrière qui avait été promise et que les administrateurs haïssaient ne s'est jamais concrétisée (sur ce terrain, le lobby des *managers* a réussi finalement à se faire entendre par Gorbatchev), la force de travail était quand même beaucoup moins malléable qu'auparavant.

Formellement, tous les bureaucrates étaient des partisans enthousiastes de la perestroïka. En tant que couche sociale, la bureaucratie est organisée hiérarchiquement ; elle ne pouvait donc pas défier ouvertement la direction plus ou moins unie qui existait lors des premières phases de la perestroïka. Mais son opposition s'exprimait par une résistance passive et des pressions dans les coulisses, avec comme résultat le fait que les lois et les mesures adoptées étaient souvent incohérentes et très peu efficaces. Toutefois, la situation débouchait sur des défis politiques ouverts à l'égard de Gorbatchev dans différentes réunions du sommet du parti, de même qu'au Soviet suprême. Ces défis étaient généralement précédés dans les médias de vagues d'informations alertant le public sur de graves menaces conservatrices. Mais, à chaque occasion, ces offensives, de toute façon des entreprises très peu sérieuses, ont été facilement repoussées par Gorbatchev. Les conservateurs n'osaient pas limoger Gorbatchev qu'ils considéraient encore comme un rempart contre les libéraux et le peuple. Néanmoins, chaque contre-offensive manquée avait l'effet de renforcer les « radicaux », fondamentalement des intellectuels, auxquels s'alliaient désormais des bureaucrates déserteurs qui adoptaient de plus en plus des positions libérales.

Ainsi, la bureaucratie révélait son énorme faiblesse politique. Profondément divisée par des clivages sectoriels et régionaux, elle était incapable d'agir de sa propre initiative sans disposer au sommet d'une direction forte et résolue. Mais sa faiblesse résidait surtout dans son incapacité à élaborer un programme pour faire sortir le pays de la crise croissante et dans son isolement social presque complet : son système était complètement discrédité aux yeux de la grande majorité de la population à la suite de la « période de stagnation ». Déjà dans les deuxième et troisième années de la perestroïka et, notamment, après la chute des régimes d'Europe orientale, les éléments les plus clairvoyants et les plus confiants en eux-mêmes de la bureaucratie, représentés par des personnages comme Boris Eltsine et Yvan Silaev (un bureaucrate pendant toute sa vie, chef du premier cabinet d'Eltsine), se rendaient compte que le régime était condamné et liaient désormais leur sort à l'introduction d'un système de marché basé d'une manière prépondérante sur la propriété privée. Un nombre important de fonctionnaires et d'anciens fonctionnaires commençaient à s'intégrer dans le processus d'« accumulation primitive » du capital.

Résistance populaire à la perestroïka

Malgré l'enthousiasme populaire déclenché au début par la perspective de mettre fin au « régime de stagnation », l'attitude générale de la population à l'égard de la perestroïka a été froide et méfiante. Des sociologues et des journalistes soviétiques ont attribué cette attitude au penchant des ouvriers pour la vie facile dont ils auraient joui sous l'ancien régime. En fait, les salaires réels, déjà modestes au départ, avaient stagné pendant les dix années précédentes ; les conditions de santé et de sécurité étaient très mauvaises et le chaos dans la production avait des conséquences destructrices sur la vie des ouvriers, à cause de l'alternance entre des

périodes d'oisiveté forcée et des périodes de la fin du trimestre, où on devait faire massivement des heures supplémentaires, y compris en travaillant les samedis et les jours fériés. Les syndicats étaient des instruments passifs de la direction et les ouvriers avaient peu de recours contre les décisions arbitraires des directeurs. Qui plus est, c'était une expérience quotidienne démoralisante que de vérifier tous les gaspillages et les irrationalités d'un système qui privait les ouvriers même de la satisfaction de faire un bon travail, un travail utile.

Les ouvriers soviétiques avaient une saine méfiance envers des réformes par en haut, qui se fondaient sur une amère expérience historique : les campagnes bureaucratiques, lancées sans de véritables consultations populaires ou débats ouverts, avaient tendance à faire misérablement faillite ; c'étaient les ouvriers qui en faisaient les frais. De plus, du point de vue des ouvriers, la réforme proposée par Gorbatchev avait de nombreux aspects négatifs. On disait aux ouvriers que, s'ils voulaient avoir une vie meilleure, ils devaient renoncer à des droits sociaux fondamentaux. Le plus important de ces droits était la sécurité *de facto* de l'emploi. Subordonnées à la contrainte du marché, les entreprises seraient obligées d'éliminer la force de travail excédentaire et de refuser de prendre le risque de banqueroute. Il est vrai que les entreprises soviétiques ont une main-d'œuvre excessive et qu'une restructuration économique implique une redistribution sectorielle de la force de travail. Mais, en l'absence de syndicats démocratiques et d'une autogestion réelle, les ouvriers n'auraient aucune protection contre les abus de la direction.

Plus généralement, la fin de la sécurité de l'emploi et la menace du chômage changeraient radicalement les rapports de forces dans les entreprises ; la direction aurait des moyens supplémentaires d'imposer sa volonté. Même s'il n'y avait pas une menace immédiate de surplus de main-d'œuvre généralisé, la menace de licenciements serait un levier réel aux mains des directeurs puisque la plupart des nouveaux emplois ne seraient disponibles que dans des régions et des secteurs peu attractifs (en particulier des services). En outre, de nombreux avantages sociaux, par exemple la place occupée dans la liste d'attente des logements, étaient liés à l'ancienneté dans l'entreprise. Malgré des démentis officiels, de nombreux économistes n'hésitaient pas à expliquer qu'il serait utile de disposer d'une « petite armée de réserve » dans le but d'imposer la discipline. Si cette armée devait jouer son rôle, la vie de ceux qui en feraient partie ne serait pas très confortable. La lenteur avec laquelle le régime de Gorbatchev a fait des démarches pour organiser la redistribution d'emplois et un système de formation indiquent clairement qu'il ne considérerait pas comme prioritaire un problème si important pour les travailleurs.

La réforme supprimerait également le salaire *de facto* garanti dans la mesure où les salaires dépendraient de la rentabilité des entreprises. En même temps, le « salaire social » (logement gratuit ou subventionné, sécurité sociale, transports publics, éducation, etc., aussi bien que produits de base subventionnés), qui représentait une partie importante du revenu des travailleurs, devrait être coupé afin d'augmenter le rôle de stimulant du salaire individuel. Une croissance significative de l'inégalité devenait la politique officielle dès lors que le « nivellement »

des revenus (qui n'a jamais affecté la bureaucratie) était condamné comme un obstacle majeur à l'efficacité. De plus, les salaires allaient dépendre d'une rentabilité des entreprises sur laquelle les travailleurs n'ont aucun contrôle réel.

Ce n'est pas la réforme en tant que telle qui a provoqué le mécontentement des travailleurs, dégoûtés de l'ancien régime au moins autant que l'intelligentsia. Ce qui les préoccupait, c'est la nature spécifique de la réforme proposée qui leur demandait de renoncer à des droits sociaux importants (même s'ils en jouissaient dans une modeste mesure) en échange de la simple promesse d'un niveau de vie plus élevé dans le futur. Les ouvriers connaissaient bien la valeur de telles promesses.

Gorbatchev semblait comprendre tout cela. L'originalité de la perestroïka, si on la compare aux efforts précédents de réaliser une réforme de marché dans des sociétés bureaucratisées, résidait dans le fait que la réforme économique était explicitement liée à une réforme politique. Les réformes de marché dans d'autres pays avaient été dans une large mesure conçues comme un moyen de contrecarrer les menaces contre la dictature bureaucratique. Gorbatchev déclarait que la « démocratisation », au niveau aussi bien de l'État que de l'entreprise, faisait partie intégrante de la réforme économique. Au moins en principe, c'était une offre de contrôle populaire sur le processus de réforme, qui avait pour but d'obtenir le soutien à la réforme économique de la part de la population dans son ensemble, d'autant plus méfiante que la situation économique commençait à se détériorer. De même, l'autogestion dans les entreprises visait à faire accepter par les ouvriers les changements radicaux dans les rapports au sein de l'entreprise que la réforme économique aurait provoqués. C'était aussi une précondition pour que les ouvriers assument leur responsabilité dans les performances des entreprises sur le marché, qui deviendraient la composante principale de leurs revenus.

La « démocratisation » visait aussi à mobiliser l'hostilité populaire à l'égard de la bureaucratie afin de neutraliser la résistance de celle-ci à la réforme. Une pression ouverte, légale, par en bas devait constituer un contrepoids au conservatisme et à l'inertie bureaucratiques. Sur ce terrain, Gorbatchev marchait sur les traces de Khrouchtchev, avec beaucoup plus d'audace, dans l'effort de se libérer de l'étreinte conservatrice de sa base bureaucratique. Il avait aussi compris que la critique et le débat ouverts étaient des éléments essentiels d'une orientation politique efficace.

Toutefois, la « démocratisation » ne devait pas aller au-delà d'une libéralisation politique partielle et de l'instauration d'un régime parlementaire bien délimité, qui laisserait les leviers ultimes du pouvoir aux mains de celle qui était encore une élite bureaucratique dirigée par Gorbatchev. Une véritable démocratie aurait comporté un conflit direct avec l'objectif réel de la perestroïka, cette révolution « par en haut » destinée à éviter une révolution démocratique populaire. Voilà la contradiction centrale de la perestroïka.

La nature limitée des réformes politiques est apparue surtout dans le domaine de la réforme économique, dont toutes les phases ont été décidées « en haut », à huis clos et seulement ensuite soumises à une « consultation populaire » qui, au mieux, ne pouvait changer que des détails. Par exemple, en mars 1990, Gorbatchev

a expliqué dans un meeting de travailleurs de la région des Ourals, l'un des centres de l'industrie lourde et militaire, qu'il avait entendu leurs « *cris d'alarme* » et qu'il était venu pour « *vérifier avec les travailleurs la route du navire de l'Etat avant le choix majeur qu'il fallait faire* ». Il s'était à nouveau engagé à « *consulter la classe ouvrière sur tous les points principaux de la réforme* ». Mais il a clairement affirmé en même temps qu'il n'était pas question de revoir la réforme : « *Réfléchissons sur la question de savoir comment, quand et quoi faire, sur les priorités à fixer, par quoi il faut commencer. (...) Mais, en ce qui concerne le choix stratégique, la direction de notre politique, personne n'a encore proposé rien de sérieux, de fondamental.* » Il a seulement oublié de dire qu'il était le seul arbitre à juger de ce qui était « *sérieux et fondamental* » et que sa propre conception stratégique, « *la seule sérieuse* », avait radicalement changé plus d'une fois après qu'il eut affirmé devant un comité central qu'il n'y aurait aucune réforme de marché.

Même la réforme de l'autogestion dans les entreprises a été parachutée par en haut sans aucune véritable consultation des ouvriers et, par ailleurs, rien de concret n'a été fait pour aider les ouvriers à se libérer des leviers de pouvoir importants que les directions des entreprises détenaient toujours. Par exemple, aucune décision n'a été prise pour éliminer la pratique très répandue du travail aux pièces, un système de rétribution tout à fait réactionnaire qui divise les travailleurs. Il n'y a pas eu non plus de tentative de donner une protection légale effective aux responsables syndicaux élus, qui ont continué à être très vulnérables aux pressions des directeurs. Tout cela a eu comme conséquence que l'autogestion, à quelques rares exceptions près, est restée lettre morte. En outre, puisque les structures économiques au-dessus des entreprises n'ont absolument pas changé en échappant à tout contrôle démocratique, toute l'opération est apparue aux travailleurs comme un traquenard visant à leur faire assumer la responsabilité d'une situation de déclin économique sur laquelle ils n'avaient aucun contrôle.

La perestroïka s'écroule sous le poids de ses contradictions

Cette démocratisation timorée n'a pas pu obtenir un soutien populaire actif à la réforme économique, surtout dans la mesure où la situation économique commençait à se détériorer. Un arrêt temporaire de la croissance et même un certain déclin pouvaient être escomptés dans le cadre d'une restructuration majeure. Les gens auraient pu l'accepter s'ils avaient pensé que le fardeau serait partagé d'une façon égalitaire et que leurs sacrifices ne seraient pas inutiles. Mais ce n'était pas le cas. Les privilèges bureaucratiques restaient pour l'essentiel intacts. S'y ajoutaient désormais les profits fantastiques des hommes d'affaires souterrains d'hier, devenus « *coopérateurs* », qui accumulaient ces profits par l'achat ou le vol et la vente à des prix élevés de biens bon marché produit dans le secteur de l'Etat. De plus, le déclin économique n'était pas le résultat d'une véritable restructuration économi-

que dans la perspective d'une relance sur une base qualitativement nouvelle. Il était plutôt la conséquence directe d'un programme de réforme défailant.

Le but de la réforme portant sur le calcul des coûts (*khozraschet*) introduite en 1987 était de réduire le rôle de la direction et de la réglementation économique centralisée, et d'accroître l'autonomie des entreprises afin de stimuler leur activité orientée vers le marché. Mais cela ignorait le fait que l'économie soviétique, fortement concentrée, était (et reste) dominée par des structures monopolistiques sous forme de ministères de branche et d'entreprises géantes, souvent les seules productrices de certains biens. Ces structures étaient souvent liées à des structures souterraines, contrôlées par des mafias, qui pénétraient le secteur de la distribution. Dans les décennies précédentes et notamment sous le régime de laisser-faire bureaucratique de l'époque de Brejnev, le gouvernement central avait progressivement perdu toute possibilité d'imposer des objectifs nationaux à ces féodalités et clans bureaucratiques. En fait, c'était la cause sous-jacente fondamentale de la stagnation.

Au nom de la réforme de marché, Gorbatchev a affaibli davantage ce qui subsistait du contrôle politique sur l'économie et a stimulé puissamment les tendances déjà existantes. Les entreprises ont ignoré les restrictions formelles et les obligations contractuelles et ont exploité leurs positions monopolistiques tout à fait « rationnellement », en profitant de leur autonomie accrue pour augmenter les prix, même lorsqu'elles réduisaient la production. L'effet principal de la légalisation des entreprises privées, les prétendues coopératives, a été de drainer une partie encore plus grande de la production du réseau commercial de l'Etat où étaient pratiqués des prix contrôlés, accessibles au consommateur moyen. Comme quelqu'un l'a expliqué déjà en 1990, *« bien que nous criions en colère que rien n'a changé depuis quatre ans, notre économie est quand même différente. Elle peut repousser les attaques des directives centrales, subordonner toute loi à l'égoïsme de groupe »*.

Le gouvernement de Gorbatchev s'est trouvé dans une situation contradictoire : il dénonçait l'« égoïsme de groupe » des entreprises et des gouvernements locaux alors qu'en même temps il condamnait les « diktat ministériels » et poussait les entreprises à lutter pour leur autonomie, selon les promesses de la loi de 1987 sur les entreprises d'Etat, afin de garder pour elles une partie plus importante de leur revenu obtenu sur la base d'un « calcul des coûts ». Ainsi, le centre a rapidement perdu le pouvoir qui lui restait face à des tendances centrifuges régionales et corporatistes croissantes. Même si, sous un certain angle, cela pouvait apparaître comme la conséquence d'une série d'erreurs politiques et de mesures prises à moitié, il s'agissait, sous un autre angle, du résultat inévitable d'une tentative de réformer l'économie sans démocratiser le pouvoir central. C'était une politique dictée, en dernière analyse, par les intérêts de la révolution « par en haut », dont la base sociale était l'aile réformiste de la bureaucratie, en partie alliée à l'intelligentsia libérale et au secteur privé en voie de développement.

Les « radicaux », qui avaient bruyamment réclamé eux-mêmes cette réforme, commençaient à exploiter la crise économique qui s'approfondissait pour revendi-quer un affaiblissement ultérieur de la réglementation centrale de l'économie, en

expliquant que la crise découlait du fait que la réforme était trop timorée et n'avait pas réussi à créer un marché « réel » (comme si un marché dominé par des monopoles n'était pas « réel » !). Ils ne disaient rien sur le fait que la « thérapie de choc » à la polonaise qu'ils prônaient aurait provoqué un déclin économique encore plus rapide et un appauvrissement d'une grande partie de la population. En exploitant le mécontentement populaire croissant, ils se présentaient comme les démocrates les plus conséquents, les adversaires du régime bureaucratique ultra-centralisé et autoritaire, et indiquaient dans le marché l'antidote magique, la seule solution à la crise de l'économie administrative qui était en train de s'écrouler aux yeux de tout le monde.

Les appels des libéraux ont eu un attrait très fort sur les sentiments antibureaucratiques de la population. Ces appels et la modération de leur programme social ont permis aux libéraux de conquérir des positions clés au printemps 1990 et de pousser de plus en plus Gorbatchev vers des positions libérales. Pourtant, la majorité du peuple soviétique — et en premier lieu les ouvriers —, tout en étant, en gros, favorable à un rôle accru des rapports de marché (dont elle n'avait, en général, qu'une idée très vague et confuse), n'a pas appuyé — et n'appuie pas — le projet libéral qui subordonne l'économie aux forces du marché. Comme le publiciste libéral Klyamkin l'a souligné en 1989, le peuple veut aussi bien l'efficacité que la justice sociale — y compris la sécurité économique —, le plein emploi, la stabilité des prix, un niveau de vie acceptable pour tout le monde. Il veut également qu'il y ait des limites rigoureuses à l'inégalité socio-économique. Cela implique un pouvoir économique central démocratique qui soit fort et capable de subordonner les mécanismes de marché aux buts sociaux.

La conception origininaire de la perestroïka prévoyait une espèce d'« économie de marché planifiée ». Mais, sous la pression des radicaux, Gorbatchev a tiré la conclusion qu'il s'agissait d'une combinaison impossible. Cette conclusion n'était pas dans la nature des choses ; elle découlait directement de son refus d'introduire une véritable démocratisation du pouvoir central de l'Etat. Aussi longtemps que le centre qui planifiait et réglementait restait non démocratique, ses directives et ses réglementations étaient inévitablement perçues comme oppressives et exploiteuses par les producteurs, qui allaient donc y résister. L'incapacité du centre à motiver les acteurs économiques aux différents niveaux, pour qu'ils aient une attitude en accord avec les objectifs centralement fixés, a toujours été la contradiction fondamentale de l'économie bureaucratifiée. L'introduction de rapports de marché dans un tel cadre bureaucratique, comme l'ont montré la Yougoslavie et d'autres expériences « socialistes de marché », ne peut que renforcer les tendances centrifuges existantes.

En dernière analyse, le seul moyen de dépasser cette contradiction sans piétiner les intérêts populaires et le processus démocratique serait de combiner démocratisation au niveau des entreprises et au niveau local avec démocratisation du pouvoir central, c'est-à-dire de créer un système d'autogestion à tous les niveaux où sont prises les décisions économiques et politiques. Il ne s'agit pas d'une formule magique qui garantisse automatiquement un équilibre efficace entre centralisation et décentralisation, réglementation administrative et autonomie des

entreprises. C'est une base réelle à partir de laquelle il est possible de chercher des solutions correspondant aux intérêts populaires.

En réalité, la réponse des libéraux à la crise de l'économie soviétique n'est absolument pas, comme ils le prétendent, la seule possible, tout le reste n'appartenant qu'au domaine des « expérimentations ». La vraie « expérimentation », celle-ci effectivement dans la tradition du stalinisme, consiste à imposer à une population qui rechigne une réforme ne prenant pas en considération ni ses intérêts ni les vraies conditions socio-économiques objectives de la société. En effet, les expériences de la Pologne et d'autres sociétés bureaucratées, qui sont allées beaucoup plus loin que l'Union soviétique dans leurs tentatives de « construire le capitalisme », ne sont pas encourageantes, au moins du point de vue de la grande majorité de la population.

La phase post-perestroïka de la révolution « par en haut »

Les libéraux soviétiques ont, en général, l'honnêteté d'admettre que la dernière chose qu'ils souhaitent est une révolution populaire. Ils citaient souvent l'expérience de la révolution d'Octobre qu'ils considèrent comme une tragédie nationale (cela ne les empêche pas de la présenter en même temps comme le contraire d'une révolution populaire, comme un putsch militaire dirigé contre le peuple). Dans un article écrit à la fin de 1990, Gavril Popov a exprimé cette position d'une façon tout à fait claire : pour lui, le pire scénario serait celui d'un avènement des libéraux au pouvoir sous l'impulsion d'une vague de mobilisations populaires contre la bureaucratie dominante puisque, dans cette éventualité, les libéraux seraient prisonniers de préjugés populaires, hérités du vieux système (comme d'autres libéraux, il rejette l'idée que ces « préjugés » puissent correspondre à des intérêts de classe tout à fait rationnels ; le caractère stalinien de l'argumentation est ici particulièrement frappant). Notamment les valeurs de justice sociale restent profondément enracinées dans la conscience populaire et, si elles trouvaient une expression politique concrète, elles représenteraient un obstacle insurmontable au projet libéral. C'est pourquoi Popov est partisan d'un « exécutif indépendant fort », soustrait au contrôle des soviets dont les députés sont souvent susceptibles d'être influencés par l'état d'esprit du peuple. La meilleure base politique du projet libéral de transformation « démocratique » ne serait donc pas du tout une véritable démocratie, mais une alliance entre les « démocrates de marché » et les bureaucrates réformistes. Cette coalition exclurait non seulement les bureaucrates conservateurs, mais aussi les « démocrates populistes », qui prennent la démocratie trop au sérieux.

Disons-le dans des termes plus simples : le projet des libéraux, de même que celui de Gorbatchev et de l'aile réformiste de l'élite bureaucratique, est aussi celui d'une révolution « par en haut », mais une « révolution » plus radicale, ouvertement capitaliste, exigeant un changement fondamental des rapports de propriété,

de la propriété d'Etat à la propriété privée. La stratégie des libéraux semblait porter ses fruits lorsqu'en été 1990 Gorbatchev est tombé d'accord avec Eltsine sur l'introduction d'une « réforme de marché radicale ». Il ne prétendait plus qu'il s'agissait d'une réforme « socialiste » ou de garder quelque élément de planification que ce soit. Mais, en automne de la même année, il est apparu que Gorbatchev revenait sur ses pas. Il rejetait la « thérapie de choc » sous la forme du « plan de cinq cents jours » et, sans renoncer à la réforme de marché, annonçait une période de stabilisation économique. Il intégrait dans son cabinet des personnages de l'armée, du KGB et de l'appareil syndical, s'efforçait de renforcer la réglementation économique centrale et faisait des faibles tentatives de contenir la glasnost.

Les raisons de ce recul ne sont pas encore complètement éclaircies, mais il semble que Gorbatchev soit tombé sous la pression des forces conservatrices (la menace d'un coup ?) qui réagissaient surtout contre le danger de dissolution de l'Union. En tant que président de l'URSS, Gorbatchev avait lui-même intérêt à sauvegarder l'intégrité du pays. De plus, toute évaluation réaliste du « plan de cinq cents jours » indiquait qu'il s'agissait d'un projet aventuriste ayant surtout des buts politiques, à savoir créer rapidement des faits accomplis dans le domaine de la libéralisation des prix et des rapports de propriété. Un tel projet aurait pu être l'étincelle provoquant l'« explosion sociale » prévue depuis longtemps et dont on avait grand peur.

Après beaucoup d'hésitations et alors que sa popularité était en déclin, Eltsine, devenu le leader reconnu du camp libéral, a finalement « déclaré la guerre » à Gorbatchev en janvier 1991 et exigé sa démission. En mars et avril, une vague de grèves dans les régions charbonnières, de même qu'en Biélorussie et ailleurs, a demandé la démission du gouvernement central et du Soviet suprême de l'URSS. Les grévistes n'avançaient aucun programme social à eux, mais les motivations politiques étaient claires et justifiées : le gouvernement et le Parlement centraux n'avaient pas été élus démocratiquement, ils n'avaient pas la confiance populaire puisqu'ils avaient conduit le pays à une crise sans précédent et à laquelle ils n'offraient aucune solution ; ils devaient être remplacés à la suite des nouvelles élections démocratiques. Mais ces motivations n'étaient pas partagées par Eltsine et ses collègues libéraux, qui exploitaient le mouvement populaire (qu'en même temps ils craignaient) pour exercer une pression sur Gorbatchev afin qu'il renoue l'alliance rompue avec les libéraux en emportant avec lui les forces bureaucratiques qu'il dirigeait.

La stratégie libérale a remporté un succès lorsque, fin avril, Gorbatchev, Eltsine et les chefs de huit républiques ont signé un accord qui attribuait des pouvoirs accrus aux républiques et esquissait une nouvelle Constitution. La réaction des mineurs, qui n'avaient rien su de ces négociations, a été celle de gens estimant avoir été trahis. Eltsine a essayé de calmer les mineurs russes en s'engageant à transférer les mines sous la juridiction russe et en promettant qu'une partie plus importante de la production du charbon resterait à la disposition des mineurs. Mais cela n'a pas eu apparemment beaucoup d'effet. Dans le Kuzbass, le plus grand centre charbonnier de Russie, où il avait été très populaire, Eltsine n'a eu que 25 % des voix aux élections présidentielles russes de juin 1991 alors que Tuleev,

président du soviet régional, qui s'était opposé aux grèves du printemps, a obtenu plus de la moitié des voix (Tuleev a par la suite démissionné sous la pression d'Eltsine).

Après qu'il eut fait cause commune avec les libéraux, Gorbatchev a perdu, aux yeux des conservateurs, toute utilité comme rempart contre la version libérale de la révolution « par en haut » ou contre une révolution « par en bas ». C'est dans un tel contexte que les conservateurs ont livré aux libéraux une victoire au-delà de tout espoir. Il y a encore des questions qui restent sans réponse en ce qui concerne le coup d'Etat avorté du 19 août, certainement l'une des tentatives les plus bizarres et les plus incompétentes de prendre le pouvoir de la part d'hommes qui occupaient déjà des postes au sommet de l'Etat. Le fait qu'après son retour à Moscou Gorbatchev ait pu déclarer sans vergogne qu'il ne révélerait jamais toute la vérité donne la mesure de la « démocratisation ». En dépit de la version officielle qui a présenté la défaite du coup comme une « révolution populaire », comme la vraie « révolution d'Octobre », la mobilisation populaire a été tout à fait limitée. L'appel de Eltsine à une grève générale n'a pas eu beaucoup d'écho et il n'a lui-même pris aucune mesure concrète pour l'organiser. La faiblesse de la mobilisation a été probablement due à différentes causes, la plus importante étant que le peuple ne voyait aucune raison de se mobiliser vu la nature très peu réaliste du coup. Dans la plupart des endroits, absolument rien n'avait changé et les dirigeants du coup eux-mêmes ont tout fait pour maintenir une façade de légalité et de normalité. Mais l'indifférence populaire a aussi joué un rôle : beaucoup de gens considéraient le coup justement comme une querelle au sein des élites, dont aucune n'avait quoi que ce soit à offrir.

Le coup a fait faillite essentiellement de l'intérieur, puisque des éléments clés des appareils répressifs (armée, KGB, ministère de l'Intérieur) ont refusé d'y participer. De plus, les putschistes eux-mêmes n'étaient pas trop décidés à aller jusqu'à se servir même de la force dont ils disposaient. Toute l'affaire a été une aubaine pour les libéraux, notamment ceux de Russie, qui ont exploité la faillite du coup pour monter leur propre coup, en élargissant et consolidant leur pouvoir sans avoir recours à une mobilisation populaire. Eltsine, sans le moindre souci des lois et de la Constitution en vigueur, a exploité l'« état d'urgence » (qui n'existait plus) pour s'emparer rapidement des ministères de l'Union, prendre le contrôle des appareils de répression, nommer des préfets de région, éloigner des leaders locaux gênants et, en fait, usurper les pouvoirs des soviets élus (qui étaient, faut-il l'admettre, inefficaces). En octobre, Eltsine a utilisé ses énormes pouvoirs présidentiels pour opposer son veto à la décision du Soviet suprême russe d'élire en décembre les chefs des exécutifs locaux (le Soviet avait repoussé sa demande de remettre ces élections). La presse libérale a justifié cette décision par l'argument que les « démocrates » auraient probablement perdu ces élections. On se souviendra des mots que Bertolt Brecht avait attribués aux dirigeants de l'ancienne RDA : *« Le peuple a perdu confiance dans le gouvernement : il faut choisir un autre peuple. »*

La défaite du coup a donné plus de confiance, en la poussant à s'organiser plus ouvertement sur le terrain politique, à la nouvelle classe d'entrepreneurs, qui est

composée dans une très large mesure d'anciens et de nouveaux fonctionnaires ou de gens ayant des liens avec ces fonctionnaires et jouissant de leur protection. Si à l'occasion du coup la plupart des gens ont joué les spectateurs, les entrepreneurs de Moscou ont immédiatement décidé que leurs intérêts étaient menacés. Ils ont envoyé leurs gardes du corps défendre la « Maison blanche », en dressant des barricades avec leurs voitures, et en mettant à la disposition d'Eltsine des sommes d'argent considérables. Dans les médias, notamment à la radio et à la télévision, la problématique des « entrepreneurs » occupe désormais la place qu'occupait autrefois la propagande « communiste ». Il est frappant de constater que leur style reste le même : des informations unilatérales, des interprétations déformées de la réalité de l'Occident et de l'Union soviétique, des phrases et des idées stéréotypées inlassablement répétées. Ce n'est que dans l'information écrite que des îles critiques subsistent.

Malgré leur assurance agressive, les nouveaux entrepreneurs ne constituent en réalité qu'un groupe largement parasitaire, qui accumule d'énormes profits par un commerce spéculatif de biens produits presque exclusivement dans le secteur de l'Etat. On fait couramment à la télévision de la publicité pour des postes dans différentes « bourses » de marchandises au prix d'un million et demi de roubles. On ne fait évidemment pas de publicité pour des biens de consommation et des services accessibles à la masse de la population (il y en a de moins en moins). Selon un rapport, il y a plus de bourses de marchandises qui négocient toute sorte de choses (des collants au réacteur nucléaire) en Russie que dans le monde capitaliste dans son ensemble.

Alors que nous écrivons cet article, le gouvernement russe s'apprête à lancer son programme de libéralisation des prix, de réduction des aides de l'Etat à l'industrie, de privatisation rapide et d'ouverture de l'économie au marché mondial. Il a déclaré explicitement que seuls les plus « besogneux » peuvent espérer des mesures de protection. La grande majorité de la population devra se débrouiller elle-même. La révolution « par en haut » est en train de s'accélérer.

Les forces de la révolution « par en bas »

Chez les ouvriers (dans une moindre mesure chez les employés et les intellectuels), les illusions sur Eltsine et les intérêts qu'il représente sont en train de disparaître rapidement et ne résisteront fort probablement pas aux premiers stades de la réforme libérale. Dans des conversations avec l'auteur de cet article, des dirigeants du Syndicat indépendant des mineurs et des activistes ouvriers d'autres secteurs ont affirmé tout à fait clairement que le programme de réformes proposé, qui n'est, selon eux, qu'un mélange de mesures aventuristes, écrasera la masse de la population comme un rouleau compresseur, si les ouvriers ne sont pas capables de s'organiser autour d'un programme à eux.

Pour l'instant, les ouvriers sont loin de pouvoir le faire. Les seules organisations de masse existantes sont le Syndicat indépendant des mineurs (IMU) et l'Union interrpublicaine des conseils collectifs du travail (IUWCC). L'IMU a

environ cinquante-cinq mille membres, même si son influence parmi les mineurs est beaucoup plus grande. Il a adopté une position de stricte indépendance envers les *managers* et envers l'Etat. Tout en étant formellement une organisation syndicale, presque toutes les actions collectives qu'il a menées ont été politiques. Il était tombé dans une large mesure sous l'influence des libéraux. Mais, après les grèves du printemps 1991, sa direction a tiré la conclusion que le mouvement ouvrier doit développer son propre programme de transformation politique et économique s'il ne veut pas continuer à être à la traîne des événements et à se faire manipuler par des intérêts qui ne sont pas les siens. Toutefois, ce mouvement n'a pas encore réussi à s'étendre au-delà du secteur minier et, en même temps, les mineurs eux-mêmes doivent affronter le défi des divisions provoquées par le marché et le séparatisme national.

Le IUWCC (organes d'autogestion) a réalisé son premier congrès en décembre 1990. Le but principal de cette union, qui a été fondée par des représentants d'entreprises qui emploient, dans leur ensemble, environ huit millions de travailleurs, est celui de lutter pour l'autogestion et le transfert des entreprises aux collectifs de travail, en opposition à la « privatisation de la nomenklatura ». Malgré un départ prometteur, la direction a été peu active par la suite. Elle a été apparemment cooptée par le courant de Eltsine. C'est au moins l'impression donnée par le deuxième congrès tenu en octobre 1991, où la plupart du temps a été utilisée pour écouter des promesses vides de la part de représentants gouvernementaux. Les dirigeants de l'IUWCC eux-mêmes ont admis que le gouvernement russe avait déjà adopté une série de lois et de résolutions allant fondamentalement à l'encontre des objectifs de l'union. Silaev, à l'époque Premier ministre de Eltsine, a déclaré au printemps 1991 à New York que, pour assurer le futur de la Russie, le gouvernement misait sur les entrepreneurs privés, non sur les travailleurs.

A l'exception de quelques activistes et représentants locaux, il n'y a pas de signes d'un changement qui ne soit pas tout à fait superficiel de la part des « représentants » des syndicats « officiels ». Même lorsque ces syndicats ont en principe adopté une attitude d'opposition, cette attitude n'est jamais allée au-delà du domaine purement syndical. En d'autres termes, ils considèrent inévitable la révolution « par en haut » et se limitent à demander que la population soit protégée, comme si les deux choses étaient compatibles. De plus, cette revendication ne comporte jamais un effort réel de mobilisation à la base.

En ce qui concerne les organisations politiques, aucune n'a été jusqu'ici capable d'attirer plus que quelques douzaines de membres actifs dans un quelconque centre industriel important. La masse des travailleurs est très cynique vis-à-vis des partis, dans une large mesure en réaction à leur expérience avec le PCUS.

Il existe deux obstacles à la mobilisation des forces de la révolution « par en bas ». Le premier est idéologique. En ce qui concerne les problèmes concrets du niveau de vie, des garanties et des droits sociaux, des rapports de propriété et de pouvoir, les ouvriers s'opposent nettement au programme libéral. Mais, dans la mesure où l'ancien régime s'identifiait avec le socialisme (et la propagande aussi bien des conservateurs que des libéraux fait beaucoup d'efforts pour avaliser une telle idée), le rejet du passé devient un rejet du socialisme ainsi que de toute

alternative qualitative au programme de la révolution « par en haut ». En même temps, les ouvriers eux-mêmes comprennent de plus en plus que la lutte pour des revendications partielles n'aide pas beaucoup au moment où la crise s'aggrave. Le résultat est la démobilisation.

L'autre obstacle fondamental réside dans l'atomisation et les divisions internes des ouvriers (que les dirigeants nourrissent constamment par le maintien du travail aux pièces et d'autres mécanismes moins subtils) et, en même temps, dans leur dépendance constante envers la direction de l'entreprise. Après une courte période aux débuts de la perestroïka, durant laquelle le rapport de forces avait évolué en faveur des travailleurs, les directeurs ont pu récupérer dans une large mesure le terrain qu'ils avaient perdu et même renforcer leur position. Ce fut surtout la conséquence de l'aggravation de la crise économique, qui a eu généralement un effet négatif sur l'activité à la base, aussi bien que la dépendance considérablement accrue des ouvriers vis-à-vis de leur entreprise pour obtenir des biens de consommation introuvables dans les magasins de l'Etat. Ces biens sont souvent délibérément distribués de sorte à miner la solidarité et la confiance des ouvriers en eux-mêmes.

Pourtant, ce tableau d'ensemble comporte de nombreuses petites exceptions (à part l'exception majeure représentée par les mineurs). Dispersés dans les centres industriels de l'ancienne Union soviétique, pratiquement dans chaque grande entreprise, il y a des petits groupes d'activistes, souvent des organisateurs efficaces, et des ouvriers politiquement très conscients. Si beaucoup d'entre eux sont relativement isolés, d'autres jouissent du soutien organisé des ouvriers de leur atelier ou secteur. En outre, il y a pratiquement dans toutes les villes des petites organisations socialistes composées d'ouvriers et d'intellectuels. Malgré les obstacles matériels énormes, ces organisations ont commencé à publier des hebdomadaires ou des mensuels et ont joué un rôle dans des conflits salariaux et à propos de la privatisation dans certaines entreprises. Il y a également le projet de la formation d'un « parti du travail », appuyé, entre autres, par certains fonctionnaires de la fédération syndicale de Moscou (l'organisation « officielle »), et qui pourrait jouer un rôle dans l'unification des forces dispersées de la gauche.

Après soixante-dix ans d'une domination bureaucratique extrêmement répressive sous le drapeau du « socialisme » et alors que la plus grande partie de l'intelligentsia adopte une orientation libérale (les « communistes durs » ne représentant qu'une petite minorité), le processus de formation de la classe ouvrière ne pouvait qu'être lent et sinueux. La masse de la population d'Europe orientale est jusqu'ici restée passive face à la révolution « par en haut ». Un scénario semblable est possible en URSS également, même si, au-delà des traits similaires de la structure sociale et politique, la trajectoire de la Russie a été toujours tout à fait différente de celle de ses voisins occidentaux.

Si la révolution « par en bas » réussit à se mobiliser, elle suivra fort probablement à ses débuts le chemin choisi par les mineurs du charbon, en allant de grèves spontanées, provoquées par la réforme libérale sur des questions salariales, les prix, les droits sociaux et la privatisation, à la formation de comités de grève qui deviennent des comités ouvriers permanents. Ces organisations de type soviétique,

en même temps syndicales et politiques, s'uniront ensuite au niveau des villes, des régions et finalement du pays dans son ensemble. L'apparition d'une telle alternative organisationnelle et politique crédible créera les conditions pour élaborer, avec l'aide de l'intelligentsia socialiste aujourd'hui dispersée et de militants politiques, une alternative programmatique qui corresponde aux intérêts populaires. La direction des mineurs est déjà en train de travailler pour préparer un programme pour le mouvement ouvrier dans son ensemble.

Comme nous l'avons déjà dit, le scénario le plus vraisemblable pour le futur immédiat est celui d'une période de conflits sociaux aigus au cours de laquelle l'opposition populaire pourra bloquer les mesures libérales les plus outrancières, mais sans être en état d'imposer sa propre solution. Toute tentative d'esquisser des prévisions plus précises serait insensée. Il n'y a pas de parallèles historiques auxquels avoir recours aujourd'hui en ce qui concerne les territoires de l'ancienne Union soviétique et l'Europe orientale. Toutefois, il semble sûr que le plan des libéraux d'une « construction du capitalisme » à marche forcée s'avèrera au moins aussi difficile que la tentative de construction du « socialisme » qui l'a précédé.

novembre 1991

* Nous employons ici le terme « Union soviétique » pour indiquer les républiques de l'ancienne Union soviétique.

PRIX FRANTZ FANON 1991 !

Vincent Placoly

Une journée torride



Ebouriffantes de virtuosité amicale et débordantes d'amour pour la Martinique, chacune des phrases de ce recueil nous entraîne au plus près de la vie des gens.

Sous les interrogations qui zèbrent les pages de cet ouvrage, derrière les aventures singulières des personnages de ces nouvelles, transparaît lourd de sens le rapport colonial séculaire, dans ses ambiguïtés et ses métissages obligés.

L'auteur sait aussi merveilleusement rendre compte de l'identité de ce « milieu du monde », les Caraïbes, sans se défendre de sa passion pour le domaine latino-américain et, plus loin, pour la culture française dans ce qu'elle a d'universel.

À COMMANDER AUX ÉDITIONS LA BRÈCHE

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil (48 59 00 80)
chèque à l'ordre de PEC — port payé — envoi dans les quarante-huit heures
168 pages, 85 F TTC

LIVIO MAITAN

La Chine deux ans après Tian Anmen

Un peu plus de deux ans après le massacre de la place Tian Anmen, il est important de dresser un bilan de la situation en Chine et de la dynamique en cours. Non seulement parce que, malgré les apparences conjoncturelles, ce pays continue de jouer un rôle de premier plan sur la scène mondiale, mais aussi parce que la « solution » chinoise représente en fait un effort assez systématique d'aborder la crise des sociétés de transition bureaucratisées d'une façon différente de celle empruntée en Europe orientale et en Union soviétique.

Les choix fondamentaux du groupe dirigeant

Au-delà des oscillations et des rectifications partielles et temporaires ¹, les choix du groupe dirigeant au cours des deux dernières années ont été définis ou rédéfinis, *grosso modo*, dans les termes suivants :

1. La bureaucratie politique centrale, représentée par les couches de la caste dominante les plus directement liées aux appareils de l'Etat et du parti, continue d'exercer, en alliance étroite avec la bureaucratie militaire, un contrôle décisif aussi bien sur le plan politique que sur le plan économique. Les organisations de masse telles que les syndicats, l'organisation de jeunesse et la Fédération des femmes restent rigoureusement subordonnées aux directives du parti. Cette orientation a été réaffirmée avec force — surtout dans des textes qui circulent sous des formes confidentielles — après l'aggravation ultérieure de la crise en Union soviétique.

2. Une fois ce critère réaffirmé et après une série de changements au niveau de la direction du parti et de l'Etat, on n'a pas eu recours à des purges trop drastiques (aucun procès n'a été entamé contre les représentants de l'aile « réformiste » la plus radicale, à qui on avait pourtant attribué la responsabilité des événements de mai-juin 1989). Plus généralement, la répression a été plus sélective que généralisée et, après les arrestations et les exécutions des premiers mois, relativement modérée. Des milieux du mouvement oppositionnel lui-même ont souligné que, pour des « crimes » passibles, selon la loi, de la peine de mort, on n'a infligé que quelques années de prison alors que, par exemple, des représentants de la contestation de 1979 avaient été condamnés à l'époque jusqu'à quinze ans. L'été dernier, par ailleurs, certains des dirigeants les plus connus du mouvement de 1989 — Zheng Xuguang, Zhang Jiangjing et Cheng Jianan — ont été libérés.

3. Il n'y a pas de changement de cap substantiel dans les choix économiques fondamentaux, fixés depuis la fin des années soixante-dix. Au contraire, surtout ces derniers temps, on a multiplié les efforts pour développer davantage des accords au niveau international, créer de nouvelles *joint ventures*, encourager des initiatives de privatisation et stimuler des mécanismes de marché (voir à ce sujet l'appendice à la fin de notre article) ; on n'a pas hésité non plus à conseiller à Kim Il-sung, en visite à Pékin, d'ouvrir son pays aux capitaux étrangers. Les mesures de réforme introduites dans les campagnes n'ont pas été remises en question. En même temps, on a, toutefois, réaffirmé deux conditions essentielles : le parti-Etat, comme nous l'avons déjà mentionné, doit continuer à jouer un rôle absolument hégémonique, sans aucune « libéralisation » ou réforme politique, et le cadre économique d'ensemble doit être fixé par un plan nationalement centralisé — en fait, centralisé bureaucratiquement (le huitième plan quinquennal 1991-1996 est actuellement en voie d'application)². Il est significatif, entre autres, que la prédominance de l'économie planifiée et de la propriété publique ait été aussi confirmée en ce qui concerne de nouveaux projets avec une très importante participation étrangère, comme celui très ambitieux de Pudong, dans la région de Shanghai (*Financial Times*, 24 avril 1991).

4. Les objectifs visant à établir un équilibre plus grand entre les secteurs économiques fondamentaux ont été maintenus, avec l'agriculture comme « priorité » numéro un, les deux autres priorités étant l'industrie de base et la modernisation des forces armées, et avec la préoccupation de satisfaire, dans une mesure croissante, les besoins en matière de consommation. En fait, non seulement on peut trouver sur le marché, parfois même avec une abondance excessive, des biens

de consommation alimentaire (des restaurants standardisés du style nord-américain ont fait leur apparition ³), mais des biens de consommation durables — transistors, téléviseurs, appareils photographiques, etc. — sont aussi accessibles à des couches larges de la population (pour ne pas parler des bicyclettes, moyen de transport urbain prédominant, produites à une très large échelle ⁴).

5. Le climat « idéologique » est caractérisé par un mélange d'ingrédients contradictoires. D'un côté, l'exaltation stéréotypée des valeurs de la révolution et des « héros positifs » de l'époque maoïste se poursuit ; de l'autre, la publicité, sous des formes que nous connaissons bien, déferle de plus en plus et, en particulier, les chaînes de télévision diffusent le répertoire le plus ordinaire de la production cinématographique « occidentale » (il est possible que, de ce point de vue, il y ait des situations différentes selon les régions).

6. L'orientation internationale continue de se fonder, dans ses proclamations les plus générales, sur les « cinq principes de la coexistence pacifique » (respect réciproque de la souveraineté et de l'intégrité territoriale, non-agression, non-ingérence dans les affaires internes d'autres pays, rapports sur une base d'égalité et d'intérêts réciproques, coexistence pacifique). Après Tian Anmen, le gouvernement s'est efforcé avant tout de neutraliser les conséquences négatives du massacre du 4 juin. Cet objectif a été dans une large mesure atteint : il suffit de rappeler, par exemple, la décision des Etats-Unis de maintenir la clause de la nation la plus favorisée (malgré les différends qui subsistent avec Pékin, notamment en ce qui concerne la ratification du traité de non-prolifération nucléaire et les pratiques protectionnistes chinoises), les visites au mois de septembre des premiers ministres japonais, britannique et italien et l'invitation d'Andreotti à Li Peng pour qu'il visite l'Italie.

Dans un discours récent, le ministre des Affaires étrangères, Qian Qichen, a souhaité « la création d'un nouveau cadre de rapports internationaux permettant aux différents pays de vivre en paix et de réaliser un développement commun » (*China Daily*, 3 septembre). Une telle proclamation de bonnes intentions n'a pas empêché les dirigeants chinois de se faire complices de l'intervention impérialiste au Moyen-Orient. En effet, la Chine a voté en faveur de la résolution de l'ONU pour le blocus de l'Irak au mois d'août 1990 et s'est abstenue sur le recours à la force, au mois de novembre, en renonçant à son droit de veto, ce que Bush a publiquement apprécié. Cela n'empêche pas non plus l'entretien de rapports cordiaux avec des régimes antidémocratiques corrompus, comme celui du Maroc ⁵.

La situation actuelle

Pour en venir à la situation actuelle, rappelons d'abord que, depuis le début de l'année, la Chine a été ravagée par des inondations très graves. Cette vieille tragédie qui se répète confirme que le problème de la régulation des eaux est loin d'être résolu et ne le sera pas à court terme, malgré les mesures importantes annoncées récemment. Selon les sources officielles, 28 provinces sur 30 et 220 millions de personnes ont été touchées, et il y a eu plus de 2 000 morts. Les dégâts

ont atteint 68,5 milliards de yuans, c'est-à-dire 12,9 milliards de dollars (*China Daily*, 26 août). Selon d'autres estimations, ils seraient même de 80 milliards de yuans.

Tout cela a eu comme conséquence d'aggraver le déficit déjà très important de l'Etat, qui devrait augmenter cette année de 8 milliards de yuans, c'est-à-dire 3,73 milliards de dollars (*China Daily*, 1^{er} septembre) ⁶. Dans ces conditions, le Conseil d'Etat a décidé, fin août, d'annuler toute une série de projets de construction approuvés auparavant (*International Herald Tribune*, 11 septembre).

L'augmentation du déficit stimulera ultérieurement les tendances inflationnistes. Ces tendances s'étaient déjà manifestées dans des périodes précédentes : elles avaient été particulièrement fortes en 1988. Conséquence : trois dévaluations du yuan par rapport au dollar, dont la dernière le 10 avril 1991. Au cours des derniers mois, les prix ont augmenté, notamment dans les villes grandes et moyennes. En juillet, les prix au détail ont augmenté de 4,3 % par rapport à 1990 et, plus généralement, le coût de la vie a augmenté de 11,5 % dans 35 grandes villes. Pour les sept premiers mois de cette année, l'augmentation aurait été de 7,5 % (*China Daily*, 25 août).

Quant à la situation économique dans son ensemble, les sources officielles elles-mêmes indiquent des tendances assez différentes, voire contradictoires. Le Bureau des statistiques de l'Etat a annoncé pour 1990 une croissance de la production industrielle de 7,6 %, à décomposer comme suit : industrie légère : + 9,1 % ; industrie privée : + 21,6 % ; *joint ventures* : + 56 % ; industrie d'Etat dans son ensemble : - 2,9 %. Selon le ministre de la Commission du plan, Zou Jiahua, pendant les six premiers mois de cette année le produit national brut aurait augmenté de 6,1 % par rapport à 1990 et la production industrielle de 13,5 % (entre janvier et juillet) ⁷. En ce qui concerne l'agriculture, elle avait connu une situation difficile pendant quatre ans, ce qui avait amené, entre autres, à renoncer à l'objectif de 450 millions de tonnes pour les céréales en 1990 (cet objectif est reporté désormais à 1995 et celui de 500 millions est fixé pour l'an 2000). En 1990, la situation s'était sensiblement améliorée et on avait atteint le record de 435 millions de tonnes de céréales. Mais, selon Zou Jiahua, on prévoit pour cette année une baisse de la production non seulement des céréales, mais aussi du coton, surtout à la suite des inondations (*China Daily*, 3 septembre). Dans l'industrie elle-même, ce sont surtout certains secteurs qui connaissent des difficultés. Par exemple, l'industrie textile — l'un des piliers du système industriel avec plus de 8 millions de travailleurs — pourrait subir les conséquences de la baisse de la production du coton : pour les cinq premiers mois de cette année, elle a enregistré une baisse des profits de 38 % (dans le secteur d'Etat). Par ailleurs, en 1990, 30 % des entreprises avaient subi des pertes et les profits avaient diminué de 70 % par rapport à 1989. D'autre part, alors qu'il existe une demande non satisfaite de produits de qualité, les stocks de produits qui n'ont pas d'acheteurs s'accroissent (*China Daily*, 28 août et 1^{er} septembre) ⁸.

Ce phénomène ne concerne pas que le textile. Il s'agit, plus généralement, du problème le plus sérieux qui affecte l'industrie. La presse chinoise l'a souligné avec force ces derniers temps. Par exemple, le *China Daily* écrivait, le 1^{er} septembre : « Cela semble impossible, mais la scène peut se répéter dans n'importe quelle

région du pays. Chaque mois, les entreprises annoncent une croissance encourageante de la valeur de leur production industrielle, alors que leurs produits s'accumulent dans leurs propres entrepôts ou dans les entrepôts des sociétés commerciales. Les statistiques officielles indiquent que la valeur des stocks a atteint, fin mai, 200 milliards de yuans. » Un collaborateur du même journal expliquait, quelques jours plus tard, que « le réajustement de la structure industrielle, amorcé il y a trois ans, est loin d'avoir remporté un succès définitif. L'efficacité ne cesse de diminuer, les dettes d'augmenter et les stocks ont atteint 200 milliards de yuans. »

En d'autres termes, on doit constater les inconvénients classiques d'une économie bureaucratifiée : productivité insuffisante, retard technologique, désorganisation et planification effective défaillante, à cause, entre autres, de fortes tendances localistes⁹. Résultat : on calcule que plus de 30 % des entreprises industrielles du secteur de l'Etat sont au rouge — 40 % de ces entreprises appartiendraient au secteur géré par l'armée (*China Daily*, 25 août, et *Corriere della sera*, 22 septembre). Une loi de 1988 autorise les entreprises déficitaires à déposer leur bilan. Mais, puisqu'il existe déjà un chômage assez important — nous y reviendrons — et qu'on veut éviter des répercussions socio-politiques négatives, le plus souvent cette loi n'est pas appliquée (elle n'a été appliquée que très partiellement dans le cas d'entreprises coopératives ou d'industries locales)¹⁰. Ainsi, l'Etat a été obligé de verser des subsides à l'industrie pour 11 milliards de dollars l'année dernière.

Des inconvénients similaires se produisent dans les grands réseaux de distribution commerciale. La Banque industrielle et commerciale de Chine a fait à ce propos une étude en analysant la situation de plus de 40 000 entreprises commerciales d'Etat. Celles-ci ont enregistré des pertes de 11,81 milliards de yuans (2,19 milliards de dollars). 90 % de ces pertes concernent des entreprises de commerce en gros. L'étude mentionne comme une des causes d'une telle situation le caractère peu compétitif des entreprises, l'absence de plans de développement et les carences de gestion. Il faut y ajouter les problèmes créés par l'existence d'un double système de prix : il peut, en effet, arriver que des entreprises commerciales d'Etat achètent à des prix fixés par l'Etat et soient obligées de vendre à des prix de marché inférieurs à ceux de l'Etat, en subissant de ce fait des pertes¹¹. Voilà un exemple classique des difficultés qui découlent de la juxtaposition d'un cadre de planification étatique et de mécanismes de marché.

Dans un rapport fait devant l'Assemblée nationale populaire, Li Peng lui-même a dénoncé, il y a quelques mois, « des consommations élevées dans la production, une mauvaise qualité des produits, des gaspillages énormes dans la construction, un turn over trop lent du capital, une baisse de la productivité du travail et des pertes sérieuses ». Une analyse de la Banque mondiale va dans le même sens en soulignant le retard technologique, l'utilisation d'un outillage obsolète et la baisse productivité du travail. Ajoutons que des inconvénients analogues se produisent dans le secteur agricole. Il suffit de signaler, par exemple, qu'à la suite de la récolte record de 1990 des dizaines de millions de tonnes de céréales n'ont pas pu être stockées dans des entrepôts et que, à la suite de difficultés

de trésorerie, les départements commerciaux de l'Etat n'ont pas pu acheter la production excédentaire des paysans alors que les prix chutaient sur le marché (*Financial Times*, 24 avril).

On estime généralement que les réformes réalisées dans les campagnes après le tournant de la fin des années soixante-dix ont eu comme résultat une croissance de la production agricole et une amélioration sensible du niveau de vie des paysans ¹². Les deux phénomènes sont incontestables. Mais plusieurs précisions s'imposent. Nous avons déjà cité des difficultés sérieuses au niveau aussi bien de la production que de la distribution et leurs conséquences pour les paysans. Des difficultés similaires avaient surgi également dans la phase antérieure aux événements de mai-juin 1989 : parfois, à cause des difficultés financières de l'Etat, les récoltes n'avaient pas été payées régulièrement aux paysans. Qui plus est, le cours nouveau, à cause du rôle qui est attribué au marché et qui devrait augmenter, a accru les différenciations au sein de la population agricole : alors que, notamment dans certaines provinces, les conditions de vie se sont considérablement améliorées, de larges couches de paysans ont connu un véritable processus d'appauvrissement ¹⁴. En troisième lieu, dans la mesure où il y a eu des augmentations de la productivité et où la mécanisation a progressé ¹⁵, d'un côté le nombre des salariés agricoles s'est accru et, de l'autre, la surpopulation agricole a acquis des dimensions croissantes (selon certaines estimations, elle concernerait plus du tiers de la force de travail active dans les campagnes). D'où le phénomène dramatique de l'exode rural que gouvernement et autorités locales s'efforcent de contrecarrer en obligeant les immigrés à retourner dans leurs régions d'origine ou à se déplacer ailleurs, et en introduisant des contrôles rigoureux sur l'embauche de travailleurs qui proviennent d'autres provinces (par exemple, dans le Guangdong). En fait, il existe désormais une population sans résidence stable, qui tend à augmenter (selon des estimations, difficiles à vérifier, il s'agirait de 60 à 80 millions de personnes).

Ces tendances dans les campagnes vont de pair avec le phénomène du chômage industriel et urbain. Encore une fois, il est bien difficile d'en préciser la portée. Selon des estimations officielles qui remontent au début de l'année 1990, il s'agirait de 5 millions de personnes ; officieusement, on avance le chiffre de 7 millions et demi. Cela vaut aussi pour les villes et les provinces qui ont connu dans la dernière décennie un développement économique plus important, par exemple Shanghai où il y avait, début 1990, 75 000 ouvriers au chômage technique ¹⁶, et la province du Guangdong, où pourtant le pourcentage de chômeurs est inférieur à celui de 3,4 % qui correspond, selon le Bureau chinois du travail, à la moyenne du pays. La capitale du Guangdong, Canton, est investie par un exode rural qui atteint des niveaux particulièrement élevés au mois de février dernier (*China Daily*, 1^{er} septembre). Tout cela est d'autant plus alarmant qu'on estime que les ouvriers dits excédentaires seraient 20 millions et que, chaque année, 10 millions de jeunes arrivent sur le marché du travail !

Un reflet de cette situation de l'emploi est l'émergence de ce qu'on pourrait appeler un tertiaire pauvre. Comme cela est le plus souvent admis, tout en étant encore un pays à revenu moyen très modeste, la Chine ne connaît pas la misère généralisée tragique de tant de pays sous-développés. Il n'y pas de comparaison

possible, par exemple, entre ce que le commun de visiteurs peut voir dans des grandes villes comme Pékin, Shanghai et Nankin, et les conditions affligeantes de métropoles comme Lima ou Dakar, pour ne pas parler des villes indiennes. Toutefois, même si c'est dans des proportions plus limitées, on assiste au phénomène de la multiplication d'innombrables vendeurs, plus ou moins ambulants, de quelques marchandises, qui cherchent des acheteurs souvent avec peu de chances de les trouver¹⁷. A part l'appauvrissement déjà mentionné de secteurs paysans, il existe, par ailleurs, des couches populaires qui ne réussissent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires (environ 40 millions de personnes en 1989, selon des estimations officielles).

C'est dans un tel contexte que se produisent des phénomènes de déchéance sociale dénoncés y compris par le gouvernement et la presse officielle : outre les vols et autres délits de droit commun qui tendent à s'accroître (par exemple, la délinquance a augmenté de 45 % en 1988), la prostitution (contre laquelle des mesures de répression ont été adoptées), le trafic de drogue et les enlèvements — ou la vente — de mineurs (surtout des jeunes femmes). Ce dernier phénomène a été l'objet de prises de position publiques, et même de conférences de presse, sans que la portée en soit précisée (dans une conférence de presse, le chiffre de 10 000 a été avancé, mais des gens pensent qu'il serait inférieur à la réalité). Il faut ajouter que des crimes économiques sont très répandus. Par exemple, la contrebande et les contrefaçons de produits portent préjudice aux finances de l'Etat¹⁸. La justice chinoise continue d'être très dure à l'égard de tous ces criminels en ayant recours assez souvent à la peine de mort¹⁹.

Finalement, les problèmes liés à la mauvaise qualité des produits ont eu un effet négatif sur le commerce extérieur. Selon le ministre des Relations économiques avec l'étranger, il n'y a pas eu beaucoup d'efforts pour améliorer la situation de ce point de vue — bien que, dans les quatre premiers mois de cette année et au mois d'août dernier, les exportations aient augmenté, par rapport à l'année précédente, plus que les importations (*China Daily*, 3 septembre). En ce qui concerne la dette extérieure, tout en restant inférieure, en terme relatifs et parfois même absolus, à celle d'autres pays comparables, elle est passée en 1990 de 41,3 à 52,55 milliards de dollars²⁰.

Pour compléter le tableau, il faut signaler deux autres problèmes d'une importance cruciale.

Le premier est celui de la croissance démographique. Les mesures de limitation des naissances — un seul enfant par famille — n'ont pas donné les résultats espérés. Selon le recensement de 1990, la population aurait augmenté de 125 millions entre 1982 et 1990 et, pendant le septième plan quinquennal (1986-1990), d'environ 11 millions par an (16 millions, voire plus, selon d'autres estimations). La croissance est attribuée surtout aux campagnes où les limites fixées sont peu respectées : le coefficient de fécondité des femmes serait de 1,33 dans les villes et de 2,84 dans les campagnes. Des porte-parole du gouvernement ont souligné récemment qu'une telle augmentation constante de la population constitue un obstacle au développement économique et, surtout, à l'amélioration du niveau de vie (elle aggrave davantage, par exemple, les difficultés de logement). Le vice-

président de l'Académie des sciences sociales, Liu Guogang, est allé jusqu'à déclarer dans une entrevue : « *La population chinoise est trop grande pour qu'on puisse nourrir l'illusion de pouvoir atteindre un jour des niveaux de bien-être similaires à ceux des pays occidentaux* » (*l'Unità*, 6 décembre 1990). Par ailleurs, la tendance à la diminution en pourcentage de la population féminine s'accroît. Selon le dernier recensement, pour 100 jeunes de sexe féminin on trouve 111,3 jeunes de sexe masculin alors qu'à la naissance le rapport serait de 100 à 105,5. Que sont devenues les femmes qui disparaissent dans le deuxième calcul ? On avance des hypothèses : des naissances non déclarées, des adoptions non formelles ou des éliminations. Mais la réponse reste difficile et angoissante ²¹.

Le deuxième problème est celui de la détérioration de l'environnement. Depuis des années, des spécialistes avaient attiré l'attention sur des phénomènes désormais classiques, qui frappent dans une large mesure aussi la Chine : érosion des sols, désertification, diminution des terres arables, déboisement. Après avoir expliqué que les structures énergétiques héritées du passé « *semblent avoir atteint leur limite historique extrême* », un auteur français tire la conclusion que « *l'échéance que la Chine affronte en cette fin du xx^e siècle paraît incontournable : les systèmes énergétiques céréaliers, fondés sur la culture intensive irriguée et l'énergie humaine, ne recèlent plus guère de possibilités d'expansion* ²² ». Dans les prochaines décennies plus particulièrement, des menaces pèsent sur la vallée du Yangtsé avec un danger d'épuisement du principal grenier de la Chine (*Financial Times*, 21 février 1989). Hu Angang, chercheur de l'Académie chinoise des sciences, a même esquissé, dans une interview à *l'Unità*, un calcul des dégâts subis par l'environnement en 1988 : 142 milliards de dollars, un peu moins de 10 % du produit national brut ! L'un des responsables de l'Agence nationale pour la protection de l'environnement a rappelé, pour sa part, que les grandes villes continuent de subir une détérioration très grave de l'environnement et que la situation se dégrade aussi dans les plus petites villes. Les déchets jetés dans les fleuves et dans les canaux augmentent constamment, et les eaux sont de plus en plus contaminées. La pollution d'origine industrielle n'est pas moins alarmante. Le gouvernement projette d'investir des sommes très importantes pour la protection de l'environnement, mais, au vu de l'immensité du problème, il est difficile que des résultats appréciables soient obtenus à bref ou moyen terme.

Tensions et contradictions majeures

Il est difficile d'avancer des hypothèses sur les développements en Chine dans l'avenir, notamment en rapport avec l'évolution de la situation mondiale et de la crise dans les pays d'Europe orientale et en Union soviétique. Mais, dans le cadre que nous avons essayé d'esquisser, il est possible de saisir tensions et contradictions qui non seulement subsistent, mais vont même s'aggraver.

En premier lieu, en dépit des proclamations idéologiques et des réajustements périodiques, les dirigeants chinois ne pourront pas surmonter des tensions et des contradictions entre le maintien d'un cadre économique bureaucratiquement cen-

tralisé sous le contrôle du parti-Etat et les besoins d'efficacité et de créativité productive. Cela est vrai en termes généraux, c'est encore plus vrai dans le contexte du choix de poursuivre des objectifs de développement en attribuant un rôle croissant aux mécanismes de marché et en stimulant des investissements étrangers à grande échelle. En fait, l'« économie de marché » pénètre progressivement dans les pores de la société bureaucratique en posant de nouveaux problèmes et de nouvelles contradictions, en multipliant les forces centrifuges et en nourrissant des embryons de couches sociales nouvelles.

Les forces centrifuges ont et auront des composantes externes — les intérêts du capital international — et des composantes internes — les intérêts des noyaux de classe capitaliste indigène, de même que ceux de certains secteurs de la bureaucratie (bureaucratie technocratique et bureaucratie liée aux pouvoirs provinciaux). Elles s'enchevêtrent dans des tendances régionalistes ou localistes qui pèsent déjà lourdement. Les sources officielles elles-mêmes dénoncent très souvent le fait que le pouvoir central ne réussit pas à imposer sa volonté aux pouvoirs provinciaux (par exemple, en obtenant la suppression d'un protectionnisme qui représente un obstacle très sérieux à la concrétisation des choix économiques nationaux ou l'élimination des impôts locaux)²³. Il faut ajouter que des structures agricoles, où les terres cultivées, propriété collective, sont divisées en parcelles familiales et où l'on applique le système des contrats à responsabilité familiale, rendent plus problématique une planification d'ensemble, comme la presse chinoise doit elle-même le constater (*le Monde*, 15 octobre 1989).

En troisième lieu, il y a, d'un côté, les exigences de productivité des entreprises qui poussent aussi bien à des restructurations qu'à des concentrations — présentées souvent comme une solution nécessaire, mais qui risquent de faire retomber sur des entreprises qui marchent bien le poids des faillites d'autrui — et la nécessité de ne pas accroître le déficit de l'Etat. Il y a, d'autre part, les contraintes sociales, c'est-à-dire la nécessité de ne pas augmenter le chômage et la surpopulation rurale, de maintenir des subventions, directes ou indirectes, d'éviter une spirale ascendante dans les coûts des logements²⁴.

Tout cela se répercute sur le plan politique. L'expérience des tentatives de réforme dans des sociétés de transition bureaucratisées, depuis les années cinquante jusqu'à aujourd'hui, indique que toutes les différentes réformes esquissées se terminent dans une impasse — en ouvrant le chemin à des tentatives, plus ou moins durables, de « normalisation » ou à une dynamique de décomposition — si des changements radicaux ne se produisent pas sur le terrain politique. Sur ce terrain, le groupe dirigeant chinois a opéré des réajustements à plusieurs reprises, y compris après Tian Anmen, en aboutissant, pour l'instant, à une espèce de compromis centriste, déjà amorcé lors du choix de Jiang Zemin comme secrétaire du parti. Il a évité, comme nous l'avons mentionné, des purges trop dures, et même repêché des personnages qui avaient été limogés (c'est le cas de trois vice-ministres nommés en juin 1991, Hu Qili, Rui Xingwen et Yang Mingfu, tous les trois liés à l'époque à Zhao Ziyang). C'est dans ce cadre que se situe aussi l'ascension de l'ancien maire de Shanghai, devenu vice-Premier ministre, Zhu Rongji. Toujours est-il que les mécanismes politiques fondamentaux ont été

maintenus et que, au niveau idéologique, aucune concession n'a été faite sur un point crucial, c'est-à-dire l'affirmation de la prédominance absolue du parti-Etat²⁵. Toute idée de pluralisme a été rejetée de façon péremptoire et on ne saurait prendre trop au sérieux la décision, annoncée par Deng Xiaoping fin 1989, d'accroître le poids des partis ou regroupements déjà existants, qui de toute façon resteront des fantoches. Par ailleurs, la dialectique interne bureaucratique elle-même est limitée surtout aux sommets et se développe dans les coulisses. Quant à l'armée, dont on s'est efforcé de rétablir l'homogénéité, elle reste, comme on l'explique sans ambages, le garant suprême de l'intégrité du régime, se déclarant prête au besoin à s'engager dans de nouvelles actions répressives. Il est difficile de croire qu'avec de telles approches et de telles pratiques on puisse éviter indéfiniment des conflits croissants et, en dernière analyse, de nouvelles explosions, notamment après tout ce qui s'est passé dans d'autres pays prétendus socialistes.

Il ne faut pas oublier non plus les conflits qui existent ou pourraient se produire au niveau des nationalités. Le cas du Tibet est bien connu. Il y a aussi le problème du Xinjiang, qui a une frontière commune avec le Kazakhstan, et où des incidents sanglants ont eu lieu, y compris après la répression de Tian Anmen. La question nationale n'a pas une portée comparable à celle de l'URSS et de la Yougoslavie, mais elle pourrait devenir un facteur supplémentaire de déséquilibre, particulièrement dangereux pour le régime dans de nouvelles phases critiques.

Sur le terrain social, des tensions et des conflits subsistent et auront tendance à s'accroître, en premier lieu entre la bureaucratie, qui ne renonce guère à ses privilèges en contribuant ainsi au gaspillage de ressources, et la classe ouvrière²⁶. La classe ouvrière, à qui des sacrifices avaient été imposés même avant 1989 (en 1987, par exemple, on avait décidé de convertir 25 % de certaines rétributions en bons de l'Etat), ne peut jouir que très partiellement des biens de consommation sur lesquels on fait de plus en plus du tapage publicitaire. Elle ne saurait espérer améliorer son niveau de vie dans un avenir proche ; au contraire, elle risque de le voir baisser si les prix continuent de monter, si l'Etat, pour faire face à sa crise financière, supprime ou réduit les subventions qu'il a jusqu'ici assurées et si des mécanismes de marché interviennent davantage. Des problèmes spécifiques pourraient surgir dans les zones économiques spéciales où des horaires de travail prolongés et des cadences infernales sont souvent imposés à la main-d'œuvre (par exemple, une correspondance du *Monde* a signalé, début novembre, que dans une société mixte à Shenzhen, à laquelle participe Thomson, des jeunes filles travaillent dix heures par jour). Les niveaux de l'emploi pourraient aussi être menacés. N'oublions pas que, dans les zones économiques spéciales, les employeurs ont droit d'embaucher et de licencier à leur gré et que, plus généralement, les contrats à durée limitée sont admis depuis 1986. Nous rappelons, en outre, que dans l'organisation du travail on a largement recours au travail aux pièces. Dans la mesure où les choix des entreprises — qu'ils soient faits au niveau central, à la périphérie ou au-delà des océans — n'impliquent aucunement les ouvriers, des exigences de contrôle ouvrier ou d'autogestion, qui s'étaient déjà exprimées dans le passé, bien que sous des formes embryonnaires, pourraient réapparaître. Par

ailleurs, les syndicats officiels, discrédités depuis des décennies, seront de moins en moins en condition de jouer effectivement leur rôle conservateur et réactionnaire ²⁷.

Nous avons déjà évoqué quelques problèmes majeurs qui se posent dans les campagnes : les différenciations croissantes entre des couches de paysans riches, source potentielle d'une classe capitaliste rurale, et des couches de paysans pauvres, obligés de vendre leur force de travail, et la surpopulation rurale croissante. En réalité, pendant toute une période, le régime sera amené à faire retomber les coûts économiques et sociaux de son propre développement en premier lieu sur les paysans. Encore une fois, il est difficile de croire que tout cela pourra se faire sans provoquer des tensions graves, voire des conflits déchirants.

Des problèmes vont être posés aussi par des couches de la population urbaine qui, bon gré, mal gré, se sont intégrées dans le tissu créé par la réforme de la fin des années soixante-dix, et notamment par le développement de mécanismes de marché. Si les tendances actuelles ne sont pas rectifiées ou même renversées, le poids spécifique de couches plébiennes va s'accroître inévitablement. Ces couches n'atteignent généralement pas un niveau de conscience révolutionnaire mais, dans un contexte conflictuel, elles représentent quand même un facteur supplémentaire de tensions. En ce qui concerne la bourgeoisie renaissante et la petite bourgeoisie commerçante et affairiste, elles auront tendance l'une et l'autre à briser les liens imposés par le cadre centralisé de l'économie et à se donner des instruments, y compris organisés, de défense et d'affirmation de leurs propres intérêts.

Finalement, il y a les jeunes étudiants, qui ont été les principaux protagonistes de l'épopée du printemps 1989. Des ferments subsistent, si les informations sur des épisodes de contestation à l'occasion du deuxième anniversaire du massacre correspondent à la réalité. Mais, pour l'essentiel, le régime a réussi à imposer sa « normalisation » en ayant recours à la menace de nouvelles répressions et encore plus au chantage socio-économique. La sélection pour l'admission aux universités est très sévère et ceux qui sont choisis ne représentent qu'une petite minorité par rapport aux candidats. En deuxième lieu, l'Etat reste pour les diplômés l'employeur presque exclusif. Les éléments « suspects » ou supposés tels savent très bien que, même s'ils réussissent à mener à bien leurs études, ils ne trouveront pas d'emploi ou seront embauchés dans des endroits éloignés de leur région d'origine et de leur milieu. C'est sur ce terrain, donc, que tensions et contradictions se concentrent sous une forme particulièrement intense : au niveau économique et social, pour les raisons déjà indiquées, et au niveau politique et idéologique, parce que des jeunes gens, nés vingt ans ou plus après la victoire de la révolution et qui vivent dans une société qui a connu, malgré tout, un mûrissement incontestable, seront de moins en moins disposés à accepter des institutions et des mécanismes politiques sclérosés, paternalistes et autoritaires, et des motifs idéologiques qui n'ont pas la moindre crédibilité, en dépit de certains efforts pour utiliser des formulations plus sobres ²⁸. Si on sait que les étudiants chinois, du 4 mai 1919 à mai-juin 1989, ont eu une tradition de batailles démocratiques révolutionnaires, on peut avancer à juste titre l'hypothèse que les jeunes générations joueront un rôle de

premier plan dans la crise que la société bureaucratique va inévitablement connaître, et au renversement de laquelle ils apporteront une contribution irremplaçable.

Appendice

On sait qu'il y a eu en Chine, au cours des années quatre-vingt, un développement assez important d'entreprises privées et de sociétés mixtes, notamment à la suite de la création des « zones économiques spéciales » et des « villes ouvertes ». Ce phénomène avait acquis des dimensions sensiblement plus importantes dans certaines villes et provinces (voir à ce sujet notre article « Crise des sociétés bureaucratisées : changements et perspectives », in *Quatrième Internationale* n° 34, août-octobre 1989). En avril 1988, des amendements à la Constitution avaient été adoptés, qui reconnaissent le rôle de la propriété privée et, en ce qui concerne les campagnes, la possibilité de vendre, louer et sous-louer les droits d'exploitation des sols. Après le massacre et le refroidissement des relations internationales, on avait assisté à un temps d'arrêt et même à des pas en arrière. Mais, assez vite, il est devenu clair que, en dépit des déclarations des parties concernées, il n'y aurait pas eu un véritable renversement de tendance.

En 1990, selon des estimations officielles, les investissements étrangers ont atteint 6,57 milliards de dollars (dont 90 % dans l'industrie manufacturière) avec une augmentation de 17,3 % par rapport à 1989. Hong Kong et Taiwan y avaient contribué dans une large mesure (Taiwan préférant, en principe, assumer le contrôle complet des propriétés). Au cours des derniers mois, il y a eu un nouvel essor à la suite duquel les niveaux de la deuxième moitié des années quatre-vingt devraient être dépassés. Aussi bien le gouvernement central que des responsables économiques et politiques des différentes provinces ont réaffirmé leur volonté d'accroître les investissements étrangers, d'élargir les sociétés mixtes et d'introduire des technologies avancées d'autres pays. Pour ce faire, des règles visant à attirer les investissements, notamment en matière de fiscalité (une loi détaxant davantage les investissements a été adoptée par l'Assemblée nationale le 1^{er} juillet dernier) ont été ou seront fixées. En même temps, des garanties ont été données que, en cas d'appel aux tribunaux, ceux-ci jugeront d'une manière équitable les plaintes de sociétés étrangères (une loi sur la liquidation des entreprises sera appliquée dès le 1^{er} octobre). Qui plus est, il serait désormais possible pour des étrangers de créer des sociétés sans avoir recours au partenariat avec l'Etat chinois (*le Monde*, 1^{er} novembre). D'autres mesures ont été adoptées au niveau des provinces (par exemple, le Shanxi assure des conditions particulièrement favorables aux citoyens de Taiwan qui pourront désormais transférer et laisser en héritage investissements, propriétés et profits, selon le *China Daily* du 25 août). Les agences de consultation qui s'occupent des relations avec l'étranger sont très nombreuses : 33 000 avec plus de 700 000 employés l'été dernier.

Entre janvier et avril de cette année ont été approuvés 3 100 projets avec participation du capital étranger pour un total de 857 millions de dollars (*Financial Times*, 20 mai). Des villes comme Shanghai et Guangzhou (Canton) continuent

d'être à l'avant-garde sur ce terrain (mais des villes plus petites, par exemple Suzhou, s'engagent aussi pour ne pas rester sur la touche). A Shanghai, le bureau de la mairie concerné avait enregistré fin juin 954 entreprises avec des investissements étrangers ; 745 étaient déjà actives au mois d'août. A la périphérie de la même ville, une zone de libre commerce, la première du genre, est en cours de construction : ceux qui investiront dans cette zone n'auront pas besoin d'obtenir une licence d'importation et ne paieront aucune taxe ni à l'entrée ni à la sortie. Guangzhou et le Guangdong ne sont pas moins actifs : ils exploitent surtout leurs rapports avec Hong Kong. En 1990, le commerce entre le Guangdong et Hong Kong a dépassé 50 milliards de dollars. Le capital de Hong Kong est engagé avec plus de 10 000 *joint ventures* et 20 000 usines de transformation avec plus de 2 millions d'employés. Le poids de Hong Kong, y compris dans la perspective du transfert de pouvoir en 1997, va augmenter. Le slogan officiel — « un pays, deux systèmes » — a justement pour but de rassurer financiers, entrepreneurs et commerçants déjà impliqués dans les activités multiples citées, et d'en attirer d'autres. Plus généralement, on calcule que de 20 à 30 % des produits et des exportations industrielles du Guangdong pendant les deux dernières années proviennent d'entreprises à investissements étrangers (*Financial Times*, 24 avril).

Finalement, la Bourse de Shanghai, fermée en 1949, a été réouverte à la fin de 1990 (une Bourse fonctionne aussi à Shenzhen). Elle a commencé avec une trentaine de titres, dont 8 actionnaires : pour l'instant, une vingtaine de sociétés s'y sont engagées. Il semble que les néophytes enthousiastes ne font pas défaut : l'annonce, en août dernier, de la vente d'un stock d'actions équivalent à 5 millions de yuans a provoqué de longues files de postulants qui ont bloqué le trafic dans le centre-ville. Selon le gouverneur de la Banque de Chine, dans le cadre des réformes financières qui continueront, des perspectives plus importantes vont s'ouvrir dans le futur. Rappelons que les actions sont apparues en 1984, mais elles ne comportent généralement que des revenus fixes et ne peuvent être négociées qu'entre des entreprises et des instituts de crédit (*le Monde*, 20 décembre 1990). Selon des informations officielles, à partir de 1992, des étrangers auront droit d'acheter des actions (*International Herald Tribune*, 17 septembre 1991). Détail piquant : une série de sociétés industrielles et financières chinoises et le Parti communiste lui-même auraient utilisé les services de la BCCI de triste renommée (*Corriere della sera*, 10 août 1991 ; *Financial Times*, 3 octobre 1991).

septembre 1991

1. Des mesures visant à freiner ou à rectifier la politique de réformes, amorcée à la fin des années soixante-dix — y compris une forte restriction du crédit —, avaient déjà été

adoptées à l'automne 1988 (dans les premiers mois de 1989, le nombre des entreprises privées avait diminué de 15 %). En ce qui concerne la période qui a suivi le massacre, rappelons les décisions prises par le comité central du parti de novembre 1989, qui avait projeté une relance de la planification centralisée, réaffirmé la priorité du secteur étatique et prôné une concentration des investissements dans les secteurs clés. Mais, à la suite des graves difficultés que l'économie avait rencontrées dans les derniers mois de 1989 et qui avaient provoqué la fermeture d'une série d'usines avec des licenciements et, dans certains cas, des réductions des salaires, un nouveau réajustement, prélude de l'orientation actuelle, avait été esquissé déjà en mars 1990 (entre autres avec un relâchement des restrictions au crédit et une relance des investissements) et défini plus nettement à la fin de la même année, respectivement par les VI^e et VII^e pléniums du comité central. Le réajustement a été stimulé par le mécontentement exprimé par des secteurs ouvriers qui, selon différentes informations, auraient même amorcé des grèves dans certaines régions à la fin de 1989 (*le Courrier des pays de l'Est*, Documentation française, n° 361, juillet-août 1991).

2. On ne projette pas l'introduction de mécanismes de marché dans des secteurs considérés de base. Par exemple, on a déclaré récemment que « *le gouvernement est tout à fait opposé à des marchés libres en ce qui concerne le commerce du coton* » (*China Daily*, 25 août).

3. A Shanghai, on peut voir de longues files devant le *fast food* Kentucky Fried Chicken. Il est affligeant de constater qu'une cuisine millénaire, à juste titre appréciée, cède du terrain à la barbarie culinaire !

4. Les fabriques de bicyclettes travaillent sans interruption (entre autres, elles doivent satisfaire une demande croissante de la part de Cuba).

5. A l'occasion de la visite du ministre des Affaires étrangères marocain, Li Peng a déclaré que « *la Chine et le Maroc ont des vues identiques ou similaires sur le nouvel ordre international* » (*China Daily*, 30 août). D'autre part, on a exprimé dans la presse le vœu que l'ONU « *puisse jouer pleinement son rôle positif, de sorte à devenir le mécanisme le plus important de sauvegarde dans le nouvel ordre international* » (*China Daily*, 3 septembre).

6. Depuis 1979, la Chine a toujours enregistré (sauf en 1985) un déficit budgétaire (déclaration du ministre des Finances, *China Daily*, 28 août).

7. Par rapport à il y a dix ans, la production de l'acier aurait doublé. Elle aurait atteint — et selon certaines estimations, dépassé — 60 millions de tonnes, se rangeant à la quatrième place, après les Etats-Unis, l'Union soviétique et le Japon (*China Daily*, 27 août). Il faut toutefois ajouter que, d'après des *managers* de Wuhan, seul 25 % de l'acier produit peut être utilisé dans l'industrie moderne (*Financial Times*, 24 avril 1991).

8. L'industrie horlogère a connu, elle aussi, une crise qui a comporté des réductions de la production et des licenciements (*China Daily*, 25 août).

9. Un exemple est celui de l'industrie des téléviseurs. A la suite de l'augmentation de la demande enregistrée après le lancement de la télévision en couleur, des localités de plus en plus nombreuses ont monté des usines produisant des appareils. Il existerait actuellement 167 usines du secteur avec un potentiel de production de 20 millions de postes par an, alors que le marché ne peut en absorber que 10 millions (*China Daily*, 28 août).

10. Rappelons que des industries locales avaient connu des difficultés très graves avec des fermetures et des licenciements à la suite des restrictions au crédit décidées en 1988.

11. Le problème du système des prix est parmi les plus aigus en Chine aussi. En fait, il y a eu à certains moments quatre niveaux : les prix politiques (décidés par l'Etat), les prix négociés, les prix du marché libre et les prix du marché noir.

12. Selon certaines estimations, grâce à la réforme, les revenus des paysans auraient augmenté de 50 % en l'espace de cinq ans (*Financial Times*, 12 mars 1991). Des analyses

détaillées sont développées dans les cinq premiers volumes d'une étude publiée par la maison d'édition de l'Encyclopédie chinoise (« L'état de la société chinoise, rapports sur des enquêtes concernant la situation économique et sociale en 100 départements et villes »).

13. On prévoit d'ouvrir sous peu des marchés de gros pour la vente du riz et de cacahuètes. Des marchés de gros pour la vente des céréales existent déjà dans plusieurs provinces (*China Daily*, 28 août).

14. Déjà à la fin de 1988, l'économiste Deng Fureng avait calculé que, dans les années précédentes, 400 millions de Chinois, en majorité des paysans, s'étaient appauvris (*Corriere della sera*, 14 décembre 1988). Des allusions à l'appauvrissement paysan ont paru même récemment, en ce qui concerne, par exemple, le Sichuan, dont le vice-gouverneur, Ma Lin, a déclaré : « *Nos paysans sont en train de devenir plus pauvres* » (*Financial Times*, 24 avril). Il y a aussi eu des allusions dans le sens opposé : par exemple, le cas de paysans qui sont parfaitement en état de dépenser l'argent nécessaire pour reconstruire leurs maisons et leurs fermes, endommagées ou détruites par les inondations, a été mentionné (*China Daily*, 29 août). Déjà en 1988, on avait signalé le cas de paysans avec des revenus supérieurs à 20 000 yuans alors qu'à l'autre bout de l'échelle 100 millions de paysans n'auraient pas atteint 200 yuans (*Corriere della sera*, 30 gennaio 1988).

15. Il y a une forte demande de machines agricoles. Les ventes avaient diminué en 1989 et 1990 à cause des mesures d'austérité, mais elles sont actuellement en hausse (*China Daily*, 25 août). L'utilisation des fertilisants augmente aussi (*China Daily*, 27 août).

16. Le chômage technique assure une indemnité allant de 50 à 70 % du salaire.

17. Cela peut être constaté dans les grandes villes. Il nous est arrivé, par exemple, de rencontrer au centre de Nankin, en l'espace d'une vingtaine de minutes, quelques dizaines de jeunes qui vendaient tous les mêmes sacs et les mêmes valises.

18. La contrebande de cigarettes étrangères, que l'on a commencé à combattre sérieusement, va au détriment de la production du monopole d'Etat. D'autre part, aussi bien la contrebande que les contrefaçons de cassettes magnétiques ont frappé encore plus durement les entreprises chinoises qui fabriquent ces produits : elles ne tournent qu'à 20 % de leur potentiel (*China Daily*, 1^{er} septembre).

19. Des exécutions, parfois particulièrement nombreuses, sont annoncées périodiquement. Par exemple, de nombreux trafiquants ont été exécutés à l'occasion de la journée internationale pour la lutte contre la drogue (*l'Unità*, 27 juin 1991). D'autres exécutions ont eu lieu fin août 1991 et par la suite.

20. Une importance croissante est attribuée aux rentrées provenant de l'exportation de main-d'œuvre (*China Daily*, 1^{er} septembre).

21. Il semble que la Chine a traditionnellement eu des problèmes de fiabilité des recensements. Selon les historiens, par exemple, en 1711 on avait recensé 26 620 000 habitants alors qu'en 1774 on en recensa 221 020 000. L'explication est qu'entretemps une réforme fiscale avait supprimé une *poll tax* qui existait à l'époque et, par conséquence, les gens n'avaient plus peur de se déclarer.

22. Voir le chapitre sur la Chine du volume de Jean-Claude Debeir, Jean-Paul Deléage et Daniel Hémerly, *les Servitudes de la puissance, une histoire de l'énergie*, Flammarion, 1985.

23. Selon Li Peng, « *le protectionnisme et l'insubordination sont la cause la plus importante des difficultés économiques* » (*Corriere della sera*, 20 novembre 1990). Déjà avant 1989, le cas de provinces, qui pour obtenir des devises préféraient vendre à l'étranger des produits dont d'autres provinces avaient besoin, avait été dénoncé. Plus récemment, on a signalé le cas du Sichuan et du Heilongjiang, qui ont introduit des mesures de protection sur une vingtaine de produits, du Xinjiang qui aurait fait la même chose pour 28 produits et

du Guizhou pour une centaine. D'autres provinces, comme le Liaoning, le Jilin et le Hubei, auraient imposé aux grands magasins de ne vendre que des marchandises produites sur place.

24. Dans les grandes villes, il y a encore des quartiers où les logements sont en mauvais état. Les loyers sont traditionnellement très bas et ne suffisent pas, en principe, à faire face aux frais de gestion et d'entretien. Lorsque le chemin à des mécanismes de marché a été ouvert, il y a eu immédiatement une flambée des prix avec le résultat que de nombreux appartements n'ont pas trouvé d'acheteurs (*China Daily*, 1^{er} septembre).

25. Cela se traduit par une certaine continuité avec les conceptions de Mao Zedong, et notamment par la réaffirmation des « quatre principes » (voie socialiste, hégémonie du Parti communiste, dictature démocratique du peuple, marxisme-léninisme et pensée de Mao Zedong).

26. La presse a dénoncé à plusieurs reprises les dépenses énormes faites par des institutions, des administrations et des organisations diverses pour organiser des banquets, importer des voitures, des appareils d'air conditionné, des vidéos, des meubles de luxe et pour distribuer des cadeaux (*China Daily*, 1^{er} septembre). Ces dépenses augmentent constamment depuis cinq ans (+ 21 % pour les premiers mois de 1991, selon des informations reçues par le *Financial Times* du 25 avril).

27. Rappelons qu'avant juin 1989 il y avait eu à plusieurs reprises des grèves. Par exemple, en 1988, plus de 200 grèves avaient été signalées dans des entreprises de plus de 1 000 ouvriers.

28. Par exemple, pour définir la situation d'un point de vue très général, on explique que le système socialiste a mis ses racines en terre chinoise mais, en tant que système nouveau et pas encore mûr, il n'a pas encore prouvé entièrement sa supériorité (éditorial du *Quotidien du peuple*, 1^{er} septembre). Voilà un exemple de ce que les Anglais appellent un *understatement*. Pour sa part, Zhao Ziyang, lorsqu'il était secrétaire du parti, avait avancé l'hypothèse que la Chine n'aurait pas atteint la phase socialiste, prélude de la phase communiste, avant 2050 (*Corriere della sera*, 23 décembre 1988).

CATHERINE SAMARY

Yougoslavie : questions pour un bilan

Le syndrome yougoslave guette l'URSS, les deux fédérations ont éclaté semble-t-il de la même façon, les crises se ressemblent jusque et y compris dans la difficulté à rétablir une « économie de marché », comme on dit, c'est-à-dire le capitalisme. De ce point de vue, la crise yougoslave illustre ce qu'il y a *de plus général* dans les impasses du « socialisme réellement existant ». A maints égards, l'expérience yougoslave dans les décennies passées a anticipé bien des conflits et contradictions surgissant plus tard ailleurs, en Europe de l'Est et en URSS.

Mais le cas yougoslave ajoute quelque chose au bilan : la Slovénie et la Croatie n'ont pas été annexées à la Yougoslavie de force, comme les républiques Baltes à l'URSS ; le régime « titiste » a résisté à Staline ; enfin, l'économie « de commandement » n'existe plus en Yougoslavie depuis des décennies. Il faut interpréter *de façon spécifique* l'éclatement d'une fédération qui n'était pas une « prison des peuples ». De même faut-il dresser un bilan particulier de la crise économique yougoslave : les réponses libérales marchandes actuelles ont tiré

argument de l'échec de l'autogestion yougoslave, identifié à l'échec de toute troisième voie entre capitalisme et stalinisme. L'« économie de marché » doit s'imposer *contre* l'autogestion, dit-on, parce que celle-ci est inefficace face au marché... Il est donc important de prendre ce débat-là en tant que tel si l'on pense que la recherche d'une troisième voie reste du domaine du nécessaire et du possible : l'absence de choix, donc la fin de l'histoire, représente le pire des terrorismes de la pensée libérale. Il rejoint paradoxalement le déterminisme vulgaire du soi-disant marxisme du monde stalinien d'autrefois, en inversant simplement les couleurs de ce qui était noir ou blanc.

Certes, tout n'est pas possible dans un contexte donné. Mais il était nécessaire et possible de résister consciemment à une logique capitaliste qui, dans les conditions de la Yougoslavie, signifiait dépendance semi-coloniale, arriération et dictature. Il était nécessaire et possible de remettre en cause la *domination* de rapports marchands au profit de choix solidaires et conscients de développement régional, matériel, social et culturel. Il était nécessaire et possible de faire appel à des mobilisations populaires enfin de résister à Staline et de lutter contre la dictature d'une bureaucratie parasitaire.

En réalité, l'expérience yougoslave, si on veut bien l'étudier sans la réduire à la dernière décennie, démontre plutôt le bien-fondé de ces objectifs. Il y a eu sortie du sous-développement, amélioration du niveau de vie, résistance à Staline et réelles innovations dans la recherche d'un mode de planification laissant place à l'initiative. Mais il y a aussi échec final. Notre interprétation d'ensemble de cet échec peut se résumer en une idée centrale : c'est l'ambiguïté et les limites nationales de la rupture avec le stalinisme qui ont fondamentalement affaibli en même temps la capacité de résistance au capitalisme. C'est la raison pour laquelle il ne s'agissait pas réellement d'une troisième voie. Mais, dans une semi-rupture, il y a deux volets. On peut apprendre beaucoup de tout ce qui fut résistance à la logique capitaliste, notamment pour l'autogestion. De même qu'on peut aussi apprendre des résistances aux diktats de Staline : on peut, beaucoup plus qu'avec la Chine de Mao, en tirer des indications sur ce qu'aurait pu être une troisième voie. Car, survenant plus tôt et dans un autre contexte géopolitique, *la rupture yougoslave s'est légitimée au nom de la révolution d'Octobre, des soviets, de la Commune de Paris, de Marx contre Staline (et non pas au nom de Staline contre Khrouchtchev, comme le fit Mao...)*.

C'est pourquoi le « cas » yougoslave aura une portée plus générale. Il intervient d'ailleurs à plusieurs reprises quand on réfléchit à ces bifurcations de l'histoire, largement communes à l'ensemble du « bloc » des pays de l'Europe de l'Est qui auraient pu voir émerger d'autres scénarios : la tentative de mise en place d'une fédération ou confédération socialiste des Balkans, 1956, 1968...

Cette contribution à des débats nécessaires se fera donc en trois points : tout d'abord, contre les visions fatalistes de l'histoire, le repérage de ces moments clés où d'autres voies se présentaient ; puis, synthétiquement, un bilan des grandes

phases du système yougoslave pour cerner, en troisième lieu, quelques caractéristiques de la crise actuelle.

Les bifurcations de l'histoire

La rupture Staline/Tito en 1947 n'était pas affaire d'individus et ne concernait pas seulement l'URSS et la Yougoslavie. Les purges massives pour « titisme » relayèrent celles qui avaient été commises pour « trotskysme » et affectèrent les partis communistes au pouvoir, et souvent aussi les autres. Pourtant, les dirigeants de la révolution yougoslave avaient eu les mêmes pratiques stalinienne qu'en URSS contre leurs propres opposants. Tito s'était déclaré le « premier stalinien du monde » ; et, jusque et y compris à la V^e Conférence du PCY en 1948, ultime tentative d'éviter la rupture, les critiques envers l'URSS stalinienne étaient interdites et réprimées, politiquement et physiquement. Mais la révolution avait été en fait la première crise du stalinisme comme système de domination du mouvement communiste mondial : tout d'abord, elle ne respecta pas les limites des accords de Yalta et de la conception stalinienne de la lutte antifasciste. L'AVNOJ (Conseil antifasciste structuré sur une base fédérale par le PCY) proclama un gouvernement provisoire dans la clandestinité sur la base d'un deuxième pouvoir né de la lutte armée, *contre* les recommandations répétées et furieuses de Staline. Il y voyait un sabotage de sa diplomatie¹. L'évidente supériorité et popularité de la lutte des partisans dirigée par les communistes s'imposa aux Alliés (au détriment de la résistance royaliste des tchetniks). Staline ne put donc la nier. Mais il s'efforça de la subordonner par tous les moyens, politiques, économiques, policiers (le siège du Kominform placé à Belgrade était à cet égard commode).

L'impact de la révolution yougoslave fut profond régionalement : et *c'est sans doute la raison majeure qui décida Staline à la rupture*. Car — et voilà une première bifurcation possible de l'histoire — c'est une *confédération socialiste des Balkans qui se négociait, directement entre partis ouvriers de tous les pays concernés*, de la Yougoslavie à la Grèce, en passant par la Bulgarie, la Hongrie et l'Albanie... C'est le Bulgare Dimitrov qui le révéla naïvement à la *Pravda*... et dut s'en autocritiquer. Staline s'efforça d'imposer sa propre conception de la confédération, puis préféra tout faire capoter. Il dénonça la « clique titiste-fasciste alliée de l'impérialisme » et en imposa le blocus économique total de la part des pays « frères » remis au pas. La Yougoslavie était livrée à l'ennemi.

Mais, dans l'immédiat après-guerre, les pouvoirs occidentaux, eux-mêmes mal en point en Europe, ne pouvaient guère espérer changer la nature du jeune pouvoir yougoslave : l'aide qui lui fut fournie visait à faciliter une « dissidence » face à l'URSS afin d'affaiblir celle-ci et de peser sur la politique étrangère du régime yougoslave. Mais elle n'avait pas les relais intérieurs capables de changer le cours des transformations sociales entamées par le PCY. La fermeture des frontières yougoslaves aux résistants grecs, l'attitude complaisante face à l'intervention en Corée ont été sans doute des contreparties politiques de l'aide reçue. Mais le pouvoir yougoslave cherchera simultanément à consolider sa base sociale

ouvrière et sa capacité de résistance : la politique d'intense industrialisation planifiée et l'introduction, par en haut, de l'autogestion dès le début des années cinquante eurent cet objectif. Manifestement conscients des dangers d'une dépendance durable envers les Etats-Unis, les dirigeants yougoslaves rétabliront au plus vite les liens avec l'URSS dès la mort de Staline (perdant alors l'aide militaire américaine). Malheureusement, l'expérience répétée leur montrera qu'une trop grande dépendance envers l'URSS sera elle aussi dangereuse.

Les événements de 1956 le démontreront. Ils représentent une deuxième bifurcation possible de l'histoire ; et elle concerne à nouveau l'ensemble des pays de l'Europe de l'Est. Dans la foulée du rapport Khrouchtchev éclatèrent les révolutions antibureaucratiques de Hongrie et de Pologne. Les conseils ouvriers hongrois et polonais furent glorifiés par le régime yougoslave comme l'illustration du caractère socialiste universel de leur propre choix autogestionnaire. Ils en tirèrent une légitimation de leur rupture avec Staline. C'est dans ce contexte et avec cette approche que se tint le premier congrès des conseils ouvriers yougoslave, à la même époque. Mais, avec un comportement centriste et hésitant envers un Khrouchtchev qui les avait publiquement réhabilités, les communistes yougoslaves laisseront accomplir l'intervention soviétique en Hongrie et l'assassinat d'Imre Nagy. Cependant, ces épisodes furent une nouvelle source de tensions : le Parti communiste d'URSS ne viendra pas au congrès de 1958 et les relations économiques se tendirent à nouveau. *De ce point de vue, l'intervention soviétique poussera le régime yougoslave vers une plus grande insertion dans le monde capitaliste. Ce processus se fera contradictoirement au travers d'une extension des droits autogestionnaires (voir point suivant).*

Les grèves ouvrières croissantes contre les effets des réformes marchandes après 1965, les revendications socialistes autogestionnaires et internationalistes du mouvement étudiant de juin 1968 auraient pu, victorieuses, rejaillir sur le Printemps de Prague. *Il est frappant que 1968 soit à nouveau une de ces dates à portée mondiale qui verra en Yougoslavie des voies alternatives se confronter.* L'échec de 1968 et la répression des années soixante-dix marqueront la rupture profonde de l'intelligentsia avec le régime, mais aussi avec le marxisme. L'intervention des tanks soviétiques à Prague agira dans le même sens en Tchécoslovaquie et dans les pays de l'Europe de l'Est en général.

Quelques remarques de conclusion sur ces bifurcations :

1. Il faut en premier lieu souligner le rôle de l'URSS — de sa stalinisation, des purges imposées ailleurs, de son usage des contraintes économiques sur les pays frères, de ses interventions armées — dans les tournants de 1947, 1956, 1968 : car c'est dire à quel point *l'échec est d'abord dû à des causes politiques.*

2. Chacun de ces tournants eut aussi une portée au moins régionale. Et telle était *l'échelle à laquelle un réel « camp socialiste », humainement et économiquement attractif par sa démocratie économique et politique et son efficacité propre, aurait été en mesure de résister à la force des pressions capitalistes mondiales.*

3. La révolution yougoslave était donc étroitement dépendante des développements environnants. En même temps, elle pouvait aussi contribuer à les influencer — ce qu'elle a partiellement fait à plusieurs reprises. C'est pourquoi l'histoire propre du régime yougoslave doit être étudiée en tant que telle. La révolution yougoslave n'était pas plus « artificielle » que la révolution d'Octobre, bien qu'elle ait été marquée dès ses origines par des pratiques staliniennes et bureaucratiques : là aussi, au plan interne, les facteurs politiques ont une responsabilité centrale dans les avancées comme dans les échecs.

4. *La révolution était porteuse d'un potentiel de progrès socio-économiques et de réalisation des droits nationaux* qui s'est amplement confirmé par comparaison avec la domination capitaliste et grand-serbe de l'entre-deux-guerres. *Et c'est la raison de l'échec de Staline.*

5. C'est aussi là qu'allait se mesurer la capacité de résistance aux pressions capitalistes : lorsque Staline « excommunia » les communistes yougoslaves, il escomptait que, s'il ne réussissait pas à les écraser, la réalité rejoindrait rapidement la calomnie et que la Yougoslavie basculerait dans la restauration capitaliste. *Mais si les pressions allant dans ce sens se sont manifestées dans le cours des réformes marchandes, une réelle dynamique restaurationniste ne s'est enclenchée qu'avec la crise d'ensemble actuelle. C'est la remise en cause du niveau de vie, des droits sociaux et nationaux acquis, dans un contexte d'absence d'alternative socialiste, qui ouvrira l'ère de la restauration capitaliste.* Sur ce plan, le tournant en Yougoslavie date du début de la décennie quatre-vingt où s'ouvre une période d'austérité sous la pression de la dette extérieure. Mais l'échec ne vient pas de rien. Il faut donc le comprendre comme *échec du système yougoslave*, de ses réformes successives et du mode d'insertion de la Yougoslavie dans l'économie mondiale.

L'échec d'un système : quelles caractéristiques ?

L'autogestion et le fédéralisme yougoslaves peuvent être évidemment étudiés séparément. Nous soulignerons plutôt ici l'étroit parallélisme de leur évolution dans l'histoire yougoslave. Car l'un et l'autre, une fois consommée la rupture avec Staline, vont être à la base des particularités du régime « titiste » et vont connaître une histoire commune.

Rompre avec la « patrie du socialisme » jusque-là glorifiée n'était pas rien en 1947. Comme on l'a dit, l'autogestion avait été introduite pour consolider la base du régime dans une période d'isolement créée par le blocus soviétique. Elle fut dès lors une des formes essentielles et durables de la légitimation du pouvoir « titiste ». La question nationale s'était quant à elle imposée à un parti qui n'aurait jamais pu être victorieux dans sa lutte pour le pouvoir sans l'organisation fédérative de l'armée populaire puis du nouvel Etat. *On peut dire globalement que les piliers du régime seront : l'augmentation des droits de l'autogestion et des républiques accompagnée d'une hausse de niveau de vie.* Mais quelle articulation y avait-il

entre autogestion, républiques et Etat/parti fédéral dans la prise de décision politique et économique ?

Dans l'un et l'autre domaine — autogestion et droits nationaux — le comportement des dirigeants communistes sera le même : pragmatisme considérable dans la limite d'un système de parti unique qui perdurera jusqu'en 1989, en dépit de son éclatement croissant sur des bases nationales. Les réponses « titistes » aux mouvements d'en bas furent toujours une combinaison de répression et de concessions. Cela signifiera en pratique l'interdiction des mouvements indépendants, qu'ils soient en fait syndicaux, nationaux ou politiques. Mais, comme sur tous ces terrains les conflits ne manquèrent pas de surgir, on s'éloignera donc du mode de planification administratif en élargissant *les marges d'initiatives et les droits des entreprises et des républiques ou provinces*. Mais sans pluralisme politique, sans confrontation de programmes alternatifs, sans réelle transparence des choix, sans remise en cause du monopole de pouvoir détenu par un parti sans droit de tendance, sans démocratisation de l'Etat et des modalités de planification.

Les pouvoirs légaux de l'autogestion ouvrière et ceux des républiques et provinces vont s'accroître, au fil des grands tournants institutionnels, jusqu'à la mort de Tito en 1980, coïncidant avec la crise économique. Mais leur réalité et leur efficacité doit s'interpréter dans le contexte du système politique et du mode de régulation économique : c'est-à-dire de l'articulation plan/marché/système politique. Sans entrer ici dans le détail, il faut dire que cette articulation a changé au cours de trois grandes périodes marquées par des réformes². On peut seulement rappeler les traits essentiels qui les ont caractérisées :

Du début des années cinquante jusqu'en 1965, les grands choix stratégiques demeurent planifiés, s'imposant à l'autogestion comme aux républiques. L'Etat/parti reste très fédéraliste, c'est-à-dire doté d'un pouvoir central qui s'impose aux républiques. Il s'impose également à l'autogestion (en fait cogestion partagée entre pouvoirs locaux, directions d'entreprise, collectifs de travailleurs et syndicats). Celle-ci s'exerce alors dans le cadre de contraintes de normes, de prix, de taxes et de crédits qui sont en fait les nouveaux instruments de la planification, à la place des ordres directs : outre les normes imposées dans la répartition du surplus entre les différents fonds de l'entreprise, il peut y avoir « autofinancement » et choix décentralisé d'investissement, mais des subventions qui incitent à choisir les sources d'énergie nationales, des taxes sur les profits qui limitent les capacités d'autofinancement et rendent l'entreprise tributaire des crédits centraux ; ceux-ci peuvent dépendre à leur tour des secteurs jugés prioritaires, le système bancaire étant dans ce cas un instrument d'application du plan.

Les tensions autogestion/Etat et républiques/Etat qui s'expriment dans cette période n'empêchent pas une des plus fortes croissances au monde (une moyenne supérieure à 10 %) accompagnée d'une réelle amélioration de niveau de vie. La victoire contre le fascisme, puis la résistance à Staline, enfin l'amélioration du niveau de vie ont stabilisé le pouvoir des communistes. Le socialisme est traité comme un objectif à atteindre et la société yougoslave fait l'objet d'approches

marxistes critiques dont l'influence est prépondérante dans l'intelligentsia et la jeunesse.

Des régions entières sont industrialisées, mais non sans gâchis bureaucratique, investissements de prestige et coûts parfois exorbitants. Les tensions avec l'URSS ont poussé à se tourner davantage vers le monde capitaliste pour équilibrer les dépendances. Mais, au milieu de la décennie soixante, les pressions en faveur d'un accroissement des rapports marchands sont exprimées par la montée du rôle des « économistes ». Les partisans du « socialisme de marché » sont les idéologues d'une autogestion libérée des contraintes du plan et de l'Etat pour se soumettre aux lois de la concurrence ; ils sont en même temps défenseurs d'une croissance plus rapide des républiques riches avec réduction du rôle redistributif du plan jugé inefficace ; ils s'appuient enfin sur le décollage économique pour justifier la diminution des protections dans le commerce extérieur afin d'exercer les pressions de la compétition mondiale sur une économie qu'on veut plus efficace.

La réforme de 1965 (interrompue en 1971) vise donc un recours à des méthodes et pressions capitalistes sur une économie non capitaliste : les entreprises autogérées vont être plus « libres » mais de plus en plus soumises à la logique d'une compétition marchande entre elles-mêmes et face au marché mondial. Il y aura une augmentation des pouvoirs des entreprises et des républiques au détriment du centre (au niveau de l'Etat et du parti) mais sur la base d'une extension des rapports marchands. Bien que le chômage apparaisse, il n'est pas lié à des mécanismes de compression d'effectifs, encore moins de mises en faillite : il est dû à l'insuffisance d'investissements et au ralentissement de l'embauche sous le jeu des contraintes marchandes ; mais les travailleurs utilisent leurs droits d'embauche et de licenciement pour assurer la sécurité du travail. Il n'existe pas non plus de marché du capital ; l'enrichissement sur la base du travail d'autrui est étroitement limité à cinq salariés et la privatisation illicite est très impopulaire. Le droit de gérer le surplus des entreprises appartient aux conseils ouvriers, ce qui limite l'enthousiasme des investisseurs étrangers, pourtant désormais autorisés dans le cadre d'entreprises mixtes.

Globalement, des conflits verticaux (travailleurs/*managers*) et horizontaux (face aux inégalités dues au marché) se développent de 1968 à 1971 et s'expriment politiquement dans le mouvement étudiant qui revendique l'« autogestion de bas en haut », l'arrêt des privatisations, des privilèges, de la censure, des rapports marchands dans les domaines culturels notamment. Mais, dans les républiques riches, les revendications nationales iront en sens inverse : accentuation de l'autonomie financière, économique et politique. La logique marchande favorise les secteurs en bonne position sans que les autres n'acceptent les règles de ce jeu-là : l'inflation se déploie avec les inégalités de branches et de régions — c'est-à-dire aussi selon les républiques et provinces. Plusieurs logiques de distribution des revenus entrent en conflit : « selon son travail » ou selon les résultats des ventes sur le marché, le tout se combinant avec une distribution selon la position dans l'appareil... Les écarts de niveaux de vie se creusent. Les grèves s'étendent. Mais aussi les conflits entre les pouvoirs républicains et le centre fédéral autour de la

question des devises : celle-ci concerne surtout la Croatie dotée de côtes touristiques.

Après les grèves et le mouvement étudiant de la fin de la décennie, le « **printemps croate** » de 1971 sera le catalyseur d'un ultime tournant « titiste » : répression de toutes les dissidences, réaffirmation du « rôle dirigeant du parti » favorisé par le système électoral ; renforcement du rôle de l'armée dans l'appareil d'Etat — c'est le côté face. Côté pile, il y aura la nouvelle « loi sur le travail associé » et la confédéralisation du système. A nouveau les droits des travailleurs et ceux des républiques et provinces sont renforcés : les premiers, au détriment des pouvoirs technocratiques qui s'étaient renforcés dans la phase antérieure, et sur la base d'un nouveau système de planification contractuelle entre « unités de base du travail associé » (équivalents des ateliers ou petites entreprises supposées mieux contrôlables par les travailleurs) ; quant aux questions nationales, Tito prépare l'« après-titisme » en introduisant des formes collégiales de direction. Celles-ci doivent respecter la « clé ethnique », c'est-à-dire une représentation égalitaire des républiques et provinces quelle que soit leur taille, une rotation annuelle de la présidence et un droit de veto.

La décennie soixante-dix sera la dernière période de croissance économique. Mais il s'agira d'une croissance fondée sur un endettement intérieur et extérieur considérable. Au moment où le monde capitaliste entre en crise, les pays de l'Europe de l'Est et la Yougoslavie recevront, comme les pays du « Sud », d'abondants crédits pour couvrir des importations massives. Le régime yougoslave, dans cet ultime tournant avant la crise, tempérera ses dépendances envers le monde capitaliste par des échanges croissants avec les pays du COMECON. Mais ceux-ci sont par essence équilibrés sur des bases de troc, même s'ils sont libellés en devises. La Yougoslavie exporte facilement vers l'Est mais y trouve moins de produits à importer. Le gros de la dette se creuse vers les pays à monnaie convertible, notamment après les chocs pétroliers : se fiant aux prix mondiaux dans la décennie soixante, la Yougoslavie avait largement renoncé à exploiter son charbon. Elle se voit forcée d'opérer des reconversions douloureuses et lentes. Son économie se compartimente à l'extrême, utilisant toutes les marges d'un financement illimité des investissements : la planification contractuelle qui a remplacé la compétition marchande de la phase antérieure signifie pratiquement un système bancaire subordonné aux entreprises endettées et aux pouvoirs locaux et républicains. Le chacun-pour-soi se développe sans aucun mécanisme de résorption des gâchis. Les régions dotées de traditions industrielles creusent leur écart avec les autres et se tournent de plus en plus vers les échanges avec l'Europe de l'Ouest...

La crise

La dette est le prix à payer d'une inefficacité intérieure croissante. Elle s'aggrave au début de la décennie quatre-vingt avec la hausse des taux d'intérêt et

du dollar dans le contexte d'échanges mondiaux qui se concentrent entre pays riches.

L'autogestion a continué à protéger les entreprises en faillite des fermetures et licenciements. Elle a donc été jugée responsable de l'inefficacité du système par les experts libéraux marchands. Mais, pour eux, et derrière eux pour les créditeurs, les lois du marché signifiaient un Etat fédéral fort capable de les imposer non seulement contre l'autogestion mais aussi contre les pouvoirs républicains et provinciaux. Ceux-ci tentent de leur côté de consolider leur base en jouant sur la corde nationaliste.

La crise est donc à la fois celle de l'autogestion et du fédéralisme au moment même où l'austérité et le remboursement de la dette deviennent les principaux objectifs du gouvernement fédéral. Parce que les piliers du régime s'effondrent, il y a nécessairement aussi crise du « socialisme », crise politique et morale creusée par la corruption, le carriérisme dans l'appareil de l'Etat/parti. Ce dernier a réprimé ses intellectuels les plus prestigieux dans la décennie soixante-dix. Au cours des années quatre-vingt, les travailleurs le quitteront en masse.

Jusqu'en 1989, la crise yougoslave sera d'abord le produit de ses contradictions propres. Les réformes Gorbatchev seront regardées avec un relatif désintérêt dans ce pays où elles ont déjà été appliquées, à maints égards. La Slovénie connaît plus tôt que les autres une certaine démocratisation de la vie politique avec le développement de mouvements alternatifs tolérés par les communistes réformateurs. Mais l'éclatement final du/des parti(s)/Etat et l'explosion du pluralisme sera stimulé par les bouleversements à l'œuvre en Europe de l'Est au tournant de la décennie.

La restauration capitaliste s'avérera aussi menaçante de régressions socio-économiques et aussi difficile en Yougoslavie (en Slovénie ou en Croatie) qu'en Pologne. Elle passe par des changements gouvernementaux qui s'efforcent de modifier l'Etat et, derrière lui, les rapports de production et de propriété. *Mais à quel niveau (républicain, fédéral ?), au bénéfice de quel pouvoir d'Etat et de quelles couches sociales cette restauration s'opérera-t-elle ?* Les questions sont les mêmes qu'en URSS. La suppression des droits d'autogestion et l'appropriation républicaine de la propriété passent pour l'instant par des projets d'étatisation fragiles : le nationalisme risque de se heurter à de nouvelles dominations venant des multinationales ou des puissants voisins capitalistes. Mais, dans l'immédiat, les enjeux sociaux-économiques sont relégués à l'arrière-plan (sauf partiellement déjà en Slovénie) par la guerre qui s'étend sans se déclarer. Elle recouvre plusieurs causes.

Les guerres dans la guerre

La crise a fait naître des tendances à la recentralisation et des tendances à l'éclatement derrière lesquelles se sont affirmés évidemment des enjeux de pouvoir. Ils se combinent au processus de restauration capitaliste et donnent naissance à plusieurs types de conflits simultanément à l'œuvre :

Le premier a opposé feu le gouvernement libéral marchand d'Ante Markovic et les pouvoirs (eux aussi libéraux marchands) des républiques croate et slovène. Lorsque l'armée fédérale est intervenue en Slovénie en juin dernier, elle avait le soutien du gouvernement Markovic et, de fait, des puissances occidentales. Mais ils ont été confrontés à la force des résistances républicaines et à la logique propre de l'armée.

Le deuxième type de conflit oppose en effet tous les pouvoirs républicains affirmant leur souveraineté ou leur indépendance et l'armée fédérale, dont la raison d'être et les privilèges dépendent du maintien d'un Etat yougoslave. Dans la mesure où le pouvoir central de Ante Markovic n'avait aucun soutien républicain, la seule force défendant un projet d'Etat yougoslave (fût-il une « Serboslavie ») demeure le pouvoir serbe. C'est pourquoi l'armée a eu tendance à s'y rallier en perdant ses caractéristiques d'armée plurinationale.

C'est dire que le troisième conflit, celui qui occupe le devant de la scène, dresse le pouvoir serbe de Slobodan Milosevic (appuyé par le Monténégro) contre ses propres provinces et contre toutes les autres républiques. Car le projet de réunion des Serbes dans un même Etat désormais avancé par les autorités serbes, soutenues par l'armée fédérale, remet en cause l'intégrité et l'identité des autres républiques. Ce nationalisme-là a pour différence avec celui des autres qu'il est aujourd'hui soutenu par l'armée, ce qui lui donne les moyens d'une politique expansionniste. Celle-ci a pu se déployer en s'appuyant sur un puissant levier : la dénonciation des menaces de « génocide » antiserbe provenant de l'Etat croate indépendant, abusivement assimilé à l'Etat oustachi de 1941. Le soulèvement réel d'une partie de la population villageoise serbe de Croatie s'accompagne d'un terrorisme envers tous les Serbes qui « collaborent » en souhaitant la coexistence. La propagande redoutable des médias officiels serbes, exploitant le souvenir des crimes de l'Etat oustachi de 1941, s'appuie sur l'existence de réels groupes oustachis et sur le nationalisme grossier initial du gouvernement Tudjman.

Une Yougoslavie artificielle ?

L'équilibre des droits nationaux sanctionné par la dernière Constitution du temps de Tito, celle de 1974, s'est trouvé pour la première fois rompu par le pouvoir de Slobodan Milosevic à partir de 1986 : celui-ci a réaffirmé la souveraineté de sa république au détriment des droits acquis par les provinces autonomes du Kosovo et de la Vojvodine³. Les manifestations de soutien à la cause des Albanais du Kosovo, en Croatie et en Slovénie, furent bientôt abandonnées au profit d'un repli de chaque pouvoir républicain sur sa propre cause. Les changements constitutionnels républicains puis les déclarations unilatérales d'indépendance de la Slovénie et de la Croatie ont été à leur tour des viols d'une Constitution qui n'accepte la dissolution du cadre yougoslave que de façon concertée (c'est de cette légalité que se réclament l'armée yougoslave et les pouvoirs serbes). Mais, finalement, l'éclatement ne révèle-t-il pas le caractère artificiel de la Yougoslavie ? La démocratie n'est-elle pas la fin d'une cohabitation forcée des différentes nations et

nationalités ? L'indépendance de chacune d'entre elles ne doit-elle pas s'imposer unilatéralement comme un progrès ?

L'étroite imbrication des nations et nationalités sur le territoire yougoslave (et des Balkans) justifiait au contraire une fédération ou confédération comme meilleure réponse à la question nationale que l'impossible Etat ethniquement pur ou l'Etat/nation assimilateur, comme l'était la première Yougoslavie. La recherche commune d'une réponse fédérative, la cohabitation et les mariages mixtes, malgré les atrocités de la Seconde Guerre mondiale, ont été une réalité pendant plusieurs décennies. Seuls les Albanais du Kosovo ont été réduits à accepter de force le repli sur la Yougoslavie après l'échec de la confédération des Balkans. Et, même encore jusqu'à l'été, la réponse dominante était une nouvelle union d'Etats souverains et non la simple dissolution. Elle demeure une réponse nécessaire pour des raisons de territoires ethniquement mélangés. Mais elle serait aussi un moindre mal pour gérer de grandes différences de développement économique dans un contexte où l'offensive libérale pour un marché unifié les creuserait encore davantage. Mais elle ne serait un progrès que si la souveraineté des Etats signifiait contrôle démocratique par les populations concernées des grandes questions les affectant : la nature du pouvoir, sa forme, les droits nationaux pluralistes, les liens avec les autres communautés et les choix socio-économiques ne sont donc pas des suppléments d'âme. Une autodétermination qui se fait sur le dos des minorités ou des autres nations et nationalités n'est guère progressiste. Nous sommes devant une situation historique qui n'est ni celle d'une libération du joug colonial, ni celle des annexions forcées, ni celle d'une Yougoslavie dominée par une nation...

L'éclatement actuel n'est pas le produit de la démocratie ; il est le fait de pouvoirs non démocratiques, d'une part, et le résultat d'une profonde crise socio-économique qui a creusé les écarts, d'autre part. Les uns (les plus riches) pensent qu'ils seraient plus riches encore sans avoir à trainer le boulet des autres « incapables ». Ils espèrent pouvoir plus facilement se raccrocher à l'Europe capitaliste tout seuls pendant que le bateau coule ; et les autres s'estiment brimés par l'arrogance des premiers et lésés par une division du travail qui faisait d'eux des fournisseurs de matières premières à des prix inférieurs au cours mondial. Les menaces de recentralisation par le totalitarisme du marché ou par celui d'un pouvoir grand-serbe allié à l'armée ont été les causes immédiates d'un éclatement nourri par d'autres causes, plus profondes.

La réalité est que l'absence de transparence du système, l'absence de contrôle par les intéressés sur les choix et résultats, donc l'absence d'autogestion au plan des enjeux stratégique, ont miné toutes les solidarités. Les relations marchandes n'ont fait et ne feront qu'aggraver cette opacité et cette désagrégation. Il n'est pourtant pas possible de se passer d'un certain marché, de rapports avec le capitalisme mondial, d'un certain appel aux capitaux privés... Toute la question est : pour quoi faire ? Donc qui décide, qui contrôle, qui juge ce qui est moyen efficace (du point de vue des communautés concernées) ou pas ?

1. Voir *Histoire des démocraties populaires*, de François Fejtő, ainsi que les récits de l'historien officiel du régime yougoslave, V. Dedijer, et ceux de Milovan Djilas.

2. Voir C. Samary, *le Marché contre l'autogestion — l'Expérience yougoslave*, Publisud/La Brèche, 1988 ; et les *Cahiers de l'Institut de recherche et d'études d'Amsterdam*, « Plan, marché et démocratie ».

3. Voir, dans *Inprecor/IVP*, les articles de Michèle Lee et C. Verla sur la Yougoslavie, et notamment le Kosovo ; voir également le numéro spécial de *Quatrième Internationale* n° 9, août-septembre 1982, sur la question nationale.

JAN MALEWSKI

Réflexions sur la conscience de la classe ouvrière polonaise

Après deux décennies marquées par de très nombreuses luttes et plusieurs victoires significatives, après avoir contribué de manière décisive au renversement du régime bureaucratique, la classe ouvrière polonaise semble aujourd'hui désarmée face aux attaques qu'elle subit depuis deux ans. Baisse très sensible du niveau de vie, montée fulgurante du chômage, privatisation et fermeture d'entreprises, remise en cause du droit au logement acquis avec la nouvelle loi autorisant les expulsions pour retard de paiement du loyer (alors que les loyers ont connu une hausse vertigineuse) — les effets de la transition à rebours vers le capitalisme constituent une remise en cause sérieuse du statut du travailleur tel qu'il fut fixé durant les décennies qui ont suivi la guerre. Il y a quelques années, une seule de ces attaques aurait sans doute mis le feu aux poudres et provoqué une levée en masse. Aujourd'hui, la combativité traditionnelle des travailleurs de Pologne a fait place au désarroi. Le très fort sentiment de solidarité ouvrière, que la libéralisation du régime après la victoire de la grève d'août 1980 avait permis de voir au grand jour, disparaît au profit de liens plus ténus de solidarité catégorielle, quand ce n'est pas

au profit de la recherche de solutions individuelles. Face à l'adversité, la classe ouvrière polonaise manque de confiance dans ses propres forces.

Ce constat amène à poser la question du mode particulier de la formation de la conscience de classe dans les formations sociales qui, à l'instar de la formation sociale polonaise après 1948, étaient issues de la confiscation au profit d'une couche bureaucratique parasitaire d'une large part des fruits du renversement du capitalisme. La décennie ouverte par le coup de force du général Jaruzelski en décembre 1981 fut marquée par une accumulation d'échecs de la classe ouvrière : la déstructuration des organisations dont elle s'est dotée au cours de la montée révolutionnaire de 1980-1981 et une répression qui, sans être spectaculaire (il y a eu somme toute peu de morts en comparaison avec les exemples d'autres contre-révolutions), était néanmoins massive et terriblement efficace (les licenciements politiques se chiffrent par milliers au cours de cette période¹). Cependant, le désarroi qui a suivi la victoire démocratique de 1989 et le début de la mise en place de rapports capitalistes dans l'économie ne peut être expliqué par la seule accumulation de défaites au cours de la période précédente. C'est, bien au contraire, le remplacement de l'adversaire traditionnel (la bureaucratie et son mode de domination) par un nouvel adversaire, insaisissable et innommable pour ceux qui continuent à percevoir la réalité au travers du schéma hérité du passé, qui permet une tentative d'explication du désarroi actuel.

La mise en place de la dictature stalinienne : une rupture dans la conscience de classe

Les historiens polonais se sont depuis longtemps attachés à décrire le système stalinien en Pologne comme un produit d'importation, illégitime dès sa conception. Il est vrai que l'instauration du pouvoir bureaucratique — dont l'achèvement eut lieu avec la fusion des deux partis politiques se réclamant de la classe ouvrière (le Parti socialiste polonais² et le Parti ouvrier polonais³) au sein d'une organisation monolithique nommée Parti ouvrier unifié polonais en 1948 et la mise hors la loi de toutes les organisations politiques et sociales pouvant échapper au contrôle de celui-ci — devait beaucoup à l'omniprésence de l'armée soviétique après la défaite des nazis. Une telle vision pêche par son caractère unilatéral. Les dernières années de la guerre ont été marquées en Pologne comme ailleurs par une vague de radicalisation politique et sociale qui a connu son apogée avec l'insurrection d'août 1944 à Varsovie⁴. Au lendemain de la Libération, des conseils ouvriers ont fleuri spontanément dans de nombreuses usines, et ce sont eux qui ont fait les premiers pas visant à remettre en marche la production. Enfin, la résistance polonaise — pro-occidentale dans sa majorité — était porteuse d'un projet de transformation sociale à bien des égards plus avancé que le projet des staliniens. En 1944-1945, la population urbaine de la Pologne était donc sans doute acquise dans sa majorité à l'idée d'une transformation socialiste du pays. C'est ce sentiment qui permet d'expliquer comment le petit parti stalinien a parvenu à se soumettre

une large partie des classes laborieuses entre 1944 et 1948, malgré son manque de légitimité nationale. Le programme du PPR pouvait en effet apparaître sous bien des aspects comme une représentation particulière des aspirations des travailleurs. La terreur comme la centralisation d'emblée excessive pouvaient être justifiées par l'ampleur des transformations en cours et l'existence d'opposants (peu nombreux mais armés) à ces transformations. Enfin, durant les années de l'immédiat après-guerre, la reconstruction du pays était une nécessité admise par la très grande majorité de la classe ouvrière. L'Etat-parti stalinien avait été capable de répondre à cette aspiration — relevant à la fois du bon sens et de la dignité nationale bafouée par les nazis — en offrant un cadre organisé à l'effort. Les brigades de jeunes constituées à cette occasion furent un des modes privilégiés du recrutement stalinien au sein de la nouvelle classe ouvrière et, plus généralement, dans la jeunesse.

Avant 1956, la classe ouvrière polonaise, ses opinions et son statut social n'ont pour ainsi dire pas été étudiés. La sociologie avait en effet été proclamée « science bourgeoise » et l'accès dans les entreprises était généralement interdit aux chercheurs. Cependant, en 1949-1951, une enquête a été réalisée dans trois usines textiles de Lodz. Une des enquêtrices d'alors, la sociologue Hanna Swida, a rendu compte de cette enquête en 1989⁵.

Ses résultats semblent être assez représentatifs en ce qui concerne une partie (minoritaire) de la classe ouvrière de cette époque, celle qui avait connu le statut du travailleur dans les entreprises privées d'avant-guerre. En effet, tant du fait de la répression nazie que de la promotion sociale de l'après-guerre, la classe ouvrière polonaise avait été largement renouvelée au cours de la première décennie de la domination stalinienne. L'industrialisation extensive avait amené dans les usines une main-d'œuvre jeune et peu qualifiée d'extraction paysanne alors que bon nombre d'ouvriers survivants de la guerre avaient été aspirés par l'appareil économique et administratif du nouvel Etat.

Ceux qui n'avaient pas changé de statut avaient en général une piètre opinion du nouveau régime. Ils comparaient leurs salaires, leurs horaires de travail et leur place au sein de l'entreprise avec ce qu'ils avaient connu au cours des années qui ont précédé la guerre — une période de relative prospérité capitaliste. Et ces comparaisons étaient autant de témoignages contre le nouvel ordre. Ils ne mâchaient pas leurs mots : « *Ils venaient aux réunions et criaient avec rage : "C'est dans un Etat des ouvriers que nous devons travailler douze heures par jour ? Alors pourquoi avons-nous lutté contre les capitalistes ? Même les capitalistes n'avaient pas osé nous l'imposer ! Nous ne sommes pas des esclaves !" Et ainsi de suite. Ils protestaient contre la mauvaise qualité des matières premières, qui leur interdisait de remplir les normes. Alors dans le capitalisme le fil était bon — hurlaient-ils — et sous le socialisme il se déchire* ⁶ ! » Mais la déception envers le nouveau régime, la rage au cœur ne conduisaient pas pour autant à une révolte collective. Après avoir vidé leur sac, après avoir pris collectivement à partie la direction de l'entreprise, ils en subissaient les règles. Certes, la législation répressive d'alors⁷ plaçait très haut la barre du risque liée à l'action collective. Mais, surtout, ce qui constituait un frein efficace à la mobilisation était le désarroi provoqué par l'absence de

perspectives. Les militants ouvriers d'avant-guerre qui n'avaient pas été intégrés par le nouveau régime avaient profondément intériorisé l'échec de leur lutte contre le capitalisme : « *Ils disaient que l'usine devrait être la propriété de ceux qui y travaillent, que c'est pour cela qu'ils avaient lutté avant la guerre. La plus-value — expliquaient-ils — ne devrait pas aller dans la poche du propriétaire de l'usine, mais appartenir aux ouvriers. Avec cet argent devaient être payés le directeur et les administratifs, qui seraient alors les salariés du collectif des producteurs. Les ouvriers devaient donc diriger le directeur, et non le contraire. C'est ainsi qu'ils s'imaginaient le socialisme avant la guerre. (...) Alors nous pouvions croire — disaient-ils — qu'un jour nous finirons par l'emporter sur les Poznanski et les Biederman [capitalistes de Lodz] et qu'enfin la justice régnera. Et maintenant nous n'avons plus aucun espoir. Nous allons vivre comme cela jusqu'à la mort, nos enfants et nos petits enfants connaîtront le même sort.* » Quant aux jeunes, « *ils n'avaient en fait aucun centre d'intérêt et leur mode de vie les assimilait au lumpenproletariat. Je crois que c'était l'effet de l'absence de perspectives.* »

L'instauration du mode de domination stalinien, qui se drapait frauduleusement de couleurs socialistes, avait provoqué une rupture profonde dans la conscience ouvrière. Les couches les plus conscientes et les plus combattives avaient été marginalisées ou intégrées. Les couches nouvellement prolétarisées vivaient douloureusement le choc entre les aspirations qui avaient été les leurs, lorsqu'ils quittaient la campagne pour la ville, et la réalité de leur nouveau statut. Bien que la propagande officielle portât aux nues la classe ouvrière abstraite, chaque ouvrier vivait quotidiennement sa dignité bafouée. L'atomisation des travailleurs, dans une situation où l'ensemble de la vie sociale avait été étatisée, ne leur permettait pas de comprendre la nouvelle situation.

Le seul grand mouvement de grève de cette période avait été le fait de mineurs des houillères du bassin de Dabrowa Gornicza, en mars 1951, qui avaient pu préserver encore une tradition d'organisation ouvrière indépendante⁸. D'ailleurs, à la suite de la grève, les organisations du POUP dans les mines concernées furent largement épurées — en haut lieu il fut décidé qu'elles étaient par trop marquées par la tradition du PPS.

Au contraire de l'oppression et de l'exploitation capitaliste, toujours réifiée par les rapports d'argent, l'oppression stalinienne et les formes spécifiques d'exploitation liées à ce mode de domination étaient directement perceptibles. Elles étaient la conséquence directe de la concentration du pouvoir dans les mains d'un appareil omnipotent, omniprésent et en même temps insaisissable (car ses décisions avaient été toujours prises « plus haut », échappant au contrôle des exécutants directs qui n'avaient d'autre choix que de les appliquer ou de perdre leur place). Leur mode de légitimation (« au nom de la classe ouvrière ») entraînait en contradiction avec la forme de leur application (la force nue de la police politique qui n'avait pas de comptes à rendre, même au parti de la classe ouvrière⁹). Toute tentative d'opposition apparaissait ainsi comme d'emblée vouée à l'échec.

Pour les jeunes paysans pauvres, devenus prolétaires, ce mode de domination ne pouvait qu'être identifié à celui qu'eux-mêmes et leurs pères avaient subi en tant que journaliers à la campagne, encore fortement marquée par les rapports

sociaux semi-féodaux avant 1945. Ils ne connaissaient l'exploitation capitaliste qu'au travers de la propagande stalinienne, manichéenne à souhait, qui avait évacué tout ce que cette exploitation a de spécifique. Ainsi, ils ne pouvaient pas prendre conscience de la spécificité de leur statut de prolétaires par rapport au statut d'autres groupes sociaux opprimés au sein de la société. Ainsi se dessinait d'une part, dans le langage officiel, une séparation entre une classe ouvrière largement mythique et abstraite aux yeux de ceux qui en faisaient partie et les « résidus des anciennes classes possédantes », eux aussi mythiques, d'autant plus que toute forme d'opposition, voire même de critique, d'où qu'elle vienne, était immédiatement assimilée à l'action de ces « résidus ». Cette vision bureaucratique de la société, fondée sur la « théorie » de l'exacerbation de la lutte de classe au fur et à mesure que le socialisme remportait des victoires sur les « résidus » en question, se heurtait à la réalité vécue par les travailleurs. Pour eux, la division sociale apparaissait comme passant entre les dirigeants et les dirigés, entre la minorité privilégiée (et souvent assimilée à la main de l'étranger russe) et le reste de la société (voire la « société » identifiée à la « nation »).

1956 : la jonction entre le parti « déstalinisé » et la nouvelle classe ouvrière

Il faudra attendre que l'omnipotence de l'appareil policier du stalinisme soit mise en cause au sein même de la bureaucratie, au cours de ce qui fut appelé la « déstalinisation ¹⁰ », pour que la classe ouvrière polonaise puisse accéder à l'activité indépendante. L'impulsion, qui culminera dans la grande grève des ouvriers de Poznan en juin 1956 et dans le mouvement des conseils ouvriers des années 1956-1957, viendra de l'intérieur de l'appareil du parti, de la nouvelle intelligentsia, c'est-à-dire des couches qui s'étaient largement identifiées au modèle stalinien, qui ont pris part à sa mise en place et qui, confrontant leur propre discours avec la réalité, ont pris conscience de la schizophrénie de la situation. En 1955, débordant les premiers pas de la libéralisation, le journal *Po Prostu* ¹¹ est devenu le centre de la révolte de ceux qui étaient censés être les janissaires idéologiques du régime. Et très vite, débordant le cadre limité des reportages et des débats concernant la seule intelligentsia, il s'est attelé à la critique sociale. Cette évolution trouvera un écho auprès de militants ouvriers du POUP de la jeune génération, qui constituaient cependant une petite minorité de la nouvelle classe ouvrière polonaise.

La grève de juin 1956 à Poznan, grève spontanée et qui a pris un caractère quasi insurrectionnel sans qu'une direction ouvrière n'apparaisse, a mis en valeur le peu de liens entre la classe ouvrière et ce qui se présentait comme « son pouvoir ». Ecrasée par les chars (le Premier ministre de l'époque, Jozef Cyrankiewicz, déclarait alors : « *Que chaque provocateur, chaque fou qui osera lever la main contre le pouvoir populaire soit sûr que le pouvoir la lui tranchera.* »), la révolte des ouvriers de Poznan a néanmoins servi d'accélérateur à la décomposition du régime stalinien. Elle indiqua aussi, pour la première fois à une échelle aussi large,

quelle était la force potentielle des ouvriers industriels sous ce régime. C'est ce sentiment de force, encore confusément perçu en 1956, qui sera le phénomène marquant de la conscience ouvrière en Pologne dans le futur.

En septembre, prenant appui sur les premières manifestations de l'activité autonome du prolétariat, l'hebdomadaire *Po Prostu* a présenté un programme pour l'autogestion ouvrière : « *La classe ouvrière, repoussée en dehors de l'exercice du pouvoir par l'appareil bureaucratique aliéné socialement au cours de la période stalinienne, exige aujourd'hui d'y prendre une part directe ; elle l'exige comme son dû et veut l'obtenir par elle-même. (...) Si les forces réactionnaires, bureaucratiques, parviennent à arrêter ce processus dans une usine, dans une ville, dans une région, le ferment reprendra dans une seconde usine, une seconde ville, une autre région — et ainsi de suite jusqu'à ce que les chaînes bureaucratiques soient brisées et que le pouvoir de décision et de contrôle dans tous les domaines soit passé dans les mains du prolétariat* ¹². » Cet article faisait écho à l'apparition des premiers conseils ouvriers à l'initiative des animateurs des structures du POUP des usines métallurgiques FSO et WFM de Varsovie.

A l'automne 1956, qui culminera en octobre avec les grandes manifestations de masse et le changement à la tête du parti, l'activité autonome de la classe ouvrière s'accroît rapidement. Les conseils ouvriers, lancés par la gauche du POUP — ces militants de la jeune génération ouvrière, en majorité d'extraction paysanne, souvent, comme les rédacteurs de *Po Prostu*, issus du mouvement officiel de la jeunesse du début des années cinquante —, se développent. Il ne s'agit pourtant pas d'un mouvement de toute la classe ouvrière. Les travailleurs, comme les autres, respirent dans le nouveau climat de libéralisation. Mais seule une minorité, souvent déjà active politiquement auparavant dans les rangs des organisations officielles, se lance à corps et à cris dans le mouvement. La majorité les regarde avec une prudente sympathie. Ce n'est que durant les quelques jours d'octobre 1956, lorsque l'intervention soviétique armée apparaît imminente, que la population se mobilise dans son ensemble : l'enjeu à ce moment-là n'est plus le pouvoir des travailleurs, mais l'indépendance nationale. L'alternative semble être entre le retour au stalinisme, avec la baïonnette étrangère dans le dos, et le maintien d'un pouvoir libéral. C'est ce que perçoit parfaitement Wladyslaw Gomulka, nouveau premier secrétaire du parti, lorsque, arrivant au pouvoir, il parle de la démocratisation comme de quelque chose allant de soi et met l'accent sur l'ordre, la souveraineté nationale et la responsabilité de chacun face à l'Etat-nation. La nouvelle direction du parti ne lésine pas sur les mots dans ses résolutions, puisant presque textuellement dans les revendications des masses, et se pose en garant du changement. Le discours est clair : rentrez chez vous, travaillez, nous ferons le reste. Et ce discours permet de marginaliser très rapidement la gauche antistalinienne radicale, dont nombre de militants vont être intégrés et les plus résolus cassés au cours des années suivantes.

Paradoxalement, 1956 apparaît à distance comme le moment d'une jonction entre le parti bureaucratique et la classe ouvrière. Confiante dans la nouvelle direction du parti-Etat, cette dernière prend foi dans le « socialisme réel ». Elle ne perçoit pas la normalisation menée par Gomulka comme une attaque contre ses

propres conquêtes et se satisfait de l'augmentation sensible de son niveau de vie qui l'accompagne. Mais cette normalisation n'est pas un retour à l'univers stalinien des années 1949-1954. Le nouveau régime, pour autoritaire qu'il soit, maîtrise bien mieux l'appareil policier et apparaît comme capable de doser la répression. Ce n'est plus le règne de la peur, mais plutôt celui d'un contrat établi entre un pouvoir autoritaire et la population. Cette dernière tire un profit raisonnable du ralentissement du rythme des investissements, qui permet une lente augmentation du niveau de vie durant les trois ou quatre années qui suivent.

Les conseils ouvriers seront la seule forme d'organisation des travailleurs apparue au cours de cette période. Ils resteront circonscrits à l'usine et ne parviendront pas à jouer le rôle d'organes d'autogestion. Les principales décisions continueront à leurs échapper. Aussi leur mise sous tutelle du parti en 1958, à l'occasion du vote d'une nouvelle loi, passera pour ainsi dire inaperçue. Les travailleurs ne chercheront pas à défendre leur propre mode d'organisation.

Comme nous l'avions mentionné, ce fut la jeune génération des janissaires révoltés du POUP qui avait marqué la conscience ouvrière durant toute cette période. Militants staliniens dévoués durant les années précédentes, saisis par le doute et radicalisés dans le combat contre la réaction stalinienne en 1955-1956, confiants dans la capacité du parti à s'autoréformer, ils ont vécu octobre 1956 comme l'achèvement de leur combat. Une minorité d'entre eux — et la rédaction de *Po Prostu* en faisait partie — a cherché à poursuivre le mouvement. Elle fut réprimée. La majorité au contraire prenait sa revanche sur l'histoire, aspirant à perpétuer le moment où elle était parvenue à établir une jonction entre le sentiment des masses et les besoins de la fraction dominante du pouvoir bureaucratique. Cherchant à préserver un statut de véritables dirigeants des masses et en même temps de militants dévoués du parti. La nouvelle classe ouvrière polonaise, qui après une période d'observation s'est jetée dans la lutte pour la démocratisation, a ainsi été privée d'une direction autonome. Le parti, après avoir « rétabli le lien avec la classe ouvrière », redevenait l'instrument docile de la bureaucratie au pouvoir, jouissant pour la première fois dans son histoire d'une tolérance, sinon d'un soutien, de la majorité des travailleurs.

Il est significatif que, en 1956, les traditions d'organisation de l'ancienne classe ouvrière polonaise n'aient joué qu'un rôle limité. Bien sur, elles avaient fécondé la réflexion de la gauche d'octobre. Mais le ressentiment des bases ouvrières du PPS lors de la liquidation de ce parti dans le cadre de sa fusion avec le parti stalinien en 1948, ressentiment qui, comme on avait vu, était encore vivace au début des années cinquante, ne s'est pas manifesté. Il n'y a pas eu de tentatives significatives de création d'organisations politiques ouvrières indépendantes¹³. Quant aux syndicats, s'ils furent régénérés à la base, leur structure bureaucratique n'a pas été remise en cause et leur démocratisation fut donc de courte durée.

En 1956 apparaissent ainsi toutes les limites de la nouvelle conscience de classe en formation : les travailleurs s'organisent contre « la bureaucratie » en général, ce qui signifie à la fois contre les chefs directs, petits et grands, et contre les staliniens au sein du parti-Etat. Cet Etat — avec sa structure et son appareil — continue à être valorisé positivement : un Etat « polonais » d'abord, « socialiste »

dans un deuxième temps. En tant qu'« Etat polonais », il est le leur. En tant qu'« Etat socialiste » il a des devoirs envers eux et eux ont des comptes à lui rendre. Une barrière invisible persiste dans leur conscience entre l'Etat et eux-mêmes. Ce n'est pas « leur Etat », c'est un « bon Etat ». Ils en sont les sujets, non les acteurs. Ils n'aspirent pas à en être des acteurs. La division entre ceux qui dirigent et ceux qui subissent la direction en travaillant reste profondément ancrée dans la conscience de la majorité. Et cette prédisposition à déléguer le pouvoir, à faire confiance aux nouveaux chefs en leur abandonnant la gestion, constitue le phénomène le plus marquant de la conscience ouvrière au cours de la période qui suit 1956.

Le poison du nationalisme

La direction Gomulka a su très adroitement exploiter les faiblesses de la conscience ouvrière. Dans sa propagande, elle a mis l'accent sur l'identification de l'Etat et de la nation polonaise, en corrigeant une série d'excès de la période précédente. Les relations avec l'Eglise furent normalisées sur l'autel de l'intérêt national commun. Les accords commerciaux avec l'URSS, fondés sur l'échange inégal au cours des années cinquante, furent renégociés¹⁴. Les œuvres de grands écrivains polonais, reléguées par la censure au cours de la période précédente pour cause de non-conformité avec l'idéologie officielle, furent à nouveau publiées. L'activité de résistance de l'armée intérieure (AK) au cours de la Seconde Guerre mondiale, décriée après la guerre comme réactionnaire, a été réhabilitée et les procès de ses membres furent révisés. Même en ce qui concerne l'accent anticapitaliste de la propagande, il reposait sur un socle nationaliste : l'Occident capitaliste et l'OTAN furent présentés comme cherchant en premier lieu à remettre en cause les frontières occidentale et septentrionale de la Pologne¹⁵, alors qu'au bilan du « socialisme » avait été mis le « recouvrement des terres ancestrales ». Bref, l'équipe Gomulka chercha à légitimer le pouvoir du parti non plus sur la seule base de son caractère « ouvrier et socialiste », mais également en l'inscrivant dans la tradition nationale, comme continuateur direct de la dynastie des Piast qui fonda le royaume polonais au x^e siècle. A ce titre, le millénaire de la Pologne fut célébré avec faste en 1966¹⁶.

Enfin, alors que les tensions réapparaissaient au sein de la société avec l'épuisement du modèle d'industrialisation extensive au milieu des années soixante, et que ces tensions remettaient en cause l'équilibre au sein de la bureaucratie consacré en 1956 par l'installation de Gomulka au poste suprême, une fraction de l'appareil passait à l'offensive en puisant ses arguments dans l'arsenal chauvin et antisémite. Il ne s'agissait pas cette fois-ci uniquement d'une lutte dans l'appareil. Bien au contraire, les premières attaques furent lancées contre les cercles de l'opposition intellectuelle et étudiante, perçus comme un danger potentiel dans une situation où la stagnation du niveau de vie des masses, voire le recul de celui-ci, annonçait une rupture du contrat de confiance établi entre le régime et les travailleurs après octobre 1956.

Menant de pair une campagne antisémite¹⁷ et une remise au pas de l'intelligentsia libérale (qualifiée de « révisionniste »), la fraction de Mieczyslaw Moczar prit l'initiative de la répression contre le mouvement étudiant naissant en 1968 et parvint, en s'appuyant sur le réflexe chauvin, à entraîner certains secteurs de la classe ouvrière dans son sillage. Le mouvement étudiant fut anéanti en mars 1968 et les cercles de l'opposition politique à l'université brisés par la répression. En même temps, ce fut tout ce que le parti comptait encore de penseurs indépendants qui se vit liquidé — forcé à l'émigration, marginalisé ou contraint à se renier. Le POUP rompait ainsi son lien avec les intellectuels et achevait de déconsidérer le marxisme à leurs yeux.

L'opération de nettoyage en question ne repoussa que de peu les échéances sociales. Le 14 décembre 1970, deux jours après l'annonce d'une hausse des prix des produits alimentaires, les travailleurs du chantier naval « Lénine » de Gdansk partaient en grève, suivis bientôt de ceux de Szczecin et d'autres entreprises du littoral de la Baltique. Le régime répondit en envoyant l'armée. Le mythe Gomulka finissait de s'estomper dans le sang.

La décennie de la fuite en avant

Après la répression sanglante des manifestations ouvrières, qui se sont tournées cette fois-ci directement contre les symboles du pouvoir bureaucratique (les comités départementaux du parti à Gdansk et à Szczecin furent mis à sac), la direction Gomulka a dû céder la place. La nouvelle équipe — autour du premier secrétaire du POUP, Edward Gierek, et du Premier ministre, Piotr Jaroszewicz — n'a pas réussi à pacifier la situation. Le 21 janvier 1971, une nouvelle grève éclatait dans le chantier naval « Adolf Warski » de Szczecin. Le 24 dans l'après-midi, une délégation de la direction du parti-Etat, Gierek et Jaroszewicz en tête, entraînait dans le chantier naval pour discuter neuf heures durant avec les grévistes. L'enregistrement de cette discussion constitue une source de grande importance en ce qui concerne les attitudes et les opinions des travailleurs (et aussi des bureaucrates) au cours de cette période¹⁸. Dans une lettre adressée à Gierek avant sa venue, le comité de grève écrivait : *« Les travailleurs du chantier naval ont toujours été et sont toujours pour le socialisme et contre ses ennemis. Nous sommes également en faveur du renouveau de la vie politique, sociale et économique, que le camarade E. Gierek et le camarade P. Jaroszewicz réalisent de manière conséquente. Nous les assurons de tout notre soutien. Mais nous sommes également conscients que ce renouveau rencontre d'immenses résistances de la part de tous ceux qui ont peur de la responsabilité pour leur activité passée et qui ne veulent pas ou ne savent pas entreprendre un dialogue direct et franc avec la classe ouvrière. »* A la fin de la rencontre, la majorité des délégués ouvriers s'est prononcée pour l'arrêt de la grève. Plus même, comme un leitmotiv ils répétaient : *« nous soutenons le camarade Gierek », « nous saluons le nouveau comité central et le gouvernement », « nous soutenons le comité central et le parti, mais nous exigeons que ceux qui ont donné l'ordre de tirer sur les ouvriers soient punis »*. Alors que l'annulation de la

hausse des prix du 12 décembre 1970 constituait une revendication centrale des grévistes, ils ont accepté les explications de Gierek et Jaroszewicz, qui prétendaient que cela était impossible.

Durant la discussion, les délégués ouvriers ont exprimé l'attachement des travailleurs à l'égalité, leur aspiration à une information correcte, leur refus du fonctionnement bureaucratique qui conduit à la multiplication des contrôleurs des travaux finis, leur exigence de dignité. L'identification de l'Etat-parti avec la nation était très largement perceptible. En conséquence, peu de voix prenaient directement à partie la nouvelle direction, et la majorité voulait croire que celle-ci, pourtant composée pour les trois quarts d'anciens responsables, était différente de l'équipe précédente.

Les revendications de contrôle ouvrier et de la démocratie ouvrière, présentes dans la liste des onze revendications qui servaient de base au débat, se limitaient à l'entreprise. La promesse de Gierek que les membres du comité de grève pourraient être élus ou cooptés au sein d'organismes officiels avait suffi pour détendre l'atmosphère. De nombreux délégués soulignaient avec fierté leur appartenance au parti. Tout se passait comme si, après le choc qu'avait constitué la répression sanglante de la grève de décembre et la manipulation de l'information dans les semaines qui ont suivi, les travailleurs avaient aspiré à un retour à la normale et voulaient croire en la réalité des promesses des nouveaux dirigeants. Nul ne protestait lorsque Gierek se présentait comme un travailleur, habitué lui aussi des grèves et de la répression, alors que chacun savait que, depuis son retour en Pologne après la Seconde Guerre mondiale, il n'avait mis les pieds dans une usine qu'en tant qu'invité officiel. L'identification des travailleurs avec le régime exigeait une identification avec son personnel politique. Les critiques ne concernaient que les dirigeants locaux (et subalternes) et ceux qui avaient été limogés. La classe ouvrière polonaise, capable d'un sursaut en défense de ses intérêts vitaux menacés, n'était pas encore capable de croire en sa propre capacité de diriger.

Pourtant, douze jours seulement plus tard, face aux grévistes de l'industrie textile de Lodz, le régime fut obligé de reculer. Les travailleuses les moins bien payées du pays ne se sont pas laissées manipuler par les promesses d'un meilleur futur, car elles ne pouvaient pas attendre. Elles ont obtenu que la hausse des prix du 12 décembre 1970 soit annulée et que les prix des biens alimentaires soient bloqués. Ce blocage des prix, reconduit d'année en année jusqu'en 1976, fut la première victoire ouvrière obtenue sans conditions. Et cela parce que les grévistes ont refusé que des délégués débattent avec le pouvoir, qu'elles ont imposé aux bureaucrates d'affronter l'assemblée générale directement, sans délégation de pouvoir et sans que quiconque soit autorisé à parler en leur nom.

Cette victoire marquera profondément la conscience des travailleurs dans les années soixante-dix. Elle témoignait de leur force collective et de leur capacité à peser, ne serait-ce que sous forme de veto, sur les destinées du pays. Elle constituera également une limite profondément intériorisée par la bureaucratie : lorsqu'en juin 1976 la même équipe décidait finalement une augmentation des prix des produits carnés, une journée de grève dans deux centres industriels a suffi pour que le régime fasse marche arrière.

Les grèves de 1970-1971 marquent également la naissance de premiers noyaux, informels, de l'opposition ouvrière. Les dirigeants des grèves de 1970-1971 ne furent pas en effet, pour la plupart, intégrés dans l'appareil bureaucratique. S'ils avaient cru en Gierek, s'ils avaient fait confiance en sa volonté de réformer le système, ils n'étaient pas dupes de l'immobilisme de la structure bureaucratique. Très vite ceux d'entre eux qui avaient été élus aux sein des organes officiels rentraient en conflit avec eux et finissaient par en être expulsés. Des groupes informels, des amitiés nouées pendant la grève s'étaient perpétués. Après les grèves de 1976 et la constitution du Comité de défense des ouvriers (KOR) par l'opposition intellectuelle, bon nombre d'entre eux suivront avec intérêt l'activité de la nouvelle opposition. Et en 1980 certains resurgiront — en particulier à Gdansk et Szczecin — à la tête des luttes ouvrières.

Le régime de Gierek, conscient de sa faiblesse, avait cherché à s'assurer la passivité des travailleurs. Dès 1971 il chercha à réorienter les investissements afin de satisfaire les appétits de consommation brimés durant les deux décennies précédentes. La construction des logements fut développée, la production des biens de consommation durable (appareils ménagers, TV, voitures, habillement) connut un essor. Le niveau de vie crût rapidement durant les cinq premières années, même si des tensions, en particulier sur le marché alimentaire, apparurent rapidement. Gierek poursuivait le filon qui lui avait si bien réussi face aux grévistes : la propagande valorisait les ouvriers, les présentant comme les destinataires privilégiés du modèle de consommation petit-bourgeois développé par ailleurs. En même temps, le pays s'ouvrait sur l'extérieur : les voyages (y compris à l'Occident) étaient devenus quelque chose de possible, même si leur coût en limitait l'accès au plus grand nombre (le tourisme en Occident et, plus encore, le travail temporaire ont contribué à la généralisation d'une image idéale du capitalisme). Rien en revanche n'avait changé dans les rapports de travail — objet de sollicitude matérielle, l'ouvrier n'en restait pas moins un non-citoyen, taillable et corvéable à merci. Qui plus est, la modification du fonctionnement du parti, qui avait abandonné toute forme de sélection de ses membres¹⁹ et était devenu un regroupement très formel garantissant à ses adhérents de menus privilèges, avait freiné les possibilités d'ascension sociale des travailleurs. Le parti recrutait son appareil de préférence parmi les lettrés ; quant aux ouvriers qui en étaient membres, à moins de rendre des services particuliers (à la police politique par exemple), ils ne pouvaient en espérer que quelques facilités dans l'accès aux biens de consommation rares ou aux voyages à l'étranger. Le régime, tout en cessant d'exiger une allégeance idéologique, avait coupé les ponts permettant l'intégration des travailleurs les plus actifs. Fort de plus d'un million et demi d'ouvriers sur le papier, le POUF était de fait devenu une organisation fantôme.

Tout en propageant un modèle consumériste de la réussite individuelle, le régime d'Edward Gierek avait cherché à rompre avec l'idéologie égalitariste des périodes précédentes. La presse avait alors, en particulier dans la seconde moitié des années soixante-dix, mis l'accent sur la nécessité de récompenser les mérites et tenté d'établir une équivalence entre le niveau de vie et le statut social d'une part et les mérites individuels, de l'autre. Les privilèges bureaucratiques, auparavant

honteux et cachés à la population ²⁰, ont commencé à s'étaler au grand jour. Privée de son ciment idéologique stalinien, la bureaucratie réclamait à haute voix que sa place privilégiée lui soit reconnue comme un dû.

L'impact de cette campagne avait cependant été plus que limité au sein de la classe ouvrière. Une enquête sur la perception de l'égalité, menée par des sociologues polonais ²¹ en 1977, a montré que, si le modèle « méritocratique » avait marqué les cadres et l'intelligentsia, les ouvriers restaient attachés au modèle égalitariste et n'acceptaient pas les différences de revenus au-delà du rapport d'un à deux. De plus, tant les travailleurs que les couches supérieures étaient convaincus que les différences du statut social étaient dans la plupart des cas injustes, car liées aux privilèges de la bureaucratie.

Après la révolte ouvrière de juin 1976, on assiste à un rapide développement d'un milieu oppositionnel qui jouera le rôle d'une avant-garde de fait du combat des travailleurs dans les années à venir. L'opposition intellectuelle, brisée en 1968, incapable de mobilisation deux ans plus tard lorsque la classe ouvrière s'empara de la rue, avait accumulé une très grande culpabilité. La répression qui suivit les grèves de juin 1976 lui a permis d'agir et de se défaire de ce sentiment. Dès juillet, les opposants intellectuels proclamèrent leur soutien aux travailleurs réprimés et organisèrent la solidarité pratique. En septembre, le Comité de défense des ouvriers, premier regroupement public de l'opposition, naissait et centralisait cet effort. Les liens entre l'intelligentsia frondeuse et des secteurs de la classe ouvrière, rompus depuis 1956-1957, réapparaissaient. Du point de vue idéologique, cette nouvelle opposition différait fortement des courants qui avaient marqué la révolte antistalinienne des années cinquante. Le courant issu de cette opposition historique avait rompu ses liens avec le marxisme après 1968, avait cessé de percevoir la société en termes de classes sociales et était marqué par la réflexion du philosophe polonais émigré en 1968, Leszek Kolakowski ²². Un autre courant, animé par Piotr Naimski et Antoni Macierewicz, était issu des groupes ayant tenté de faire revivre en 1956 le scoutisme indépendant, et leur réflexion s'organisait autour des références nationales. Enfin, avec Leszek Moczulski, un des fondateurs du Mouvement de défense des droits de l'homme et du citoyen (ROPCziO) puis de la Confédération de la Pologne indépendante (KPN), l'opposition de matrice nationaliste, qui avait un temps flirté avec le courant chauvin de Moczar au sein de la bureaucratie, faisait son entrée sur la scène. D'autres groupes de matrice nationaliste, tel le Mouvement jeune Pologne de Gdansk, joueront un rôle non négligeable dans l'apparition des premiers noyaux ouvriers organisés.

Juin 1976 marque également une réorientation de la hiérarchie ecclésiastique. Cette dernière, réprimée au cours des années cinquante puis profitant d'une liberté surveillée sous Gomulka, avait obtenu de Gierek l'arrêt des persécutions. Le statut d'institution ainsi obtenu ne lui a pourtant pas valu l'accroissement de son influence, bien au contraire. Au sein des jeunes générations citadines, son influence diminuait sensiblement. La rupture du régime avec la classe ouvrière, à la suite de la répression et des campagnes de calomnies contre les grévistes de 1976, offrit à l'Église une chance, qu'elle ne manquera pas de saisir. Les évêques s'étant

prononcés publiquement pour le droit des travailleurs à la grève et à constituer des syndicats libres, l'Eglise soutient les efforts de l'opposition visant à venir en aide aux travailleurs victimes de la répression. Ce tournant, souligné par l'aide apportée aux embryons des syndicats libres apparus en 1978 et réaffirmé quelques années plus tard par le pape polonais dans l'encyclique *Laborem Exercens*, permit à l'Eglise d'occuper le vide idéologique laissé par la décadence du régime Gierek. D'une institution en voie de marginalisation du fait de la perte d'influence sociale de sa base historique — la paysannerie — l'Eglise catholique s'est muée en une alternative idéologique au régime. En 1980, pour la première fois dans l'histoire de la Pologne de l'après-guerre, les symboles religieux et nationaux seront faits leurs par les ouvriers grévistes.

Août 1980 : la nouvelle conscience ouvrière

Les grandes grèves de l'été 1980 témoignèrent de ce changement dans la conscience des masses. L'influence des groupes de l'opposition intellectuelle y a été marquante : les vingt et une revendications du comité de grève interentreprises (MKS) de Gdansk reflétèrent le rôle joué par la charte des droits ouvriers²³, et les oppositionnels jouèrent, à Gdansk et à Szczecin en particulier, un rôle de premier plan comme animateurs ou experts des comités de grève. Les symboles nationaux (drapeau blanc et rouge) et catholiques (messes, croix, insignes à l'effigie de la Vierge) ont été adoptés par les travailleurs. Le syndicat Solidarité avait perpétué cette tradition apparue dans la grève.

En même temps, le mouvement était marqué par une très forte dynamique égalitariste et par un sentiment unanime de solidarité de classe : les travailleurs des grandes entreprises organisaient des grèves pour arracher la satisfaction des revendications salariales de groupes plus faibles de la classe ouvrière, et la structure de l'organisation du syndicat sur une base territoriale reflétait ces aspirations.

La constitution d'un mouvement syndical indépendant du parti-Etat et autogéré par les travailleurs eux-mêmes, marqué par le modèle de démocratie des conseils, constitue la marque d'une nouvelle rupture dans la conscience des travailleurs polonais. Contrairement à 1956 ou 1970-1971, il ne s'agit plus de faire confiance aux capacités de l'appareil bureaucratique de mener à bien les réformes démocratiques, et ils exigent que leur propre institution, le syndicat Solidarité, puisse contrôler pas à pas la réalisation des accords. Les travailleurs ne s'identifient plus au parti-Etat, ce dont témoignent symboliquement les accords signés le 31 août 1980 à Gdansk entre les deux partis : la délégation du gouvernement et du comité central du POUP d'une part, les ouvriers grévistes, soutenus par la majorité des travailleurs polonais, de l'autre. Le lien entre le parti-Etat et la classe ouvrière est définitivement rompu.

Les aspirations des travailleurs (leur « idéologie spontanée ») restent marquées par les valeurs socialistes, ce dont témoignera le programme adopté lors du

premier congrès de Solidarité en 1981, deux mois avant le coup de force du général Jaruzelski. C'est une « république autogérée », qui associera le plan, le marché et l'autogestion, qu'il est question de construire. La dynamique du mouvement autogestionnaire apparu en été 1981 témoigne de la force de ces aspirations. Contre les projets plus ou moins achevés visant à soumettre l'économie polonaise à la loi du marché libéré de toute contrainte administrative, c'est le chemin de la coopération et de la solidarité entre collectifs ouvriers librement associés que retrouvent spontanément les conseils d'autogestion qui se développent à l'automne 1981²⁴. Pourtant, par réflexe de rejet de tout ce qui rappelle le régime, les références au socialisme en tant que tel, au vocabulaire qui pourrait rappeler la novlangue stalinienne, sont rarissimes. Lech Walesa pourra ainsi dire que « la majorité des Polonais sont socialistes, mais ils ne le savent pas » !

Alors qu'en 1956 les travailleurs ont exprimé leurs aspirations en empruntant le vocabulaire de la « gauche d'Octobre », qui pour critiquer le stalinisme remontait aux sources du marxisme, en 1980 c'est le vocabulaire de l'Eglise catholique et de l'opposition intellectuelle — fortement marquée, nous l'avions vu, par les références idéologiques conservatrices — qui se trouve être le seul langage non déconsidéré à la disposition des travailleurs. Tant que le mouvement suit une pente montante, tant que peut s'exprimer sa dynamique propre, ce langage semble suffire pour exprimer les aspirations ouvrières. Il en sera tout autrement après la mise hors la loi de Solidarité. Les mots, libérés de la pression de la dynamique sociale, pèseront en retour sur la conscience des travailleurs.

Il en est ainsi de la référence à la « réforme économique ». Identifié par une majorité de dirigeants de Solidarité avec la réalisation du projet autogestionnaire, perçu par les travailleurs comme une valeur en soi, ce terme acquiert en 1981 une connotation unilatéralement positive. Lorsque en janvier 1982 le régime s'en empare pour dénommer ses tentatives de redistribution du revenu national au détriment de la classe ouvrière — en introduisant notamment une très forte hausse des prix — et préparer le passage à la liberté des prix, les travailleurs rejettent cette attaque tout en exigeant une « véritable réforme économique ». L'opposition intellectuelle, qui dans la clandestinité jouera de plus en plus un rôle dominant au sein de la direction du syndicat Solidarité, franchira, pour sa part, le pas au cours des années 1984-1985²⁵ : dans le rapport préparé alors pour Lech Walesa et intitulé « Solidarité cinq ans après août », il est clairement question, sous le vocable de la « réforme économique », d'un retour à l'économie de marché, présentée comme la seule « économie naturelle ». Qui plus est, les références à l'autogestion deviennent dans ce cadre purement formelles. En septembre 1985, la direction clandestine de Solidarité (TKK) emboîte le pas en postulant, dans un document intitulé « Les revendications économiques de la TKK Solidarité », l'introduction d'un marché de capitaux, la privatisation des entreprises et des garanties pour les investisseurs étrangers en Pologne. Ces prises de position exercent une influence considérable sur la petite couche des ouvriers toujours actifs sur le plan syndical et politique. Elles seront reprises plus massivement

lorsque, en 1988-1989, la vague de mécontentement montante permettra à Solidarité de se renforcer à la faveur des mouvements grévistes.

Désarroi et « privatisation » de la vie sociale

Si l'évolution du niveau de conscience des couches qui jouent le rôle de l'avant-garde organisée de la classe ouvrière au cours des années 1982-1989 est marquée par une adhésion de plus en plus prononcée à la perspective capitaliste, il n'en va pas de même de la grande masse des travailleurs. De très nombreuses enquêtes sociologiques menées durant cette période — tant à l'initiative du pouvoir bureaucratique, qui a tiré de l'expérience Gierek l'enseignement qu'il n'avait aucun intérêt à se laisser intoxiquer lui-même par sa propagande, qu'à l'initiative de chercheurs indépendants liés à l'opposition — font état d'une dissonance croissante entre les aspirations de la majorité (silencieuse) de la population et les projets de la direction de Solidarité approuvés par la majorité des militants ouvriers actifs. Ces enquêtes pèchent, il est vrai, par l'absence de données concernant l'appartenance sociale des répondants, les sociologues polonais auteurs de ces enquêtes étant en majorité d'avis que la structure de classe, dont le reflet n'apparaît pas dans la différenciation des opinions des populations interrogées, constitue un dogme dépassé. Elles permettent cependant de rendre compte en gros de phénomènes marquant la conscience ouvrière à la veille de la chute du régime bureaucratique.

Les aspirations égalitaires continuent à jouer un très grand rôle dans la conscience de la majorité des travailleurs, même si les opinions admettant la différenciation sociale apparaissent lorsque ces dernières sont perçues comme justifiées : dans le cas d'une différence de qualification et dans celui d'une différence de rendement. Mais, en règle générale, les signes extérieurs de la différenciation sociale sont interprétés de manière négative. Pour la majorité, en effet, elles sont associées à l'enrichissement illégitime, fruit de l'opportunisme envers le régime ou de manipulation sur le marché noir. De même est manifeste une vision duale de la société, divisée entre les « honnêtes » et les « malhonnêtes », entre « travailleurs et ceux qui ne font rien ». La richesse est donc assez largement perçue comme le fruit d'une transgression des normes sociales. Plus de 69 % des personnes interrogées en 1987 considéraient que ceux qui ont le pouvoir disposent des privilèges indus. Ce qui prive aux yeux de la majorité de la population le pouvoir bureaucratique de toute légitimité est donc en premier lieu le particularisme des bureaucrates, perçus comme poursuivant des buts personnels au détriment des besoins de la société, et non leur incapacité économique. Enfin, 70 % des interrogés considèrent que « *les fonctionnaires de l'Etat n'ont que faire des gens comme moi* »²⁶.

Il est intéressant de noter que, au moment même où l'opposition commençait à admettre de plus en plus ouvertement la possibilité, puis la nécessité du chômage,

la majorité de la population, quelle que soit son attitude envers cette perspective, considérait que le travail est un attribut « naturel » de l'homme et qu'il est impensable de pouvoir ne pas le trouver. Le travail n'était pas pour autant identifié avec la promotion sociale ni même avec les possibilités d'autoréalisation, ces attributs étant perçus comme liés au poste occupé dans la hiérarchie sociale, sans rapport avec les qualifications ou les aptitudes. Dans une telle situation pour les travailleurs, la perspective du chômage semblait abstraite ou destinée à d'autres que soi-même. Une telle attitude envers le travail (directement liée à l'expérience personnelle du travailleur soumis à la domination bureaucratique), perçu comme dénué de sens, conduit à considérer que l'activité pour soi-même est plus naturelle que le travail au profit de l'entreprise. « *L'intérêt général de la société, qui ne peut être traduit en termes de tâches et de buts de l'entreprise, est remplacé par une série d'intérêts particuliers. La société se "privatise"*²⁷. »

Les valeurs les plus populaires au sein de la société polonaise restent celles qu'on associe en général avec le socialisme. Il s'agit de « *l'égalité des chances et des possibilités, de la liberté d'expression, la démocratie comprise en tant que l'influence de l'ensemble des citoyens sur le gouvernement de l'Etat, la justice, la vérité, le respect de la dignité des humains et le bien-être de l'ensemble de la société (voire l'efficacité économique en tant que condition de ce bien-être)*²⁸ ». Que ces valeurs entrent en contradiction avec la réalité polonaise des années quatre-vingt n'étonne pas. Mais il faut souligner que, autant elles étaient en parfaite concordance avec le programme de Solidarité de 1981, autant elles sont contradictoires avec l'orientation de la direction de Solidarité après 1984-1985.

La perception de la politique apparaît elle aussi comme profondément marquée par l'expérience de la domination bureaucratique. Elle apparaît en premier lieu comme un domaine réservé à une caste particulière, comme un monde non seulement séparé du monde des gens, mais encore étranger à eux. Elle est très importante, car perçue comme déterminant le cadre de la vie sociale, tout en restant en dehors de ce cadre. Une telle perception contribue à créer un sentiment d'impuissance²⁹.

Les recherches menées en 1981 avaient par ailleurs permis de voir que les soulèvements de masse, qui constituent une transgression de fait de la perception de la politique comme étant un domaine réservé à la caste du pouvoir, ne sont pas interprétés comme faisant partie du domaine de la politique. Ceux qui y prennent part n'ont pas conscience qu'ils exercent ainsi une activité politique, mais pensent qu'il s'agit de la seule manière efficace d'exiger leur dû. Ils les perçoivent donc comme faisant partie du domaine de la morale, et non de celui de la politique³⁰. Il est caractéristique que ce même type de perception de la politique apparaisse en 1988 chez les militants de base de l'opposition. Ils perçoivent leur propre activité plutôt comme un style de vie particulier que comme une activité visant à réaliser des buts politiques définis et déclarent qu'ils sont devenus opposant à cause de leur refus de se soumettre passivement aux règles de la vie sociale, et pas afin de

modifier le système politique en place³¹. Cette faible politisation des militants de base de l'opposition autorise toutes les manœuvres de la direction de Solidarité.

1989 : le grand saut dans l'inconnu

Les grèves de 1988 (en mai à Cracovie et Gdansk, en août dans les mines de Haute-Silésie, à Stalowa Wola et à Gdansk), qui marquaient l'entrée sur la scène politique et sociale de la nouvelle génération ouvrière, ont sonné le glas du régime Jaruzelski. Mais la direction de Solidarité est parvenue à pacifier le mouvement et à assurer une transition négociée avec le pouvoir en place, qui culminait avec les accords de la table ronde d'avril 1989 et les élections parlementaires partiellement libres en juin de la même année. Elle s'est ainsi libérée de la pression de la dynamique du mouvement de masse qui, en 1981, lui avait imposé la ligne politique. Alors que, pour les dirigeants de Solidarité, la restauration capitaliste était à l'ordre du jour, un tel mouvement ne pouvait que la gêner.

L'orientation des gouvernements installés sous le drapeau de Solidarité, à la suite de la défaite électorale du bloc bureaucratique en juin 1989, a conduit rapidement à un recul de l'activité sociale des travailleurs. De plus, alors que Solidarité représentait en 1989 encore un symbole des aspirations populaires (à tort, car son programme n'avait plus rien de commun avec elles), les résultats des dernières élections montrent clairement que tel n'est plus le cas³².

Par ailleurs, les récentes enquêtes sociologiques indiquent le maintien chez les travailleurs des phénomènes qui avaient marqué leur conscience au cours de la décennie précédente : fortes aspirations égalitaires et démocratiques, identification négative du pouvoir et de la politique, désarroi et manque de confiance dans ses propres forces. A la différence des années soixante-dix et, surtout, des années quatre-vingt, nul espoir en une amélioration future de leur sort n'est perceptible. Enfin, contrairement à 1980-1981, le sentiment de solidarité ouvrière n'existe plus³³.

Le désarroi de la classe ouvrière s'explique largement par un sentiment massif de rejet de toutes les organisations se réclamant de son combat : le syndicat Solidarité est identifié avec le nouveau régime et les méfaits de sa politique ; le syndicat OPZZ (formé sous la tutelle du régime Jaruzelski en 1983-1984) continue à être tenu pour comptable des méfaits de l'ancien régime. Ainsi, à l'image de ce qui s'est passé dans la conscience de la classe ouvrière traditionnelle au début des années cinquante, les travailleurs polonais se sentent à la fois floués et abandonnés, privés des fruits de leur combat par un mécanisme qui leur échappe.

Bien que, contrairement aux années cinquante, des organisations indépendantes du nouveau régime continuent à se réclamer du combat de la classe ouvrière — c'est en particulier le cas de la Social-démocratie de la République de Pologne (SDRP, issue du POUP) et du mouvement syndical OPZZ — elles restent perçues au mieux comme des alliés peu sûrs et en aucun cas comme une alternative à la politique menée par les gouvernements issus du mouvement Solidarité. Leurs scores électoraux en témoignent : lors de la présidentielle de 1990, le candidat de la

SDRP a obtenu un million et demi de voix, aux législatives d'octobre 1991 la liste présentée par la SDRP et l'OPZZ n'en obtenait qu'un million trois cent mille ³⁴. Quant à la gauche issue de Solidarité, en obtenant tous courants confondus à peine deux cent soixante-dix mille voix aux récentes législatives, elle n'est pas parvenue à exister pour le moment.

L'année 1991 semble marquer la fin d'une période dans l'évolution de la conscience des travailleurs polonais. Leurs espoirs placés dans Solidarité ³⁵ et dans son gouvernement ont vécu. Aucune alternative potentielle ne pointe encore à l'horizon. Le niveau d'organisation de la classe ouvrière est le plus bas depuis 1984-1985 (qui furent les années noires de la lutte clandestine !). Le nouveau pouvoir continue à être perçu au travers de l'opposition « eux/nous », comme l'était la bureaucratie après 1971. Les aspirations des travailleurs ne se sont pas modifiées de manière significative : comme au cours des années quatre-vingt, la majorité des ouvriers non qualifiés aspire à un « Etat socialiste protecteur » alors que les travailleurs qualifiés sont divisés entre les partisans d'un « capitalisme libéral » et ceux d'un « socialisme protecteur ». Les références à l'autogestion — discréditée au cours des années quatre-vingt — sont absentes. Et les opinions qu'on pourrait caractériser comme relevant d'un « nationalisme religieux » semblent reculer au profit d'un « européanisme laïque ³⁶ ». Les mouvements grévistes, de plus en plus nombreux en 1991, ne semblent pas pour le moment exercer une influence sur les opinions des travailleurs ni modifier leurs aspirations.

Une éventuelle modification de cet état de fait ne sera possible qu'à la condition de l'apparition d'un pôle de référence capable de présenter une alternative crédible à l'orientation pro-capitaliste du nouveau régime. La gauche polonaise — qu'elle soit issue de l'ex-POUP ou de Solidarité — ne s'est pas pour le moment avérée capable de constituer un tel pôle. La capacité d'explicitier l'histoire des échecs répétés du combat de la classe ouvrière pour sa libération — celui qui a abouti à la mise en place du régime stalinien, comme celui qui permit en 1989 à la direction de Solidarité de fourvoyer la victoire remportée sur le « stalinisme tardif » — et d'en tirer les leçons en termes de programme apparaît comme une précondition à l'apparition d'un tel pôle, en particulier s'il devait être issu des forces actuellement existantes.

décembre 1991

1. Nous ne disposons pas de chiffres concernant les licenciements répressifs pour cause d'activité sociale ; cependant, l'accroissement des licenciements dans l'industrie étatisée a été spectaculaire en 1982 : 1 049 527 travailleurs ont perdu leur travail cette année, soit 172 068 de plus qu'en 1981, ce qui constitue un accroissement de 20 % ! La plupart de ceux-là n'ont pas pu retrouver de travail dans l'industrie étatisée, car le nombre d'embauches en 1982 y est équivalent aux années précédentes. Par ailleurs — et bien que ce chiffre doive être sous-estimé, car très souvent les forces répressives parvenaient à pousser le travailleur à la démission — en 1982 il y eu un accroissement de 43 % par rapport à l'année précédente et un accroissement de 72 % par rapport à 1980 des licenciements effectués à la demande de l'entreprise. On peut considérer que la majorité de ces

licenciements supplémentaires — et cela dès décembre 1981 — sont directement liés à l'activité syndicale.

2. Le Parti socialiste polonais (PPS) avait pris durant la guerre dans la clandestinité le nom de WRN (Liberté, Égalité, Indépendance) et avait joué un rôle moteur au sein de la résistance armée massive (AK — Armée de l'intérieur) liée au gouvernement en exil à Londres. Après la guerre, désorganisé par la défaite de l'insurrection d'août 1944 à Varsovie, subissant une répression féroce de la part des staliniens, il n'a pas réussi à se reconstituer. Ce sont des groupes socialistes plus marginaux — et plus favorables à Moscou — qui parvinrent à s'emparer du sigle PPS et à reconstruire un parti de masse qui s'alligna de plus en plus sur les staliniens.

3. Le Parti ouvrier polonais (PPR) a été fondé pendant la guerre par deux groupes de cadres issus de l'ancien PC polonais dissous par Staline en 1938 : l'un avait été parachuté (au sens littéral) d'URSS, l'autre était issu des associations d'amitié polono-soviétique (TPPR) qui, après la dissolution du PC, avaient été la seule forme organisée d'activité stalinienne légitimée par Moscou. Il s'est doté d'une petite force armée, la Garde populaire (GL), et parvint au cours de la guerre à influencer les maquis, essentiellement paysans, constitués par l'aile radicale du mouvement agrarien d'avant-guerre, connus sous le nom d'Armée populaire (AL). Il restait cependant marginal au moment de la victoire militaire soviétique. Ce n'est que grâce au contrôle des maillons essentiels du nouvel appareil d'Etat — avant tout l'armée constituée en URSS et la milice (police) — qu'il a pu s'assurer une rapide croissance.

4. Cf. Z. Zaremba, *la Commune de Varsovie*, Paris, 1982 ; et aussi *Inprecor* n° 189, 1985.

5. Cf. « Robotnicy 1950 » (« Ouvriers 1950 »), in *Tygodnik Solidarnosc* n° 3, 16 juin 1989.

6. *Ibid.*

7. Depuis avril 1950, une loi sur la « protection de la discipline socialiste du travail », abrogée seulement en 1956, prévoyait une peine pouvant aller jusqu'à trois ans de prison pour retard ou abandon de poste. Quant à la tentative de provoquer une grève, elle tombait sous le coup de l'article 3 du petit Code pénal (sabotage économique), qui prévoyait des peines entre cinq ans de prison et la mort.

8. Edward Gierek, futur premier secrétaire du POUP, qui a pacifié cette grève et obtenu pour cela une promotion dans l'appareil du parti, écrit à ce sujet : « *Les mines de Dabrowa avaient un personnel ancien, datant encore d'avant-guerre, au sein duquel il y avait de fortes organisations du PPS dont les membres avaient considéré la création du POUP comme une liquidation de leur parti. Alors, quand les autorités s'en sont pris à une conquête obtenue avec tant de peine par les mineurs — la journée de travail de sept heures et demie —, ils ont considéré que l'accroissement de la durée du travail d'une heure par jour constituait une remise en cause de la principale conquête des mineurs. (...) Je leur ai dit : "Vous croyez que vous êtes les seuls qui savaient organiser des grèves, moi aussi j'en ai organisées et on m'a botté le cul pour cela, mais moi je l'ai fait contre les adversaires, contre les capitalistes, et pour votre grève on devra tous payer." Je leur ai dit que le gouvernement est déterminé et qu'il ne cédera pas, qu'il lui faut cette houille. Si eux ne veulent pas travailler, d'autres travailleront à leur place. Enfin, je les ai convaincus avec l'argument que tout le monde sera perdant si la grève se poursuit, mais eux perdront plus que d'autres.* » (Edward Gierek interviewé par J. Rolicki, *Przerwana Dekada*, Varsovie, 1990)

9. Ryszard Turcki, qui fut ensuite un des rédacteurs de l'hebdomadaire antistalinien *Po Prostu*, se souvient : « *Je fus arrêté par la police politique (...) alors que je sortais du cinéma avant la fin du film Harry Smith découvre l'Amérique. C'était insupportable — je suis sorti et on m'a pris pour trente heures pour tentative d'organiser une sortie de masse*

du public. » Il était militant de l'organisation officielle de la jeunesse (cité dans B. Lopienska et E. Szymanska, *Stare numery*, Londres, 1986, et Varsovie, 1990).

10. En Pologne, c'est la fuite à l'étranger en 1954 d'un des dirigeants de la police politique, le colonel Swiatlo, et la diffusion par les émetteurs radio américains de ses confessions qui conduiront à une remise en cause des pratiques de l'appareil policier, puis à sa mise sous tutelle du parti en décembre 1954.

11. Organe officiel de la direction de l'Union de la jeunesse polonaise (ZMP), *Po Prostu (Tout simplement)* s'est proclamé en septembre 1955 « hebdomadaire des étudiants et de la jeune intelligentsia » et a lancé un appel à la constitution des clubs de la jeune intelligentsia. Au printemps 1956, il y avait déjà plus de cent clubs dans tout le pays. D'autres journaux ont joué à divers titres un rôle de dénonciation similaire à celui de *Po Prostu* — citons *Trybuna Wolnosci*, *Nowa Kultura*, *Sztandar Mlodych* et, lorsque la libéralisation battait son plein, *Trybuna Ludu*, l'organe quotidien du PÓUP. Cependant, c'est la rédaction de *Po Prostu* qui est devenue une sorte de direction politique de fait de la gauche d'octobre.

12. J. Kossak, R. Turski, W. Wirpsza, *l'Autogestion ouvrière, Po Prostu*, 30 septembre 1956.

13. Alors que *Po Prostu* avait lancé un appel à la formation d'une nouvelle organisation de jeunesse, sur les décombres de la vieille ZMP, mais toujours en lien avec le parti...

14. Après la guerre, l'URSS a obtenu que la Pologne lui livre (ainsi qu'à la RDA) une certaine quantité annuelle de houille gratuitement, en tant que compensation du soutien soviétique pour le déplacement des frontières polonaises à l'ouest (ligne Oder-Neisse) et au nord (Poméranie orientale et occidentale). L'URSS obtenait ainsi une participation de fait dans les résultats d'exploitation des mines polonaises situées sur les anciens terrains allemands. Cet accord secret fut dénoncé en 1956.

15. Et, dans ce cadre, le poids politique et social des organisations de réfugiés allemands en RFA avait été fortement exagéré pour les besoins de la cause.

16. En 1966, le prince Mieszko I^{er}, régnant sur Gniezno, épousa une princesse tchèque et convertit du même coup son royaume au catholicisme romain.

17. Sous la bannière du mot d'ordre, « les sionistes à Sion », qui, sous le vocable de « sioniste », englobait tous les Juifs ou prétendus tels.

18. Cf. *Rewolta szczecinska i jej znaczenie*, Paris, 1971. Une traduction française existe : *Gierek face aux grévistes de Szczecin*, Paris, 1971.

19. Dans les années cinquante, pour devenir membre du parti, il fallait réussir un véritable examen en matière de « marxisme-léninisme » officiel, coutume qui s'était encore perpétuée sous Gomulka, bien que sous une forme plus relâchée.

20. Dans les années cinquante, les magasins spéciaux, distribuant des marchandises rares, étaient ainsi cachés par des rideaux jaunes, devenus le symbole des privilèges indus.

21. Enquête sur la perception de l'égalité de H. Malewska et Z. Gostkowski. Cf. H. Malewska, « Les modes de pensée égalitaire (réflexions autour d'une enquête menée en Pologne) », in *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 9, n° 2, 1978.

22. Les opposants comme Adam Michnik et Jacek Kuron étaient les principaux leaders de ce courant. Cf. L. Kolakowski, *Glowne nurty marksizmu, (Grands Courants du marxisme)*, Paris, 1976-1978, une œuvre d'érudit au service d'une vision assimilant le marxisme au stalinisme. En France, une vision similaire avait été le fait du groupe dit « des nouveaux philosophes », mais avec l'érudition en moins.

23. Publiée dans le bulletin clandestin *Robotnik* en septembre 1979, diffusée à des dizaines de milliers d'exemplaires, cette charte constituait un véritable programme d'action pour les travailleurs. Les revendications y culminaient avec celle du droit de créer des syndicats libres.

24. Cf. en particulier Z. Kowalewski, *Rendez-nous nos usines ! — Solidarnosc dans le combat pour l'autogestion ouvrière*, La Brèche, Paris, 1985.

25. Années où, pour la première fois, l'opinion sociale apparaît comme dominée par la résignation et où le nombre de ceux qui se déclarent partisans du régime (28 %) dépasse le nombre de ses adversaires déclarés (16 %). Cf. *Aneks*, n° 48, Londres, 1987).

26. A. Giza Poleszczuk, « Stosunki miedzyludzkie i zycie zbiorowe », in M. Marody (sous la direction de), *Co nam zostalo z tych lat — Spoleczenstwo polskie u progu zmiany systemowej*, Londres, 1991.

27. A. Giza Poleszczuk, « Praca w systemie gospodarki planowej », in M. Marody, *op. cit.*

28. M. Marody, « Polityka », in M. Marody, *op. cit.*

29. *Ibid.*

30. M. Marody, J. Kolbowski, C. Labanowska, K. Nowak, A. Tyszkiewicz, *Polacy '80*, Varsovie, 1981.

31. P. Sz wajcer, *Zyc normalnie... Szkic do portretu opozycji lat osiemdziesiatych*, non publié (1988), cité par M. Marody, « Polityka », *op. cit.*

32. Les résultats détaillés des élections présidentielles polonaises de novembre-décembre 1990 ont été publiés dans *le Journal des élections*, n° 16, janvier-février 1991. Ceux des législatives d'octobre 1991 dans *Inprecor*, n° 340, 1991. C'est la croissance de l'absentéisme (39,37 % le 25 octobre 1990, 46,6 % le 9 décembre 1990, 56,8 % le 27 octobre 1991) qui constitue le phénomène le plus marquant de ces résultats.

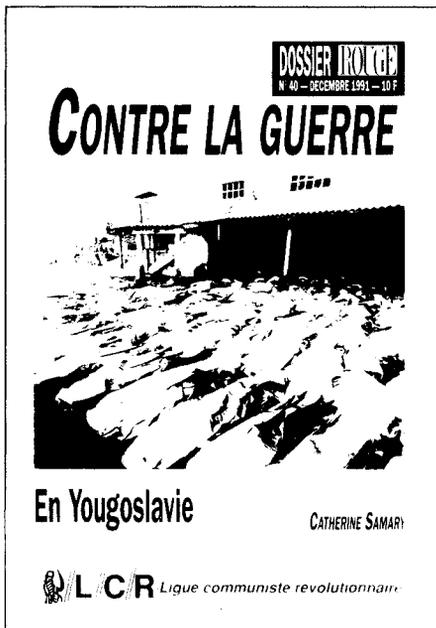
33. En témoigne symboliquement l'absence de réactions après l'investissement par la police des dépôts de bus occupés par les grévistes, à Bialystok, en septembre 1991.

34. Du fait de l'accroissement sensible de l'abstention, la SDRP a obtenu un pourcentage sensiblement plus élevé de suffrages exprimés et, surtout, du fait de l'éparpillement des voix, elle est arrivée en seconde position, ce qui a été interprété comme un début de retournement de la situation. Une telle interprétation ne me semble pas fondée, car elle fait abstraction de ce qui constitue à mes yeux le phénomène le plus important de la scène politico-sociale polonaise : l'absence d'une alternative à la politique menée depuis deux ans, qui serait crédible aux yeux d'une frange significative des travailleurs. De plus, selon diverses enquêtes, l'électorat du SDRP est moins « ouvrier » que celui des partis de la droite ou de Lech Walesa.

35. Le syndicat Solidarité qui présentait ses propres listes aux législatives d'octobre 1991 a obtenu environ 560 000 voix, soit le soutien de 2,05 % du corps électoral ou de 5,05 % des votants.

36. Cf. P. Boski, « Jak wartosci spoleczno-polityczne podzielily elektoraty pretenden-tow do Belwederu w wyborach prezydenckich 1990 ? », in W. Daab, K. Korzeniowski, P. Boski, K. Gembura-Chmielewski, K. Skarzynska et M. Zakrzewski, *Polski wyborca '90 — psychospoleczne studia nad wyborami prezydenckimi*, tome 1, Varsovie, 1991.

CONTRE LA GUERRE EN YUGOSLAVIE



Une guerre meurtrière se déroule à nos portes, en Europe. Les médias yougoslaves, dominés en Croatie comme en Serbie par les oukazes de pouvoirs réactionnaires manipulant l'opinion, n'aident pas à y voir clair. Si l'on ne veut pas rester passif devant des massacres et des déchirures qui risquent encore de s'étendre, doit-on choisir un « camp » ? Et comment œuvrer à l'application des droits à l'autodétermination des peuples de ce territoire ?

La tendance spontanée est de procéder par analogie avec des situations voisines : la Croatie et la Slovénie seraient à la Yougoslavie ce que les républiques Baltes étaient à l'ex-URSS ; la Yougoslavie éclate parce qu'elle était une « prison des peuples ». Mais si l'on veut se donner la peine d'une connaissance élémentaire de l'histoire de ce pays, on s'aperçoit vite que ce type de rapprochement n'est pas pertinent. Pourtant, la Yougoslavie de Tito n'était pas

une démocratie. Alors, faut-il se rabattre sur l'hypothèse de haines irrationnelles, interethniques ? On est également très loin de la réalité. Pourtant, la haine se déploie, ravageuse.

Catherine Samary, dans cette brochure de la Ligue communiste révolutionnaire, propose une interprétation de cette crise et des guerres à plusieurs dimensions qui se cachent derrière la guerre tout court. Le fil conducteur est simple : il n'y a pas de peuple libre qui en opprime un autre et le droit de choisir doit être général à tous les peuples de cette région ; il doit donc être libéré de tout terrorisme, intellectuel ou physique.

À COMMANDER AUX ÉDITIONS LA BRÈCHE

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil (48 59 00 80)

chèque à l'ordre de PEC — port payé — envoi dans les quarante-huit heures

Dossier « Rouge » n° 40, 10 F TTC

RAMON GORRIZ

Nouvelle organisation du travail : l'expérience de General Motors dans l'Etat espagnol

L'article qui suit aurait dû paraître dans le dernier numéro de notre revue, consacré aux problèmes de la réorganisation du travail. Pour des raisons techniques, il nous est arrivé lorsque la revue était déjà sous presse. Nous estimons très utile de le publier tout en regrettant le retard.

A la fin de juin 1991, au moment où General Motors (GM) annonçait les bénéfices réalisés en 1990, qui a été une bonne année pour cette société sur le marché européen, le président de la filiale de l'Etat espagnol, Angel Perversi, ancien dirigeant de la branche argentine, a saisi l'occasion pour définir le concept de « compétitivité », ce mot tant utilisé ces derniers temps aussi bien par les officiels du gouvernement et les patrons que par les dirigeants syndicaux. Selon lui, la compétitivité peut se résumer à dix commandements : améliorer la qualité ; être flexible pour s'adapter à une demande qui change rapidement ; produire et vendre à des prix compétitifs ; organiser efficacement le travail ; assimiler rapidement les technologies nouvelles ; attirer les investissements ; disposer d'une fiscalité

qui favorise ces investissements ; pouvoir compter sur une offre d'infrastructure publique efficace ; assurer la protection de l'environnement ; accroître l'investissement humain ; former le personnel ; introduire la flexibilité de la main-d'œuvre pour pouvoir adapter les effectifs à la situation du marché ; organiser le travail en équipe ; disposer d'une sécurité sociale valable qui ne soit pas un impôt sur l'emploi ; assurer la promotion de l'entreprise et de ses produits à l'extérieur.

Les tables de la loi

Ces « commandements », pris dans leur ensemble, synthétisent les objectifs que les multinationales se donnent face aux gouvernements, aux syndicats et aux travailleurs. Leur modèle économique inclut, depuis un certain temps, un système de production flexible et intégré, des formes différentes d'assignation des matières premières, une automatisation des activités de production et des projets, des accords entre les concurrents de divers pays, etc. Dans ce cadre se place le *just in time* (« juste à temps »), c'est-à-dire la méthode de « n'acheter et de ne produire que ce qui est nécessaire au moment où c'est nécessaire ». Il s'agit d'une philosophie de gestion de la production, que les firmes européennes appliquent, pour l'instant, aux fournisseurs et non à la production de toutes les pièces d'une voiture.

Dans le cas de GM, le but est de réduire constamment le stock, de faire installer les fournisseurs autour de l'usine de montage et de transférer à l'extérieur toutes les opérations qui précèdent le montage et, plus généralement, celles qui n'augmentent pas la valeur ajoutée. En ce qui concerne le travail à l'intérieur de l'entreprise, on veut éliminer les stocks de pièces avec une réduction du coût des entrepôts. Plus généralement, le « juste à temps » est un concept global qui vise à adapter le processus de fabrication aux quantités et à la variété, en ayant recours à la flexibilité des machines et des travailleurs afin de réduire le temps de fabrication et les coûts.

L'essentiel de ce modèle réside dans la mobilité et la flexibilité dans le choix du produit et des conditions de production. Les « tables » de Angel Perversi reflètent clairement cette stratégie de l'incertitude constante qui est appliquée par les multinationales. Celles-ci menacent tout le temps de fermer les entreprises, ce qui constitue un moyen de pression pour obtenir des facilités de la part des gouvernements (investissements bon marché, outillages et infrastructures gratuits, suppression de normes de travail favorables aux ouvriers, réduction du coût de la sécurité sociale, diminution des impôts, etc.). En même temps, elles arrachent des concessions aux syndicats au nom de la « défense de l'emploi ».

L'apport des technologies nouvelles

Dans la dernière décennie, la productivité de l'économie capitaliste ne s'est pas accrue dans la mesure souhaitée par les multinationales. Le développement et l'application de nouvelles technologies sont la solution que les capitalistes ont

trouvée pour accroître la productivité. Ils visent par ce moyen à diminuer le coût de la main-d'œuvre employée directement, à réduire les stocks, à diminuer le coût des matériaux, à rendre flexible l'échelle de la production, à assurer un contrôle technologique accru des dirigeants sur le processus de production.

Les innovations technologiques transforment les tâches à l'intérieur de l'entreprise et donc les postes de travail individuels. Le premier pas de cette stratégie consiste à réaliser une intégration plus grande de toutes les phases du processus de production. L'utilisation d'ordinateurs, pour produire et contrôler l'information tout au long du processus allant des fournisseurs de matières premières aux réseaux de distribution, facilite la coordination des différentes phases. Le résultat est que les temps morts se réduisent et que l'employeur impose des rythmes intenses d'exploitation de la main-d'œuvre. Cette intégration du processus accélère la rotation du capital et réduit le travail nécessaire. En même temps, les nouvelles technologies permettent de mieux utiliser l'outillage et de prolonger le temps opérationnel des équipes, aussi bien que d'adapter et modifier les modèles plus rapidement.

Cette combinaison de flexibilité et d'intégration, d'une part, et de décentralisation et de contrôle, d'autre part, constitue l'un des éléments fondamentaux de ce qu'on appelle l'économie de variété. La flexibilité dans la production comporte une décentralisation sur le terrain de l'organisation et, en même temps, l'intégration exige un contrôle centralisé sur ce même terrain.

L'idée est de remplacer l'ouvrier « fordiste » par l'ouvrier qui « participe » et devient « coresponsable » du processus intégré en prenant conscience que la productivité et la compétitivité de l'entreprise dépendent de la qualité de sa main-d'œuvre.

Tout cela implique un changement dans la façon de concevoir le projet dans son ensemble. Il ne suffit pas de fixer les tâches des ingénieurs. Il faut partir de la flexibilité de la production, de la réalité du produit, de sa qualité : il faut réduire les possibilités d'erreur à tous les niveaux du processus. Cela implique également un contrôle statistique du processus, l'introduction de techniques permettant de se rendre compte des problèmes grâce aux cercles de qualité, au travail en équipe, etc. En d'autres termes, on veut s'approprier la capacité intellectuelle des travailleurs pour détecter les failles qui empêchent de réaliser la qualité optimale en analysant, par exemple, l'application de la méthode « juste à temps » ou les modifications à apporter dans le comportement des fournisseurs.

Une expropriation de connaissances

Ces changements transforment les postes de travail en réduisant la technologie mécanisée et les tâches manuelles. La tendance est à une homogénéisation des qualifications, sur la base du travail manuel, d'une part, et l'automatisation flexible, d'autre part. Dans ce sens, le futur appartient aux travailleurs semi-qualifiés alors que les travailleurs employés à l'entretien sont sur la défensive et les ouvriers qualifiés sont remplaçables à n'importe quel moment.

Si jusqu'à présent, dans le cadre du MTM (mètres, temps et mouvements), le processus de production se basait sur l'individu surveillé à son poste de travail, désormais les multinationales s'efforcent d'exproprier de manière permanente les travailleurs de ce qu'ils ont de plus précieux, c'est-à-dire leur savoir-faire.

Un nouveau profil de travailleur s'esquisse : un travailleur flexible et intégral, qui assume des responsabilités, participe à l'autocontrôle et, surtout, est capable d'employer toutes les techniques et de développer toutes les aptitudes afin d'atteindre la qualité totale. L'expropriation des idées, de la créativité et de l'intelligence des travailleurs par le truchement des réunions d'équipe, des cercles de qualité, de la compétition entre équipes, provoquera un accroissement constant de l'intensité du processus de production, supprimera les temps morts, etc. Par rapport au travailleur tayloriste et fordiste, les entreprises doivent reprendre quelques éléments de la conception du travail, d'élaboration des projets et de gestion, et les intégrer au savoir des travailleurs en reconnaissant leur capacité intellectuelle.

Les multinationales dépensent beaucoup d'énergie pour accroître la productivité du travail par les cercles de qualité et le travail en équipe. Un exemple est celui des initiatives de GM de Zaragoza en 1990. Sur un total de 9 400 travailleurs, 3 200 ont participé aux 300 groupes d'amélioration constante au niveau d'atelier ; 4 356 suggestions ont été avancées ; des primes pour un total de 39 millions de pesetas ont été distribuées et 3 196 ouvriers ont assisté à des conférences de formation. Si on ajoute à cela que la plupart des travailleurs ont participé à des « conférences de qualité », on comprend le rôle qu'on attribue à une telle philosophie. Les déclarations des entrepreneurs européens sur l'introduction des méthodes « japonaises » dans leurs entreprises vont dans le même sens. Ils se préparent tous pour pouvoir survivre à la restructuration de leur secteur. Ils expliquent qu'il est impossible que toutes les entreprises qui existent aujourd'hui se maintiennent dans la prochaine décennie. Ils ont tous peur des Japonais. En partant de l'idée que, « si tu ne peux pas combattre contre ton ennemi, tu dois réaliser une alliance avec lui », les entrepreneurs se lancent dans des opérations de fusion et de création de sociétés mixtes et, en même temps, ils s'efforcent d'introduire les méthodes d'organisation des Japonais.

La « japonisation »

Selon une étude de l'Institut de technologie du Massachussets (MIT) sur l'industrie mondiale automobile, le système japonais actuel utilise « la moitié de l'effort humain dans l'entreprise, la moitié de l'espace de fabrication, la moitié d'investissements en outillages et la moitié d'heures d'élaboration de projets pour développer un nouveau produit dans la moitié de temps » par rapport au système occidental. A ce sujet, on entend souvent la remarque que ce succès ne dépend pas de l'utilisation de technologies nouvelles, mais d'un système d'organisation du travail tout à fait différent. Travail en équipe, réduction constante des coûts par l'élimination d'éléments et de postes non rentables, autonomisation (c'est-à-dire automatisations avec des machines intelligentes qui s'arrêtent lorsqu'il y a erreur),

flexibilité de la ligne de montage (les voitures étant produites une par une et la chaîne s'arrêtant chaque fois qu'il y a une contrefaçon) : autant de facteurs qui expliquent l'énorme avantage dont jouit le modèle japonais.

Le profil du travailleur que le « modèle » japonais esquisse correspond aux trois axes du processus de production : flexibilité, intégration et qualité. Le travailleur doit agir sur la base de critères de qualité et d'autocontrôle. L'entreprise leur octroie une autonomie dans un cadre contrôlé. Le mot d'ordre est : « Toutes les têtes sont nécessaires et indispensables ! » Cela implique un changement radical dans le mode de gestion traditionnel des entreprises occidentales, un changement culturel radical et un nouveau langage dans le rapport entre l'entreprise et le travailleur.

« Se servir de sa propre tête » ; mais pourquoi ? Pour être compétitifs, pour « satisfaire le client », pour « avoir un avenir sûr ». En d'autres termes, les travailleurs doivent lutter ensemble avec leurs patrons pour survivre, et pour faire face aux autres. Comme l'a écrit le syndicaliste de la centrale italienne CGIL Silveri dans la revue des Commissions ouvrières (*Gazeta sindacale*), les entrepreneurs disent à l'ouvrier, plus ou moins, ce qui suit : pour aborder le problème des technologies nouvelles, toi, tu es important ; c'est toi, en tant qu'ouvrier, qui peux introduire des modifications, qui doit décider, en dernière analyse, de la façon de travailler, sans que l'intervention du syndicat soit nécessaire. C'est un problème très sérieux : en effet, la marginalisation des syndicats implique, de toute évidence, qu'à la longue le travailleur se trouvera sans aucune protection face aux intérêts de l'entreprise.

Toutefois, l'objectif le plus important que les multinationales veulent réaliser, c'est la flexibilité. Flexibilité par rapport au processus de production d'un côté, remise en question d'une série de droits et de conquêtes des travailleurs, de l'autre côté.

La flexibilité représente l'insécurité pour les travailleurs. Les travailleurs doivent faire face à la flexibilité sur le marché du travail (ils auront plus de peine à trouver un emploi), au sein de l'entreprise (ils pourront être licenciés librement ou être obligés d'accepter l'utilisation de travailleurs à temps limité), sur le poste de travail (ils devront accepter de changer leur poste ou leurs tâches). La réalisation de tout cela exige la suppression des obstacles qui existent dans le cadre des lois actuelles en matière de mobilité fonctionnelle et géographique, de polyvalence, etc. Ce n'est pas un hasard si, à propos du plan de compétitivité esquissé par le gouvernement de Felipe Gonzalez, les entrepreneurs demandaient que la législation en vigueur en matière de temps de travail, etc., soit radicalement modifiée. L'actuel statut des travailleurs laisse aux patrons des marges de manœuvre importantes. Toutefois, les garanties limitées qui étaient prévues jusqu'à maintenant doivent être défendues face à l'attaque des patrons.

La nouvelle organisation du travail qu'ils veulent imposer nécessite d'un travailleur qu'il puisse accomplir des tâches de production et d'entretien, de nettoyage et de manœuvre, qu'il accepte de changer ses horaires, selon les besoins de l'entreprise, sans que la direction soit obligée de tenir compte d'avis différents éventuels de la part du comité d'entreprise, et même sans que celui-ci soit informé des changements introduits à un moment donné. Bref, les dirigeants visent à mettre

un terme à la « rigidité » des droits acquis par les travailleurs. La défense de ces droits et la lutte contre la polyvalence du travailleur et la flexibilité des horaires et des postes sont des enjeux du mouvement ouvrier dans le contexte actuel.

Le changement drastique que les multinationales veulent imposer, en important les modes d'organisation à la « japonaise », a pour but de remettre en question le rôle des organisations syndicales. Auparavant, les relations à l'intérieur de l'entreprise étaient définies sous forme hiérarchique et verticale, avec des droits et des devoirs. Si l'ouvrier avait un problème, les délégués syndicaux intervenaient. Tout changement dans les tâches était examiné avec les syndicats. Il y avait une grande cohésion et homogénéité des travailleurs, une solidarité permettant de défendre les acquis et d'arracher des revendications par la lutte.

Maintenant, à la suite de la création des cercles de qualité, la supervision disparaît. Ce sont les équipes qui doivent résoudre tous les problèmes et agir pour que l'entreprise fonctionne au mieux, qui assument donc des tâches de direction et collaborent avec les dirigeants. L'idée selon laquelle « nous sommes tous dans le même bateau » se concrétise par la distribution de primes, si on collabore par exemple pour réduire les coûts, éliminer les temps morts, augmenter la productivité. En d'autres termes, on crée une dynamique de groupe dans le cadre de laquelle les intérêts des travailleurs sont pris en considération sous forme individuelle. L'intérêt collectif du travailleur s'estompe et sa conscience de classe se désintègre. Le contenu politique des relations dans l'entreprise est dilué et les syndicats sont marginalisés.

Le concept d'équipe implique un syndicat avec peu de pouvoir sur les choix de l'entreprise. Il implique également un système de salaires basé sur les connaissances acquises par les travailleurs. Ceux-ci peuvent accroître leurs revenus à condition d'augmenter leurs connaissances, d'accomplir différentes tâches assignées à l'équipe (polyvalence), d'être prêts à remplacer n'importe quel membre de l'équipe ou de faire le boulot d'un camarade qui est tombé malade, de mettre l'accent sur la qualité et la responsabilité individuelles, d'accepter sans réserves la « compétitivité » et de rejeter l'idée : « Je ne suis là que pour travailler et faire ce qui est strictement indispensable. »

Comme nous l'avons dit, par cette nouvelle organisation du travail les multinationales visent à marginaliser et à affaiblir toute forme d'organisation syndicale. Toutefois, sur ce terrain aussi, les moyens sont différents selon la résistance que les syndicats sont en mesure d'opposer. Les multinationales peuvent s'efforcer d'obtenir soit la collaboration des syndicats, soit celle des travailleurs en dehors des syndicats, le but étant, de toute façon, d'imposer l'éloignement des syndicats des ateliers par une action lente et souple.

Renouveau culturel ?

Le prologue de la dernière convention collective rédigé par la direction de la branche de GM à Figueruelas contient une « Déclaration de principes sur le *Quality Network* ». Selon celle-ci, il s'agit d'un ensemble d'éléments qui visent à

satisfaire le client par l'innovation et l'amélioration constantes. La déclaration s'efforce de lier d'une façon formelle les syndicats à ce « *mouvement culturel nouveau* » et d'obtenir leur collaboration pour réaliser la compétitivité. L'adoption de cette déclaration était liée à la concession d'une prime annuelle de 37 500 pesetas pour chaque travailleur. Il était évidemment difficile pour le comité d'entreprise d'expliquer aux travailleurs pourquoi il n'acceptait pas ce marchandage. Malgré cela, aussi bien les Commissions ouvrières que l'Union générale du travail (UGT) ont refusé pendant plusieurs réunions d'introduire la déclaration dans la convention collective, tout en sachant qu'il s'agissait d'une bataille perdue lorsque les travailleurs seraient appelés à voter.

En février 1991, les dirigeants de haut niveau de toutes les branches européennes ont assisté à un cours de *kaizen*, ou « amélioration constante », donné par des techniciens japonais. Un représentant du comité d'entreprise avait été invité à participer à la discussion sur la partie théorique. A la suite de ce cours, des groupes de *kaizen* ont été formés dans différents ateliers de l'entreprise (carrosserie, vernissage, montage final, etc.). Des dirigeants se sont engagés personnellement sur le tas pour démontrer comment certaines opérations des groupes choisis pour cette expérience — des groupes qui avaient des problèmes — pouvaient être accomplies plus rapidement et avec moins de travailleurs. Par la suite, ils ont laissé aux travailleurs le soin de s'organiser eux-mêmes de la façon qui leur paraissait la plus convenable. Nous n'avons pas besoin de dire que le résultat de tous les *kaizen* a été un accroissement de la saturation et l'élimination d'un certain nombre de travailleurs de ces opérations. Si cette méthode se généralise, le résultat sera une suppression d'emplois. Naturellement, la direction prétend continuer à appliquer de telles méthodes en marginalisant les délégués du comité d'entreprise.

A côté de ces initiatives pratiques, l'entreprise utilise une partie de son budget pour organiser des conférences pour les *managers* et les dirigeants intermédiaires, de même que pour les travailleurs. La participation à ces conférences est volontaire. Elles se tiennent en dehors des heures de travail. Les travailleurs sont invités à manger et les trois heures de conférence sur le *Quality Network* leur sont payées comme des heures supplémentaires. La plupart des travailleurs y participent, la seule exception étant constituée par les travailleurs les plus conscients.

L'invitation aux conférences est individuelle. Elle est présentée comme une invitation à « *participer au renouveau culturel dans lequel GM est engagée dans le monde entier* ». L'ordre du jour inclut une introduction par le président de la société, un exposé sur le *Quality Network*, un autre sur la façon de satisfaire le client, la présentation d'une vidéo qui rappelle les objectifs de la conférence et quelques exercices pratiques sur cette première partie. Ensuite, il y a des exposés sur « *les personnes qui travaillent en équipe* » et « *l'innovation et l'amélioration constante* » et la présentation d'une vidéo sur ce type de programme en ce qui concerne la marine (*Mercury Marine*) et un exercice sur le gaspillage.

Déjà, avant ces initiatives, les équipes de perfectionnement de gestion (EPG) fonctionnaient. Dans ces équipes, qui maintenant peuvent se transformer en équipes *kaizen*, les travailleurs se réunissent avec un représentant de la direction pour étudier des questions concernant leur poste, analyser les défauts et chercher

des solutions, qui aboutissent presque toujours à la suppression de certaines opérations, de temps morts et, par conséquence, de certains postes de travail. Les EPG ont joué un rôle important au moment de l'introduction de l'« autocontrôle », en supprimant les tâches de vérification de la qualité.

Jusqu'ici, les syndicats n'ont pas esquissé leur propre stratégie face à la nouvelle organisation du travail. On ne peut pas dire en tout cas qu'ils ont abordé le problème avec succès. En fait, c'est une nouvelle stratégie qui est nécessaire, une stratégie démocratique comportant la participation des travailleurs. Il faut lutter pas à pas contre l'hégémonie du nouveau libéralisme, de l'individualisme, du marché, contre l'absence de solidarité, contre la division entre travailleurs stables et intérimaires, entre travailleurs des grandes entreprises et travailleurs de la sous-traitance. Pour ce faire, les syndicats doivent élaborer une tactique qui réaffirme la priorité de l'intérêt et de l'action collectifs, avancer des revendications qui rassemblent toutes les couches fragmentées de la classe ouvrière, en leur donnant une cohésion. Cette fragmentation s'est produite dans le cadre de ce que certains ont appelé la « fête des technologies nouvelles ». Or, cette « fête » est une tentative vouée à l'échec à moyen terme, dans la mesure où elle ne peut satisfaire qu'une minorité de travailleurs alors qu'elle condamne la majorité à une déclassification et à la déréglementation. Les syndicats devraient se rendre compte qu'assez rapidement les travailleurs vont se poser la question : à quoi bon un syndicat s'il s'agit de lutter avec la direction de l'entreprise contre un ennemi de l'extérieur ?

A ce sujet, les syndicats doivent élaborer une stratégie nouvelle, des formes de lutte nouvelles et un programme alternatif qui défende les intérêts de la majorité des travailleurs. Cela passe par la revendication de salaires dignes, de la stabilité de l'emploi, du contrôle sur le poste de travail, des formes de contrôle réel sur l'organisation et le processus de travail, d'une réduction des heures de travail, des cours de formation, de la préservation de la santé, le droit à l'étude et à la culture, de la défense des droits démocratiques, du refus de toute loi limitant les grèves, etc. Bref, il s'agit de trouver une stratégie qui soit utile pour faire face aux patrons, dans les entreprises, et à l'Etat, dans et hors les entreprises. Il ne faut pas oublier que la flexibilité et la déréglementation vont dans le même sens que les projets qui visent à limiter les libertés démocratiques et à arracher les droits acquis par d'autres générations du mouvement ouvrier.

Il ne s'agit pas de faire des proclamations de principe abstraites ni de prétendre avoir déjà des réponses d'ensemble. Certes, il s'agit d'éviter la marginalisation et l'affaiblissement des organisations syndicales. Mais il serait erroné de croire qu'un moyen d'éviter la marginalisation serait la seule présence dans les conseils d'administration et d'adopter la cogestion. On ne peut éviter la marginalisation qu'à partir de l'idée que la chose la plus importante du processus de production est l'organisation du travail et que le syndicat doit se retrouver dans l'organisation du travail comme un poisson dans l'eau.

Voilà pourquoi il est indispensable de maintenir les négociations collectives, d'éviter la fragmentation dans la structuration des salaires, de lutter pour le contrôle du travail, la défense de la santé, le maintien de l'emploi et le recyclage des travailleurs frappés par l'introduction de technologies nouvelles. Il est très

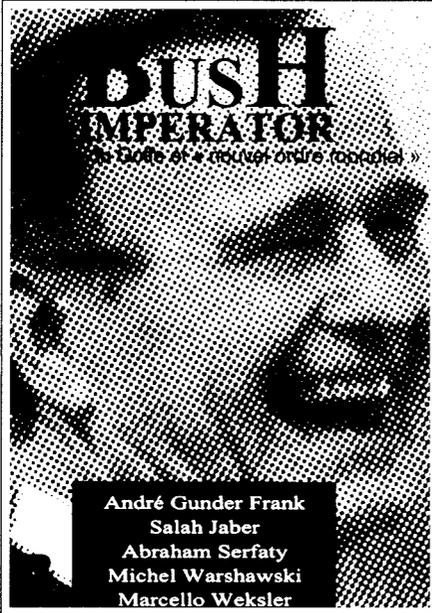
important aussi d'obtenir une législation assurant aux structures de base des syndicats — comités et sections syndicales d'entreprise — le droit de contrôler et de surveiller l'organisation du travail.

La coordination internationale — d'abord au niveau de sociétés, ensuite à celui de branches — est encore plus nécessaire. La stratégie des multinationales, qui vise à opposer les entreprises de différents pays, ne saurait être combattue que par une stratégie du même niveau de la part des travailleurs. Nous savons que cela est difficile, et les difficultés peuvent s'accroître à la suite de vagues chauvines, le plus souvent encouragées par les syndicats. Mais on peut commencer par des formes de collaboration régulières en matière d'information, se fixer ensuite des objectifs plus importants et arriver, finalement, à revendiquer des négociations collectives au niveau des multinationales. Pour accomplir ces tâches, il ne faudra pas se limiter à faire confiance aux centrales syndicales internationales, comme la Confédération européenne des syndicats (CES). Il sera nécessaire aussi que les comités et les sections syndicales d'entreprise prennent des initiatives à la base.

Nous sommes convaincus que, de même que des générations précédentes du mouvement ont été capables d'avancer des orientations alternatives de résistance face à des phénomènes nouveaux, aujourd'hui, dans la dernière décennie du xx^e siècle, il y aura de nouvelles formes de résistance aux nouvelles formes d'exploitation. Accepter l'idée qu'il est possible de travailler 1 960 heures par an et, en plus, 600 heures individuellement, qu'il est impossible d'avoir un mois de congés payés, qu'on peut réduire au minimum les salaires, cela reviendrait à se résigner à la « japonisation » et à une défaite historique des travailleurs. Certes, nous traversons une étape très difficile. Mais les travailleurs ont un rôle essentiel à jouer pour organiser la résistance et préparer la relance, même si des résultats ne seront pas forcément obtenus à court terme.

juillet 1991

VIENT DE PARAÎTRE...



Qu'elles soient exprimées à partir d'un lieu aussi infâme qu'une prison du Maroc (Abraham Serfaty) ou d'une région tétanisée par la guerre du Golfe comme Israël et la Palestine (Michel Warshawski et Marcello Weksler), qu'elles radiographient la responsabilité des Etats-Unis (André Gunder Frank) ou démontent les ressorts masqués de la conflagration (Salah Jaber), les analyses contenues dans ce livre aboutissent toutes au même constat : cette immense tragédie visait à instaurer l'émergence d'un « nouvel ordre mondial » fondé sur la suprématie de l'empire américain. Cet empire, dont naguère encore on commentait le déclin, entamerait-il une seconde jeunesse ? La « Tempête du désert » a-t-elle bien abouti au

calme que les semeurs de vent nous promettaient ? Pas si sûr, lorsque l'« ordre » ressemble à un désordre de plus en plus ravageur et que la loi du monde se confond comme jamais avec la « loi de la jungle » !

Entreprise collective déchirant le consensus des « bonnes consciences », ce livre exigeant propose un bilan politique de la guerre du Golfe et des lendemains chantants qu'elle était censée préparer.

À COMMANDER AUX ÉDITIONS LA BRÈCHE

2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil (48 59 00 80)

chèque à l'ordre de PEC — port payé — envoi dans les quarante-huit heures

240 pages, 120 F TTC

L'URSS après le 19 août

La résolution qui suit a été adoptée par le secrétariat unifié de la IV^e Internationale en octobre 1991.

1

La tentative de coup d'Etat du 19 août a confirmé la fin de la perestroïka en tant que politique viable de la nomenklatura dirigeante. La faillite de la perestroïka était patente depuis plus d'un an et les tendances pro-capitalistes étaient déjà à l'offensive. L'échec du coup a débouché sur un progrès important de la lutte des nations opprimées de l'URSS contre l'union forcée et a démontré la possibilité de se mobiliser victorieusement contre une tentative dictatoriale. Mais la dynamique vers la restauration capitaliste s'est trouvée renforcée, par ailleurs, et ne pourrait être arrêtée efficacement que par une victoire de la classe ouvrière. Enfin, les conséquences internationales du putsch et de son dénouement politique ont encore

confirmé la position de l'impérialisme américain en tant que seule superpuissance. Il n'a pas manqué d'en tirer profit, notamment en poussant le Kremlin à s'associer à ses attaques contre Cuba et contre les mouvements de libération en diverses parties du monde.

Le putsch du 19 août était une tentative de la part d'une aile de la fraction « conservatrice », néo-stalinienne, de la bureaucratie de maintenir son contrôle sur les instances centrales du pouvoir d'Etat et de préserver la continuité de ces structures menacées par les bouleversements en cours (nouveau traité de l'Union). Les dirigeants du putsch avaient d'ailleurs déjà essayé d'obtenir le même résultat auparavant au Parlement, où leur tentative avait échoué.

Les circonstances du putsch restent en partie obscures. On peut supposer que les putschistes misaient avant tout sur l'impopularité croissante de Gorbatchev, sur un prétendu consensus en faveur d'un « pouvoir fort » dans les masses populaires, ainsi que sur la discipline de l'armée et du KGB, pour l'emporter. Ce calcul s'est révélé faux. Malgré l'impopularité de Gorbatchev, son élimination est apparue comme un pas vers le rétablissement d'une dictature tyrannique dont le peuple ne veut à aucun prix. En conséquence, des secteurs des masses dans des centres importants se sont mobilisés contre le coup d'Etat. Par ailleurs, l'armée et le KGB furent beaucoup plus divisés que prévu. Le secteur techniquement le plus avancé de la garnison de Moscou, l'aviation, n'a pas appuyé les putschistes. Elle a même menacé d'intervenir contre eux. Dans ces conditions, le putsch s'est effondré rapidement comme un château de cartes. Sa base sociale était trop étroite pour qu'il eût une chance quelconque de succès.

Le putsch était totalement réactionnaire : il visait à l'instauration d'un pouvoir plus autoritaire, la suppression des libertés démocratiques dont jouissent les masses de droit ou de fait. Les putschistes cherchèrent à suspendre le droit de grève et les associations politiques autonomes, y compris les associations ouvrières. Ils tentèrent de rétablir le contrôle total sur les médias. Il ne visaient ni l'arrêt des privatisations ni l'arrêt de la collaboration avec l'impérialisme.

Il fallait s'opposer totalement au putsch. Il fallait participer aux manifestations populaires contre lui et essayer de les élargir et de les organiser. Il fallait tisser tous les réseaux de résistance antiputschiste possibles.

2

En l'absence d'une force politique significative représentant un tant soit peu les intérêts immédiats des masses laborieuses, la victoire emportée contre le coup a pu être canalisée et confisquée par la tendance Eltsine, l'aile marchante pro-capitaliste des bureaucrates dits « libéraux ». De fait, l'échec du coup a eu pour conséquence un déplacement du pouvoir au sein de la bureaucratie, aux dépens non seulement des « conservateurs », mais encore du « centre » autour de Gorbatchev.

Ce déplacement ne signifie en rien la consolidation d'un quelconque pouvoir populaire ou d'une quelconque démocratie institutionnalisée. Ceux-ci n'existent pas plus aujourd'hui qu'ils n'existaient avant le putsch. Le caractère réactionnaire du courant Eltsine doit être clairement dénoncé. Il ne consiste pas seulement dans son orientation nettement pro-capitaliste. Il se traduit aussi par une nette tendance autoritaire et plébiscitaire, dont le cours vers un régime présidentiel et le renforcement des exécutifs au détriment des soviets élus sont des manifestations évidentes.

La popularité relative de Eltsine tient à ses conflits avec l'appareil dont il est issu, sa rupture avec le PCUS, ses promesses démagogiques largement contradictoires sur le plan socio-économique, ainsi que son affirmation de la souveraineté des républiques, dont celle de la Russie. Mais, sur tous ces plans, la popularité de Eltsine ne manquera pas d'être érodée par l'épreuve du pouvoir et ses tendances autoritaires ne pourront que s'accroître.

3

L'action la plus spectaculaire de Eltsine, après la défaite du putsch, a été la suspension des activités du PCUS et la dissolution de ses structures centrales. Celui-ci avait cessé depuis longtemps d'être le Parti bolchevik — littéralement liquidé par Staline dans les purges des années trente — voire même un parti politique. Le PCUS s'était transformé en parti-Etat, c'est-à-dire en appareil de pouvoir dont les sommets jouissaient d'énormes privilèges matériels. S'il conservait une certaine base sociale, celle-ci y restait moins par une identification avec le communisme ou le socialisme que pour des raisons de protection ou de promotion individuelle ou de groupe. Les millions de membres du PCUS se retrouvent répartis sur l'ensemble de l'échiquier politique, du thatchérisme au marxisme antistalinien.

Aux yeux des masses, cet appareil avait perdu toute légitimité depuis longtemps. Les coups qui lui sont portés maintenant ne suscitent qu'approbation ou indifférence. Il était un instrument de défense du pouvoir et des privilèges de la bureaucratie. Nous nous opposons cependant à la dissolution du Parti communiste et à la suppression de sa presse, qui sont une violation des droits démocratiques. Bien entendu, les mesures prises contre le PCUS reflètent la haine que lui vouent de larges secteurs des masses à cause de son histoire. Nous soutenons les mesures privant le parti de son monopole de l'appareil d'Etat, des médias, etc. Mais, bien que le PCUS représente la bureaucratie, il doit avoir le droit de s'organiser politiquement comme tout autre parti, et de publier ses propres organes de presse. Nous sommes pour la défaite politique du PCUS, mais une défaite infligée par les masses dans une lutte politique ouverte, de sorte à préserver les droits démocratiques.

Il faut cependant nuancer la vision d'un démantèlement effectif et total de l'appareil du PCUS. En fait, c'est essentiellement l'appareil central de ce parti au niveau de l'Union qui est frappé, conjointement avec le démantèlement de l'Union

elle-même, dont il était le support principal. Au niveau de certaines républiques, et même de nombreuses villes et localités de Russie, cet appareil continue donc, pour l'essentiel, d'exercer ses prérogatives.

4

La dissolution de l'Union et sa transformation en confédération très relâchée représentent la transformation la plus radicale qui s'est produite en URSS en août 1991. C'est une réaction légitime contre un centre oppresseur, le produit de l'acuité acquise par la question nationale comme résultat cumulatif d'une série de phénomènes qui se sont manifestés à partir des années vingt : chauvinisme grand-russe ; manifestations multiples d'oppression nationale ; inégalités socio-économiques (bien que plus réduites qu'à l'époque tsariste) ; répression à grande échelle contre certaines nationalités ; depuis l'ère Brejnev, développement accentué de bureaucraties régionales nationales s'appuyant de plus en plus sur le nationalisme dans les républiques et le stimulant même ; crise idéologique et morale très profonde, qui a favorisé la montée du nationalisme (et localement de l'intégrisme).

Mais la dissolution de l'Union soulève de grands problèmes, surtout dans le contexte de crise économique aggravée dans laquelle elle se produit. L'Etat soviétique centralisé n'était pas seulement une structure de domination, de contrainte et d'oppression nationales. Il était aussi un ensemble économiquement intégré, avec une spécialisation régionale de la production et son écoulement dans l'Union sur la base d'une division territoriale du travail. Certes, l'hyper-centralisme bureaucratique, en supprimant de fait toute responsabilité des communautés concernées, était source d'une énorme gabegie et d'une inefficacité économique croissante. Mais le passage à une priorité de production pour le marché républicain, voire à une quasi-autarcie, nécessiterait d'énormes reconversions et impliquerait une forte régression des revenus et des emplois. Ce passage est d'ailleurs irréalisable à court ou moyen terme.

Il en irait de même d'une hypothétique reconversion de l'économie des principales républiques vers le marché mondial. Beaucoup de produits de ces républiques, écoulables sous le régime de l'Union et du monopole étatique du commerce extérieur, ne sont point compétitifs sur le marché mondial. Cette reconversion impliquerait la fermeture de dizaines de milliers d'entreprises, avec toutes les conséquences sociales qui en découleraient.

Dans ces conditions, même les partisans résolu de l'économie de marché et de la privatisation radicale dans le courant Eltsine optent en faveur d'une union économique comportant des structures contraignantes. La définition d'une monnaie de l'union économique est un des éléments nodaux de son émergence. Mais la question monétaire recouvre le problème de l'étendue et des limites de la souveraineté des républiques, notamment dans le domaine des rapports avec les créanciers capitalistes gouvernementaux ou privés.

Or, si l'interdépendance matérielle entre républiques est grande, le règlement des échanges n'est plus garanti sur le plan monétaire et financier. L'effondrement du rouble devient un obstacle aux échanges réglés sur cette base. L'utilisation du troc s'amplifie pour faire face à la faillite des fournitures centrales. Mais ses limites sont assez vite atteintes.

A lui seul, le principe d'une monnaie commune, combiné au maintien d'une division du travail au niveau de l'ancienne Union, excepté peut-être quelques républiques, renvoie à la nécessité d'une banque centrale, du financement d'un budget confédéral, d'une politique financière, voire commerciale, commune, c'est-à-dire à des structures politiques communes. Il y aura donc de très fortes tensions au sein de l'union économique en gestation, surtout si la fédération de Russie essaie d'y obtenir un poids prépondérant. Une période d'instabilité prolongée s'est ouverte dès lors, accompagnée de mesures de contraintes et de réglementations de tout ordre. On restera loin d'une « indépendance » et d'un « libéralisme » économique réels au sein des républiques. L'accélération de l'éclatement de l'Union et l'offensive libérale-marchande déplacent les problèmes de la restauration capitaliste vers les républiques et accentueront les inégalités entre elles.

5

Les marxistes révolutionnaires défendent le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes jusque et y compris le droit à la séparation étatique, même lorsqu'ils ne prônent pas celle-ci. La dissolution de l'URSS en tant que fédération s'accompagne de processus restaurationnistes, qui entraîneront des conséquences négatives pour toutes ses populations. Mais les deux ne vont pas forcément de pair, et on ne s'oppose pas efficacement à la restauration capitaliste en défendant l'union forcée. Il faut avant tout s'opposer à toute contrainte, qu'elle soit militaire ou économique, visant à maintenir dans l'Union des peuples qui ne le veulent pas et qui aujourd'hui exigent l'indépendance — leur droit imprescriptible que nous soutenons.

Dans les conditions concrètes de l'URSS, le passage de l'Union à une ou plusieurs formes confédérales constitue le seul moyen pour parvenir demain à une nouvelle union réellement démocratique, entre des républiques strictement égales en droit. Cette union devra être négociée librement.

Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes est un droit démocratique majeur, mais il ne saurait annuler d'autres droits comme les libertés d'association et de manifestation, le droit de vote, la liberté de la presse et, surtout, les libertés syndicales et le droit de grève. Il faut combattre toute tendance de directions nationalistes réactionnaires à restreindre ces libertés et à se retourner contre leurs propres minorités, dès le lendemain de leur accession au pouvoir. Ce qui se passe actuellement en Géorgie, en Azerbaïdjan, en Lituanie, en Moldavie et ailleurs illustre cette tendance.

Tout en faisant la distinction nécessaire entre le nationalisme des opprimés et celui des oppresseurs, nous restons attachés à l'esprit de l'internationalisme authentique, celui de la solidarité des travailleurs et des travailleuses contre toutes les formes d'oppression, par-delà les différences de race, de nationalité ou d'ethnie. Nous sommes contre toute logique d'Etat « ethniquement pur » et contre toute exploitation de sentiments nationaux légitimes au profit d'idéologies réactionnaires.

6

La crise d'août doit être située dans le contexte d'une détérioration rapide et continue de la situation économique de l'URSS. Cette détérioration ne s'arrêtera point du fait de l'ascension au pouvoir de la fraction Eltsine, bien au contraire.

Elle s'explique fondamentalement par le fait que l'« économie de commandement », qui tendait vers la stagnation, se désagrège, mais qu'aucun système économique un tant soit peu cohérent ne s'est substitué à elle. Dans ces conditions, les méfaits du dysfonctionnement croissant de l'« économie de commandement » se combinent avec les méfaits d'un début d'économie marchande spéculative, sauvage, incontrôlée, sinon carrément criminelle.

L'autonomie plus grande des républiques et des entreprises a entravé leur approvisionnement courant, réduisant la production en l'absence d'un véritable marché de biens de production. Elle aurait chuté de 5 à 10 % par semestre depuis un an. L'impuissance de l'Etat à gérer de manière cohérente cette combinaison hybride, accentuée par la tendance des républiques à limiter ou arrêter leurs versements au budget de l'Union, provoquait un énorme déficit des finances publiques qui a nourri un processus d'inflation galopante. Celle-ci devait fatalement déboucher sur un déficit croissant de la balance des paiements. Malgré la liquidation d'une partie des grandes réserves d'or dont disposait l'URSS, elle risque de se trouver bientôt en état d'insolvabilité à l'égard de ses créanciers étrangers.

L'impérialisme a donc intérêt à octroyer aides et crédits au régime Eltsine/Gorbatchev, plus qu'au régime Gorbatchev d'hier. Mais il n'est point question d'un « plan Marshall » permettant une véritable relance de l'économie soviétique. L'aide sera accordée au compte-gouttes. Elle prendra notamment la forme de crédits accordés à l'URSS pour l'achat de denrées alimentaires des pays d'Europe de l'Est, avec un triple objectif : outre l'aide à Moscou, le soutien des économies est-européennes et la protection des marchés ouest-européens.

L'aide se fera aussi, en bonne partie, sous forme de *joint ventures*, à travers lesquelles le capital international cherchera à s'approprier quelques morceaux juteux de l'industrie soviétique. Elle cherchera en priorité à revaloriser la production de pétrole et de gaz, réduisant en ce domaine la dépendance des économies impérialistes par rapport aux pays de l'OPEP. Elle sera surtout utilisée pour multiplier les pressions et chantages politiques et socio-politiques — par exemple, les conditions d'adhésion au FMI — en vue d'imposer le fardeau de la privatisa-

tion aux masses salariées et de favoriser l'émergence d'une classe bourgeoise traditionnelle en URSS.

7

Une des questions clés posée par le putsch du 19 août et ses conséquences immédiates est d'expliquer pourquoi les réactions populaires ont été limitées. Le gros de la population a, en effet, conservé une attitude attentiste et passive.

Il y a eu, certes, des mobilisations populaires contre le putsch, surtout à Moscou, à Léninegrad et dans les républiques Baltes. L'appel de Eltsine à la grève générale a eu un certain écho parmi les mineurs, mais très peu ou presque pas de grandes entreprises de Moscou ou de Léninegrad ont débrayé. Dans les centres industriels de province, les mobilisations populaires ont été quasiment nulles.

L'étroitesse des mobilisations populaires peut être expliquée par plusieurs facteurs. D'une part, une grande partie des masses reste dépolitisée suite à des décennies de dictature et d'atomisation. D'autre part, la faiblesse extrême des partis et organisations d'opposition (sauf dans quelques républiques périphériques) fait qu'il n'y avait pas d'instruments, même embryonnaires, pour organiser le combat. Il n'y a pas encore d'auto-organisation des masses.

Mais le fait le plus important est que les masses populaires sont avant tout préoccupées par leurs problèmes immédiats : pénurie des biens de première nécessité ; baisse du pouvoir d'achat face à l'inflation galopante ; menaces pesant sur l'emploi ; atteintes à la protection sociale. Le scepticisme est grand quant à la capacité d'une quelconque des principales forces politiques en présence, y compris la fraction Eltsine, d'apporter des solutions réelles et rapides à ces problèmes.

D'une manière générale, il semble bien exister une différence entre le fait de voter pour les « démocrates libéraux » et la volonté de se mobiliser effectivement pour les défendre. Dans les élections, les gens ont eu tendance à s'orienter en termes idéologiques, sans référence immédiate à leurs intérêts concrets. Mais au niveau de la politique concrète, quand il y a risque de répression ou de perte de revenu et d'emploi, l'approche est toujours beaucoup plus terre à terre. Sur ce plan, il y a un sentiment très répandu d'absence de choix réel.

Toutefois, la défaite des putschistes peut renforcer le sentiment au sein de secteurs des masses qu'une résistance à des mesures autoritaires est possible.

8

La manière dont le putsch d'août s'est dénoué a accéléré les tendances à la désintégration de l'Etat ouvrier dégénéré et à la restauration du capitalisme. Mais les indices déterminants de ces processus ne se situent ni au niveau idéologique ni à celui des symboles. Ils se situent dans le domaine du statut de la propriété, dans celui des mécanismes économiques fondamentaux, dans la nature effective du commerce extérieur, dans la transformation des fonctions des centres décisifs du

pouvoir politique, avant tout des appareils répressifs (armée, police d'Etat), par reconversion et/ou remplacement.

Or, on ne se trouve encore qu'au début de ces processus : les forces restauracionnistes sont à l'offensive sur les terrains gouvernemental et étatique, afin de transformer les structures socio-économiques. Mais c'est là que les blocages sont les plus considérables. S'il y a incontestablement un projet de restauration du capitalisme, celui-ci ne s'est pas encore réalisé. L'économie soviétique ne fonctionne pas encore, loin s'en faut, selon les lois de développement et la logique interne du mode de production capitaliste. Pour cela, il faudrait que le secteur public lui-même se plie à des critères capitalistes, ce qui implique notamment, dans les conditions actuelles, des mises en faillite substantielles et donc des licenciements massifs.

Par ailleurs, il n'existe pas de classe d'industriels/entrepreneurs capables d'opérer sur la base de la recherche un tant soit peu efficiente du profit d'entreprise, en URSS. Les « nouveaux riches » qui y pullulent — il y a cent mille millionnaires en roubles — sont orientés vers la spéculation et les gains rapides, qu'ils proviennent de secteurs de la nomenklatura ou de secteurs de la mafia. Même chez les kolkhoziens, il y a peu d'enthousiasme pour la ferme privée.

En outre, la privatisation de la grande industrie nécessiterait un apport d'au moins l'équivalent de mille milliards de dollars. Ces capitaux ne sont disponibles à cette fin, ni en URSS ni internationalement, surtout dans le climat actuel de pénurie relative de crédits dans l'économie capitaliste internationale. Il faudra longtemps pour les rassembler. Enfin et surtout, les coûts sociaux d'une privatisation de la grande industrie seraient tellement élevés — de trente à quarante millions de chômeurs, de soixante à soixante-dix millions de pauvres — que des réactions populaires de plus en plus larges, voire de véritables explosions sociales, se produiraient inévitablement.

Les économistes et conseillers les plus représentatifs du courant Eltsine multiplient d'ailleurs les déclarations selon lesquelles une protection de l'ensemble de la population contre les retombées d'une « thérapeutique de choc » du type « plan des cinq cents jours » est pratiquement impossible en URSS.

Cette instabilité sociale profonde est une des raisons pour lesquelles le capital international n'est pas disposé à investir massivement en URSS.

9

La résistance populaire reste un des obstacles majeurs à la restauration du capitalisme. Mais la résistance populaire, la possibilité de mouvements de protestation même explosifs ne vont pas nécessairement de pair avec une tendance générale vers l'auto-organisation et, encore moins, un contre-projet de société par rapport à la fois à la dictature bureaucratique et à la restauration du capitalisme. Une telle tendance, un tel projet font aujourd'hui cruellement défaut. Il faudra longtemps avant qu'ils ne puissent émerger.

Dans ces conditions, aucune des trois issues fondamentales à la crise de décomposition de la société soviétique — une restauration durable de type néo-stalinien ; la restauration définitive du capitalisme ; l'établissement d'un véritable pouvoir démocratique des travailleurs — n'a de chances de se réaliser même à moyen terme. L'orientation vers le capitalisme qui prédomine aujourd'hui doit inévitablement passer par une décomposition prolongée et chaotique du système, pendant laquelle plusieurs types de bouleversement restent possibles.

Cela implique concrètement qu'il y a toujours trois types d'intérêts en présence : a) ceux de la fraction de la nomenklatura décidée à défendre ses privilèges et son pouvoir distincts de ceux de la nouvelle bourgeoisie et du prolétariat ; b) ceux de la nouvelle bourgeoisie à laquelle s'est ralliée une fraction croissante de la nomenklatura et qu'appuie un large secteur de l'intelligentsia et des « nouvelles classes moyennes » ; c) ceux du prolétariat et d'une partie de la paysannerie laborieuse qui a des préoccupations analogues aux siennes.

Les bureaucrates défendent pragmatiquement leurs privilèges et choisissent leur camp en fonction des rapports de forces locaux, régionaux et à l'échelle de l'Union. Au sein de la nouvelle bourgeoisie, les orientations et intérêts de différentes fractions, notamment celles provenant de la nomenklatura et celles incarnant des processus d'accumulation primitive capitaliste, sont souvent contradictoires. La classe ouvrière est, elle aussi, traversée par des clivages socio-professionnels, sans parler des clivages nationaux.

La bureaucratie néo-stalinienne n'est pas définitivement battue, pas plus qu'elle n'est incapable de réagir sur le plan politique. On assiste déjà en Russie, et surtout dans les républiques les plus pauvres, à des tentatives de récupération du nationalisme par des fractions bureaucratiques dans un sens antilibéral. De nouveaux putschs ou d'autres initiatives similaires restent encore possibles : des tentatives néo-staliniennes, mais aussi, bien sûr, des tentatives pour établir une dictature visant à imposer la généralisation du marché avec une main de fer.

10

Pendant toute cette période, les forces socialistes ont à mener une lutte combinée :

— pour la défense, l'élargissement, l'institutionnalisation des libertés démocratiques, notamment la liberté totale d'expression et d'organisation politique, en particulier sur les lieux de travail et dans les forces armées ;

— pour la défense de tous les droits nationaux, y compris ceux des minorités dans leurs républiques respectives, et contre toute atteinte à l'exercice de ces droits ;

— contre la privatisation de la grande industrie, des banques et des services sociaux et culturels, pour la garantie de l'emploi, d'un revenu minimum et d'une égalité d'accès aux biens de première nécessité, pour toutes et tous ;

— l'effondrement économique et social, le chômage à long terme et même la famine ne peuvent être évités que par une défense vigoureuse de la propriété sociale, ainsi que par une ouverture du marché mondial aux produits de l'URSS

sans les sanctions et tarifs hypocrites que les impérialistes continuent à imposer ; ceci implique l'abolition des contrôles du Cocom et autres embargos impérialistes ;

— pour la réduction des dépenses militaires, l'abolition des privilèges accordés à la hiérarchie militaire, pour le démantèlement des forces de répression, contre l'embrigadement de la jeunesse ; pour des mesures de désarmement nucléaire unilatéral, comme meilleure contribution au désarmement nucléaire mondial.

11

La condition indispensable pour que pareil combat puisse se développer progressivement et aboutir à plus long terme à la reconstitution de la conscience de classe politique des masses laborieuses, c'est la conquête d'une authentique autonomie politico-organisationnelle de ces masses, de leur nécessaire indépendance politique de classe.

A cette fin, il faut encourager et appuyer de manière critique tous les efforts en cours de regroupement de la gauche socialiste de l'ex-URSS, aujourd'hui très faible et très dispersée, sans sectarisme ni exclusive aucune, sur une base pluraliste, respectant la plus large démocratie. Au sein de tels regroupements, les marxistes défendront leurs propres conceptions programmatiques et politiques, sans réticences, mais en respectant loyalement les accords d'unité d'action et la liberté de tous les autres courants.

Pour que pareils regroupements servent le but visé, il faut, outre le respect de la démocratie en leur sein, l'engagement dans les faits du côté des masses laborieuses en lutte pour leurs intérêts immédiats, le refus de sacrifier le libre développement du mouvement de masse à de quelconques considérations de *Realpolitik*, qu'elles soient électoralistes ou de « performance économique ».

La tendance à l'internationalisation de la lutte des classes étant ce qu'elle est, et s'affirmant notamment par l'intervention constante de l'impérialisme dans les débats et les luttes en cours dans l'ex-URSS, l'idée de la construction simultanée d'une organisation nationale et d'une organisation mondiale doit être défendue théoriquement et pratiquement par les marxistes. Les efforts pour constituer une organisation de la IV^e Internationale en URSS vont pour nous de pair avec l'effort pour la constitution de regroupements plus larges.

Une nouvelle détérioration est en cours à l'échelle mondiale dans les rapports de forces entre les classes, au profit du capital et aux dépens du travail salarié. Seuls quelques rares pays y échappent. Par ailleurs, à plus long terme, la réapparition d'une lutte ouvrière de masse bien que sans conscience politique claire, dans l'ex-URSS et dans plusieurs pays d'Europe de l'Est, nuance quelque peu ce bilan.

De même, l'effondrement du stalinisme laisse sur le long terme un espace plus large pour la recomposition du mouvement de masse et du mouvement ouvrier organisé, dont il est pour le moment impossible de prévoir les rythmes et les aires géographiques principalement concernées.

Mais cette recomposition ne sera pas le produit automatique de vagues successives de luttes. Elle exige la réappropriation d'un projet socialiste, d'un contre-projet global de société et d'une indépendance politique de classe débouchant sur un objectif de pouvoir politique, distinct à la fois de la démocratie bourgeoise et de la dictature bureaucratique. Il s'agit d'un changement qui ne pourra se réaliser qu'à long terme.

12

L'effondrement du pouvoir central du PCUS et la désintégration de l'URSS ont accentué le processus par lequel la révolution d'Octobre a cessé d'être le point de référence pour de larges masses en URSS, en Europe orientale, dans les pays impérialistes et dans nombre de pays semi-industrialisés du tiers monde. Il en va de même pour une grande partie de l'avant-garde et de l'extrême gauche dans la plupart de ces pays.

Ce bilan négatif est accentué par une offensive idéologique de grande envergure de la bourgeoisie internationale, qui identifie cyniquement les crimes du stalinisme, produits de la contre-révolution, avec l'œuvre de la révolution.

Tout cela relève d'une entreprise de mystification et de falsification historique parallèles à celles du stalinisme. Mais le fait que les masses perçoivent pour le moment l'histoire ainsi, même s'il s'agit d'une vision mystifiée, devient à son tour un facteur qui pèse sur le déroulement historique en cours.

Nous ne céderons pas à cette pression. Nous continuerons à défendre la légitimité de la révolution d'Octobre et à nous approprier son héritage de manière critique. C'est grâce à la révolution d'Octobre que la Russie a su se débarrasser de structures barbares qui frappaient surtout la paysannerie, qu'elle a pu se transformer, en l'espace d'une seule génération, d'un pays semi-industrialisé proche du tiers monde en la deuxième puissance industrielle du monde.

La révolution d'Octobre ne fut pas un putsch. Elle fut le résultat d'un des mouvements de masse les plus larges et les plus radicaux de l'histoire. Ses conquêtes socio-économiques, même en partie démantelées et de plus en plus dénaturées par la dégénérescence bureaucratique, ont permis des décennies de croissance économique ininterrompue et, à partir de 1952, de croissance, plus modeste il est vrai, du niveau de vie des masses. Ces conquêtes — essentiellement la nationalisation des grands moyens de production et d'échange, la planification économique et le monopole étatique du commerce extérieur — sont restées des conquêtes réelles en dépit de la dictature bureaucratique, mais des conquêtes combinées au gâchis économique et écologique et aux crimes monstrueux de cette dernière.

Cependant, et comme Trotsky l'avait prévu, les effets positifs des conquêtes d'Octobre ont été sapées par la bureaucratisation, et ce de manière croissante lorsqu'il s'agit de passer de l'industrialisation extensive vers l'industrialisation intensive, de la priorité à la quantité à la priorité à la qualité, de la création de

l'infrastructure industrielle à la satisfaction prioritaire des besoins de consommation des masses. La bureaucratie s'est avérée incapable d'opérer ces transformations ; elle est devenue progressivement un frein absolu au développement même de l'URSS.

C'est pour cette raison — parallèlement à l'information généralisée sur l'élévation relative du niveau de vie du prolétariat des pays impérialistes durant la longue expansion de l'après-guerre — que les masses soviétiques ont cessé de considérer ce qui restait des conquêtes d'Octobre comme tel.

Il n'en va cependant pas de même du reliquat le plus réel de ces dernières, à savoir le plein emploi garanti pendant des décennies. A cet acquis, les populations soviétiques restent très attachées, et l'identifient même d'instinct avec un régime économique différent de celui fondé sur la propriété privée. Elles constateront que, en dépit de la dégradation évidente des acquis sociaux en URSS au cours des quinze dernières années, la restauration capitaliste passe par la destruction de ces acquis et non par leur amélioration.

13

L'analyse trotskyste de l'URSS insistait sur la nature transitoire — provisoire — du régime né de l'expropriation politique du prolétariat soviétique, de la contre-révolution politique sanglante achevée par le stalinisme au cours des années trente. Elle insistait sur le fait que, comme Thermidor et le bonapartisme surgissant après la Révolution française, il ne s'agissait pas d'une contre-révolution sociale impliquant un retour à l'Ancien Régime. Elle soulignait la surdétermination de l'évolution de l'URSS par le développement de la lutte des classes à l'échelle mondiale, dénonçant la théorie de l'achèvement du « socialisme dans un seul pays » ou dans un seul camp comme une utopie réactionnaire.

Tout en dénonçant fortement les aspects répressifs, anti-ouvriers, antidémocratiques, chauvins, antiféministes, de la dictature bureaucratique, l'interprétation trotskyste affirmait que le maintien de la propriété nationalisée et de la planification centrale, fussent-elles bureaucratiques, permet un développement économique et un acquis social capital — le plein emploi durable — que toute restauration du capitalisme mettrait en danger. Tout en voyant dans la bureaucratie un bouillon de culture de tendances restaurationnistes, elle constata que, pour une période historique pouvant être de longue durée, la caste bureaucratique pourrait défendre son pouvoir et ses énormes privilèges matériels à la fois contre la bourgeoisie et contre le prolétariat. Elle affirma qu'à l'échelle historique il n'y a pas de troisième voie cohérente en dehors de la restauration capitaliste ou de la révolution socialiste antibureaucratique.

Toutes ces conceptions se sont avérées en gros adéquates pour comprendre la nature et le devenir de l'URSS. Elles impliquent correctement la nécessité de combattre résolument les tendances à la privatisation et à la restauration du capitalisme dans l'intérêt des masses, tout en luttant contre le despotisme bureau-

cratique, conclusion que les tenants d'autres conceptions sur la nature de l'URSS ont bien plus de mal à défendre de manière cohérente comme prioritaire.

14

Mais cela ne signifie guère que nous puissions aujourd'hui nous contenter de dire : « Nous avons eu raison. » Il est indéniable que nous n'avons pas prévu le déroulement des événements en URSS tel qu'il s'est précisé en 1991. Il convient donc de découvrir les sources de nos erreurs de jugement. Il est nécessaire, en même temps, d'entamer un travail d'élaboration pour mettre à jour notre théorie de la société de transition et de la construction du socialisme.

a) Nous avons tardé à reconnaître le « saut qualitatif » dans la crise systémique de l'URSS que représentaient le ralentissement de la croissance économique et toutes les conséquences sociales qui en découlèrent. Ce saut s'était sans doute déjà produit vers la fin des années soixante-dix.

b) Nous avons, de même, gravement sous-estimé les conséquences à long terme de la dictature bureaucratique, de l'atomisation du prolétariat et de la crise idéologique et morale extrêmement profonde qui en découlèrent, sur la conscience de classe du prolétariat soviétique et sur la dynamique possible de la rupture avec le système bureaucratique.

c) Nous avons tardé, moins longtemps il est vrai, à reconnaître les répercussions politiques de la crise de crédibilité généralisée du socialisme pour une bonne partie du prolétariat mondial, avant tout celui des pays de l'Est et de l'URSS. Rétrospectivement, on peut situer le « saut qualitatif » à cet égard au moment du coup d'Etat militaire du général Jaruzelski, c'est-à-dire à partir de 1982. S'y ajoutent les effets combinés du désastre du Kampuchéa et de l'intervention militaire en Afghanistan.

A partir de ce moment-là, une orientation politique des masses en Europe orientale et en URSS similaire à celle de la Hongrie de 1956, de la Tchécoslovaquie de 1968, de la Pologne de 1980-1981 devenait improbable. La décomposition de la dictature allait davantage s'accompagner du rejet global d'un système identifié au socialisme et de la recherche illusoire de solutions du côté du marché capitaliste. Ce tournant s'est produit dans le contexte plus large d'un recul de la révolution mondiale : plus une seule victoire révolutionnaire depuis celle du Nicaragua en 1979 ; plus une seule grève générale de longue durée dans un quelconque pays impérialiste pendant les années quatre-vingt.

15

Par ailleurs, un travail d'élaboration théorique et politique approfondissant l'analyse du bilan historique de l'URSS et la définition de nos tâches s'impose. Il doit porter notamment sur les points suivants :

a) L'institutionnalisation du pouvoir politique pendant la période de transition, c'est-à-dire les formes de combinaison des organes de démocratie directe, des organes de démocratie représentative, des organes assurant l'égalité des sexes, des nationalités, etc.

b) Le contenu concret du troisième « modèle » de développement économique, opposé à la fois au despotisme étatique (économie de commandement) et au despotisme du marché et de l'argent : le modèle de la démocratie des producteurs et des consommateurs intégrant les dimensions féministe et nationale ; une définition plus précise des formes de planification socialiste aux différents échelons territoriaux et en tenant compte des impératifs écologiques ; une précision des formes et limites de l'utilisation des mécanismes marchands ; un débat sur la combinaison des formes de propriété ; un débat sur les besoins de consommation des masses, sur les formes de garantir une égalité croissante.

c) Une réflexion d'ensemble sur la dynamique contradictoire de la question nationale en URSS et en Europe centrale et l'élaboration de réponses programmatiques cohérentes à la double exigence de l'émancipation des nations et nationalités et du dépassement du cadre étiqué de l'Etat-nation.

d) Une précision de la dimension internationaliste de cette stratégie.

Cette élaboration est forcément expérimentale. Elle sera fortement marquée par les conclusions successives auxquelles les travailleurs et travailleuses et les socialistes d'URSS eux-mêmes parviendront, tout en dialoguant avec les marxistes du reste du monde.

En fait, une des sources de l'insuffisance de notre élaboration théorique des décennies passées est que, à partir des années quarante, elle était coupée de toute pratique politique en URSS même. Cette coupure est maintenant surmontée. De même, la remise en mouvement de secteurs du prolétariat soviétique (plusieurs millions de grévistes) constitue la principale retombée positive de la décomposition de la dictature bureaucratique, indépendamment de la confusion idéologique de ceux-ci.

La construction d'une organisation unifiée de l'avant-garde socialiste en URSS et à l'échelle mondiale, pour nous inséparable de la construction de la IV^e Internationale, prend de ce fait un relief particulier.

Edité par la PEC-SARL
Rédaction-administration
2, rue Richard Lenoir - 93108 Montreuil
Directeur de la publication : Léon Crémieux
Commission paritaire n° 55939
Quatrième Internationale (1936)
ISSN 0765 - 1740
Composé et imprimé par Rotographie